

Au SDECE

**La direction
du contre-espionnage
est réorganisée**

LIBRE PAGE 20

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,50 BA ; Maroc, 2 dr. ; Tunisie, 2 m. ;
Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique,
17 fr. ; Canada, 5 1/10 ; Cote d'Ivoire, 200 F CFA ;
Danemark, 4,75 kr. ; Espagne, 50 pes. ; Grèce, 200 dr. ;
Irlande, 50 p. ; Italie, 400 l. ; Japon, 120 y. ;
Liban, 500 l. ; Luxembourg, 17 fr. ;
Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 G. ; Portugal,
20 esc. ; Suède, 225 F SFA ; Suisse, 3,75 fr. ;
Séoud, 1,20 r. ; U.S.A., 95 cts. ; Yougoslavie, 30 din.

Tarif des abonnements page 29

5, RUE DES ÉVALUÉS
75007 PARIS CEDEX 07
C.C.P. 4287-27 PARIS
Tél. Paris 01 56 67 72
Tél. : 246-72-23

• A ALGER

La conférence de l'OPEP décide de porter à 32 dollars le prix de base du baril de pétrole

Un début d'ordre

Les difficultés rencontrées en 1973 par les pays consommateurs à la suite du premier choc pétrolier avaient pu paraître comme le simple fait d'un cartel de producteurs dont on trouverait bien vite la faille. La création, sous l'impulsion de M. Kissinger, de l'Agence internationale de l'énergie reposait sur cette idée. La crise de ces dix-huit derniers mois porte un coup sans précédent à l'ancien ordre économique international. Il était difficile à l'OPEP de prétendre à l'avenir d'être l'instrument de l'unité, de la coopération, de tous les pays en développement, comme l'a réitéré le ministre vénézuélien M. Calderón Fournes, de présenter une stratégie mondiale et de sembler être incapable en même temps de maîtriser l'objet même de l'organisation : la fixation des prix. A court terme, les prix ont baissé, mais les autres, l'OPEP montrant plus l'absence de ses ressources que la responsabilité propre à ses ambitions nouvelles.

Les pays membres ont donc remis un début d'ordre. Non sans mal. L'Arabie saoudite, la force motrice de la stratégie pétrolière, continue de jouer les trublions par ses positions extrêmes, et l'Arabie Saoudite se refuse à voir son pouvoir de premier exportateur d'hydrocarbures remis en cause par des pays qui lui sont idéologiquement fort éloignés. Mais il ne faut se tromper personne que l'Arabie, comme il l'a fait ces derniers mois, restera son prix au cours de l'été, que les pays aux exigences exorbitantes de la demande. Ainsi sera réalisée la réunification indispensable à cette indemnité dont le principe a été adopté par l'Organisation, mais qui restera sans doute de très longue main à entrer en vigueur.

Les pays industrialisés vont se dire une fois de plus que l'ordre leur échappe, mais ils se consolent peut-être en pensant que le prix plafonné de 32 dollars ne devrait pas sembler comme il l'a fait il y a un an lorsqu'une même formule de prix avait été adoptée. A l'époque, les consommateurs industriels craignaient de manquer d'or noir et se précipitaient pour acheter la matière grasse disponible.

Aujourd'hui, la récession qui frappe le principal client des États-Unis, a quelque peu brisé les appétits. Les économies et le recours à des sources alternatives commencent à porter leurs fruits et les stocks ont atteint des niveaux historiques équivalant aux réserves de l'Algérie. Mais les pays riches vont devoir admettre que le pouvoir pétrolier leur a bien échappé et qu'il est peu vraisemblable que, comme à partir de l'été 73, ils récupèrent, par l'intermédiaire de la dévaluation du dollar, ce qu'ils avaient payé pour leur brut. Mais l'OPEP a obtenu un transfert massif de ressources financières des pays industriels vers les pays en développement (plus de 150 milliards de francs en 1980).

La poursuite de la crise des approvisionnements industriels, la récession des pays producteurs à éprouver trop rapidement leurs réserves, les risques permanents de conflit au Proche-Orient, les retards aussi dans la mise en œuvre d'alternatives énergétiques, continueront à maintenir le rapport de forces en faveur des pays de l'OPEP. Il faudra donc comprendre que la hausse des prix du pétrole n'a d'autre but que d'assurer le développement des pays producteurs. La solution aux difficultés du monde industrialisé passe sans aucun doute par plus d'aides, plus de transferts réels de technologie vers le tiers-monde plutôt que par la confrontation.

Les ministres du pétrole des treize pays de l'OPEP, réunis à Alger, ont laborieusement parvenus à trouver un compromis, dans la nuit du 10 au 11 juin, sur les prix du pétrole brut. Deux mesures ont été adoptées. D'une part, les membres de l'OPEP ont toute liberté pour augmenter le prix du pétrole de référence jusqu'à un plafond de 32 dollars par baril le 1^{er} juillet. D'autre part, les primes s'ajoutant au prix de référence ne devront en aucun cas dépasser 5 dollars par baril. Ce qui porte à 37 dollars le prix maximum qu'un pays exportateur devrait pratiquer. L'Arabie Saoudite, en ce qui la concerne, n'aurait pas l'intention de porter pour le moment ses prix au niveau de 32 dollars. Cheikh Yamani a indiqué mercredi, au cours d'une conférence de presse que son pays pourrait maintenir son prix actuel de 28 dollars par baril jusqu'en septembre, où qu'il ne le majorerait que de 1 ou 2 dollars. De leur côté, les États arabes unis ont fait connaître qu'ils n'augmenteraient pas leur prix.

Ces décisions, qui visent à remettre un peu d'ordre dans la hiérarchie des prix de l'OPEP, devraient se traduire pour les pays consommateurs par une hausse moyenne du coût de leurs approvisionnements de près de 2 dollars par baril.

A Bruxelles, M. Guido Brunner, commissaire européen chargé de l'énergie, a déclaré que les pays de l'OPEP ne sont pas parvenus à fixer un prix unique et a estimé que le relèvement du prix de référence « est excessif et ne peut être justifié ».

De notre envoyé spécial

Alger. — Qui connaît M. Sepahbazi ? Un peu fort, la mine grise, le costume triste, le numéro trois de la délégation de l'Iran révolutionnaire à bien failli mener à l'échec une réunion qui, sans voir une totale réunification des prix du pétrole, avait permis de mettre un peu d'ordre dans la hiérarchie des prix. Les ministres étaient réunis autour de la « table ronde » de 32 dollars le baril et avaient accepté que les « différences » de qualité et de proximité des lieux de consommation ne dépassent pas le prix plancher de plus de 5 dollars.

Le ministre iranien, M. Mohseni, lui-même, avait annoncé triomphalement cet accord des 16 heures aux journalistes agglutinés dans les couloirs de l'hôtel d'Alger. Mais il y avait un mot dans le communiqué final qui ne plaisait pas à M. Sepahbazi : celui de « collation » (plafond) dans le phrase qui précisait que

les membres de l'OPEP avaient décidé « de relever le prix du brut de référence jusqu'à un plafond de 32 dollars ».

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 37.)

Le P.C.F. a besoin que tous les communistes puissent le faire bénéficier de leurs opinions nous déclare M. Henri Fiszbin

André premier secrétaire de la fédération communiste de Paris, M. Henri Fiszbin, qui avait donné sa démission en janvier 1979, après que son action ait été critiquée par le bureau politique du parti, se qui avait quitté le comité central au mois de novembre de la même année, explique son inquiétude devant les incertitudes qui entourent, selon lui, la politique de son parti.

En réponse aux questions que lui posent Raymond Barillon, Patrick Jorjans et André Lacroix, il insiste sur le fait que « le P.C.F. a besoin que tous les communistes puissent le faire bénéficier de leurs opinions ». (Lire pages 10 et 11.)

Quatre tonnes d'explosifs par tête

par ANDRÉ FONTAINE

Le montant des dépenses militaires du globe atteint donc maintenant 1 million de dollars par minute (1), soit quatre fois, en dollars constants, ce qu'il était au moment de la guerre de Corée. Le commerce des armes, pendant la décennie qui vient de s'achever, aura été plus de six fois supérieur, suivant le SIPRI, l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, à ce qu'il était dans la période 1959-1968. D'après la même source, il existe à la surface de la terre plus de soixante mille armes nucléaires, soit l'équivalent de quatre tonnes d'explosifs par tête d'humain.

Pour le chancelier Schmidt, « ceux qui peuvent se pas voir les menaces qui pèsent sur nous, ou les ignorer délibérément, nous-ils seront capables de se défendre. Il est donc possible pour ceux qui le reposent de

céder à la tentation d'occuper les jadis ». Les Français apparemment ne croient pas à cette tentation. Un sondage IFOP, que publie le Point de cette semaine, fait apparaître que 36 % d'entre eux jugent les risques de guerre mondiale « très forts » et 47 % « moyennes ». Et l'on ne compte plus les colloques consacrés à l'étude des menaces et des moyens de les conjurer.

Ces menaces sont-elles fondées ? Les Chinois, qui n'ont pas l'habitude de se payer de mots, restent fidèles à la thèse stalinienne de l'inévitabilité de la guerre. On n'a jamais vu, disent-ils, une course aux armements qui n'ait pas conduit, en fin de compte, à un conflit armé. De toute façon, on se bat, dès à présent, de plus en plus. Pour un Zimbabwe qui a miraculeusement retrouvé la paix, combien de

guerres plus ou moins civiles qui continuent d'ensanglanter l'Indochine, l'Asie centrale, le Proche-Orient, l'Afrique, l'Amérique centrale.

Combien de problèmes qui s'accumulent sans qu'on leur trouve de solution ? Combien de gens qui, à une situation jugée par eux insupportable, ne trouvent d'autre échappatoire que le terrorisme ? Combien de pouvoirs qui, pour le seul plaisir de durer, sont prêts à n'importe quel, à compromettre comme à torturer et à tuer.

L'évolution économique n'incite pas davantage à l'optimisme. La fameuse dette chaque année quinze millions de personnes, dont cinq millions d'enfants. Or les quatre milliards et demi d'habitants de 1980 seront, à la fin du siècle, près de — ou plus de — six milliards. Comment les nourrir ?

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

Une audience

Précédée de tous leurs chefs hiérarchiques, des policiers ont, par centaines, défilé à Marseille, après la condamnation de deux d'entre eux, pour violences lors d'un interrogatoire.

Il y a eu, des magistrats avaient demandé à être reçus à la chancellerie, après avoir manifesté plus de crainte que les magistrats. C'est pourquoi on reçoit les premiers et l'on éconduit les seconds.

Cette différence de traitement s'explique évidemment par le fait que les policiers impriment plus de crainte que les magistrats. C'est pourquoi on reçoit les premiers et l'on éconduit les seconds.

Ph. B.

EN MARGE D'UN COLLOQUE

Pourquoi la France déteste-t-elle Malthus ?

Le Congrès International de démographie historique, consacré à Malthus, qui s'est réuni récemment à Paris, peut être considéré comme un grand succès : 300 participants, provenant de 61 pays, 166 communications. Ces chiffres témoignent de l'importance de la pensée de Malthus dans la démographie restant, en 1980, au côté de Marx, l'un des deux grands idéologues de notre temps et de la vitalité de l'école française de démographie historique, qui est incontestablement un centre de gravité international.

Les diverses séances n'ont bien sûr pas permis de définir une position commune. Comment concilier l'attitude de certains historiens britanniques, qui voient en Malthus un homme de gauche, et celle des soviétiques, fermes et serins dans leur opposition au « principe de population ».

Un point d'accord cependant :

Le Britannique Peter Laslett fit plébisciter une motion pour la mise en chantier d'une édition complète en anglais des œuvres de Malthus, proposition approuvée par 99,8 % des participants. Jamais l'ONU n'atteindra une telle unanimité ! Les débats ont surtout souligné l'universalité et l'actualité de la problématique malthusienne : le déclin du taux de natalité des sociétés européennes — occidentales et soviétiques —, l'explosion de population du tiers-monde, la rareté croissante des matières premières, vont vraisemblablement faire de la démographie, dans les années qui viennent, une discipline centrale.

Il sera peut-être bientôt plus important de se définir par rapport à Malthus, analyste du rapport « population/subsistance », que par rapport à Marx, théoricien de la lutte des classes. — E. T.

(Lire page 28.)

POINT

La recherche enfin

Si le Parlement suit les propositions du gouvernement, le budget de la recherche scientifique et technique pour 1981 sera, pour la première fois depuis presque dix ans, en nette croissance.

Il était temps : l'effort poursuivi ces dernières années a surtout profité aux recherches appliquées à court et à moyen terme et aux programmes de développement. Et les équipes travaillant sur des thèmes fondamentaux, dans les universités et les grands organismes scientifiques, ont vu peu à peu leurs moyens se réduire, et leurs équipements vieillir, alors même que la progrès des connaissances rend la recherche de plus en plus coûteuse.

La France se doit d'avoir une recherche de haut niveau. Tout d'abord, comme le souligne régulièrement M. Pierre Aigrain, secrétaire d'État, pour avoir accès à un meilleur de la recherche mondiale. Mais surtout, pour préserver et renforcer le capital de « matières grises » indispensables pour préparer ou résoudre les problèmes les plus importants de la recherche de plus en plus coûteuse.

L'accent avait été mis, depuis deux ans, sur l'« innovation ». De nombreuses mesures ont été arrêtées, qui paraissent devoir porter leurs fruits. Au moins au plan psychologique, le « message » semble « passer », et l'innovation sera le grand thème des prochaines assises du C.N.R.S.

On veut bien croire, avec le ministre de l'Industrie, que l'innovation ne se réduit pas à la recherche ; mais à celle-ci, dépourvue, l'industrie risque, à moyen terme, de ne plus avoir à sa disposition les connaissances scientifiques fondamentales qui, seules, lui permettront de progresser au niveau international.

Le gouvernement prend aujourd'hui, enfin, la bonne direction ; celle qui doit permettre à la recherche française de rattraper le niveau atteint dans des pays comme la République fédérale d'Allemagne ou le Japon, ainsi que l'objectif qui en est aujourd'hui fixé. La tâche sera rude, d'autant que ces pays, à leur tour, affinent des objectifs en hausse. Les entreprises devront participer à cet effort. Des mesures d'incitation, notamment fiscales, sont d'ailleurs à l'étude pour les y encourager.

(Lire nos informations page 29.)

RAUDE & C
JACQUET ESTOILE
POINTE A L'EST

LAPIDUS
Claridge
SOLDES
hommes et femmes
Claridge 74 Champs Elysées

“La Troisième Guerre mondiale est commencée et nous sommes en train de la perdre !”

Richard Nixon

LE LIVRE IMPORTANT DE 1980

Albin Michel

Le Monde

MENACES

La Fondation du futur avait inscrit, au programme de son colloque, le 3 juin, à l'Assemblée nationale, le thème « Guerre froide ou paix chaude ». C'est au tour des anciens de l'ENEA de s'interroger, les 12 et 13 juin, sur « La France face aux dangers de guerre ». Tandis qu'André Fontaine montre la gravité des menaces qui pèsent sur le monde, Georges-Eric Touchard se demande si l'affaire d'Afghanistan ne constitue pas une réplique au déploiement en Europe de vecteurs américains à moyenne portée. Quant à Thierry de Montbrial, il voit dans l'épreuve actuelle la dernière chance pour une Europe qui serait décidée à s'affirmer enfin dans les faits.

Pershing II - Kaboul, même combat ?

par GEORGES-ERIC TOUCHARD (*)

La poussée millénaire de la Russie éternelle vers les mers chaudes est une seconde explication. Mais la remarquable modernisation de la marine soviétique par l'amiral Gorshkov confère à cette dernière une autonomie, ainsi que des possibilités de frappe à distance telles que l'accès aux mers chaudes, qui était encore il y a une décennie un impératif pour le jeu mondial qu'entendait jouer l'U.R.S.S., n'est plus désormais qu'une vaine commodité.

Il apparaît par ailleurs que la répétition du coup de Kaboul dans d'autres pays arabes ne manquera pas de susciter dans l'ensemble du monde islamique une très violente réaction de rejet qui y barrait sans doute pour longtemps les ambitions soviétiques. L'Union soviétique n'aurait aucun avantage à compromettre les amitiés solides que son attitude à l'égard du problème palestinien lui a valu dans tous les pays arabes sans exception.

Il est clair, enfin, qu'une progression directe, continue et ostentatoire de l'U.R.S.S. elle-même vers les champs pétrolifères de la péninsule Arabique constituerait une provocation déléguée de l'U.R.S.S. à l'égard de l'Occident avec les risques incalculables que cela comporterait.

Le 14 décembre 1979, les États membres de l'Organisation intégrée de l'Alliance atlantique ont pris une décision essentielle : celle d'autoriser le déploiement en Europe de vecteurs américains à moyenne portée, armés de têtes nucléaires et susceptibles de frapper avec une extrême précision des sites militaires protégés sur le territoire même de l'U.R.S.S.

Une capacité de « frappe en second »

D'un point de vue européen, cette décision, qui s'inscrit dans le droit fil de la théorie américaine de la riposte graduée, constitue sans doute une réponse inappropriée à la menace que les nouveaux missiles SS-20 font peser sur la sécurité de l'ouest européen. Sans reprendre dans ce qu'ils ont d'excessif certains scénarios d'utilisation possible des SS-20, la solution au problème que pose ce type d'arme à l'Europe est claire. Il s'agit de préserver en Europe une capacité de « frappe en second » suffisante pour dissuader l'Union soviétique d'être tentée de compromettre le libre arbitre des nations européennes par la menace d'une action relativement sélective, qui les priverait de l'essentiel des moyens de riposte dont elles disposent individuellement ou collectivement. Les fusées Pershing-II et les missiles de croisière G.L.O.M. dont l'OTAN a décidé le déploiement, sont assez vulnérables à une première frappe et répondent mal à ce programme purement défensif.

La décision du 14 décembre 1979 n'en constitue pas moins un grave échec pour l'U.R.S.S. Elle est psychologique, tout d'abord, car cette décision exprime d'autant plus manifestement la cohésion et la détermination des membres de l'OTAN que celle-ci n'est pas indissimulable.

Parallèlement des formes, tout d'abord. Tout comme la décision de l'OTAN, l'intervention soviétique a revêtu un caractère ostentatoire qui, dans un cas comme dans l'autre, n'était pas indissimulable.

Un tel scénario accablait les États-Unis et leurs alliés soit à l'impasse, soit à la redoutable initiative, notamment pour l'Europe, qui consisterait à franchir les premiers l'étape d'une riposte nucléaire sélective. Il ne s'agit là que d'une hypothèse. Il ne serait peut-être pas tout à fait absurde d'y réfléchir, ne serait-ce que pour que soit abordé un jour enfin sérieusement le problème de la sécurité européenne.

(*) Docteur en droit.

idées

Saisir l'occasion

par T. DE MONTBRIAL (*)

De parité. De plus, depuis le sommet de Bonn en 1978, l'idée que les pays à forte balance des paiements ont une responsabilité à assumer pour « tirer » l'économie mondiale est reconnue. Enfin, le chômage est largement analysé comme un phénomène « structurel », qui ne peut donc pas être guéri par l'application simple des vieilles recettes keynésiennes.

Beaucoup pensent, et c'est le cas de l'auteur de cet article, que ces principes sont essentiellement corrects. Mais l'effet des résistances de

toute sorte et des chocs répétés dans la sphère pétrolière laisse peu d'espoir que les politiques en cours aient des effets rapides. Dans certains cas, à vrai dire extrêmes, comme la Grande-Bretagne, c'est même à une dégradation accélérée du niveau des prix et de l'emploi que l'on assiste dans l'immédiat. En l'absence de progrès visibles assez rapidement, des ruptures pourraient se produire dans le tissu social.

Sur un plan plus général, quels seraient les effets — économiques et politiques — d'une nouvelle crise locale, spontanée ou provoquée de l'ampleur de la révolution iranienne ou de l'invasion de l'Afghanistan ?

Des réactions exceptionnelles

Des situations exceptionnelles requièrent des réactions exceptionnelles. Les États-Unis et les Européens ont aujourd'hui des responsabilités à assumer en toute clarté, dans l'ordre économique pour les premiers, politique pour les seconds.

Je révo d'un président des États-Unis qui annoncerait, dans l'un de ces courts théâtres dont les actions de Roosevelt, en 1934, et Nixon, en 1971, ont été des exemples mémorables, trois mesures :

— Le rétablissement de la convertibilité-or pour les dollars détenus par les banques centrales ;
— L'engagement de tenir le plus grand compte, dans la conduite de

la politique économique américaine, de la situation économique internationale ;

— La mise en place d'un « plan de guerre » de l'énergie permettant d'accéder à l'indépendance en cinq ans. L'histoire de ces dernières années a montré, s'il en était besoin, que l'or n'est pas la « relique barbare », suivant l'une des moins heureuses formules de Lord Keynes. Et s'il est vrai que le prix de l'or serait différent si les banques centrales se comportaient autrement, la question est de savoir pourquoi elles se comportent comme elles le font. En réalité, si toutes les banques centrales, et même en définitive l'américaine, veulent jalousement à préserver leur stock d'or, et si elles n'ont de cesse de le récupérer quand elles ont dû le gager, comme l'Italie en 1976, pour obtenir un prêt, c'est que la loi de Gresham s'applique ici dans toute sa rigueur : la mauvaise monnaie chasse la bonne.

La parité-or du dollar devrait être calculée de manière que le stock d'or des États-Unis couvre une fraction significative des avoirs en dollars détenus par les banques centrales étrangères, ce qui devrait être facile dans la zone où le prix de l'or se situe sur les marchés depuis quelques mois. Cette parité-or serait d'ailleurs susceptible d'être réajustée de temps à autre.

La deuxième proposition, si elle constitue un changement radical par rapport aux pratiques hégémoniques du passé, ne ferait que confirmer solennellement la tendance amorcée le 1^{er} novembre 1978 lorsque, pour la première fois, les États-Unis ont fait de la défense du dollar un objectif prioritaire. Il est clair que cette deuxième proposition est le complément indispensable de

la première. On peut même soutenir qu'une bonne politique économique américaine rendrait inutile le retour à la convertibilité-or. Celui-ci signifierait en fait le sérieux de l'annonce d'une politique non hégémonique du dollar.

En ce qui concerne l'énergie, il doit devenir clair aux yeux de tous les Américains que c'est l'insécurité de traiter cette question qui porte le plus grand risque d'un troisième conflit mondial. Il faut, pour y remédier, que l'Amérique retrouve le ressort qui lui a permis de s'armer, pendant la deuxième guerre mondiale, et d'envoyer des hommes sur la Lune pendant les années folles.

Mais les Européens ne doivent pas considérer que l'effort du rétablissement d'une « structure de paix » doit reposer entièrement sur les Américains. Ils doivent comprendre que la balance sans doute irréversible du poids relatif des États-Unis crée la nécessité d'affirmer dans les faits l'existence d'un pôle européen cohérent, indépendant, mais allié des Américains. Peut-être même est-ce la dernière chance pour l'Europe, car c'est dans l'épreuve que les grands projets se font ou se défont.

C'est donc maintenant que les plus grands efforts doivent être déployés pour renforcer la coopération politique au sein des Neuf, pour progresser enfin sérieusement dans la difficile question de la défense européenne et pour marquer clairement, dans les crises graves comme l'Iran ou l'Afghanistan, les points de désaccord, mais aussi d'accord, avec l'Amérique. Plus tard, les circonstances pourraient également se prêter à un rôle plus actif de l'Europe pour dénouer l'impasse dans l'affaire palestinienne.

Un rôle plus cohérent des Neuf n'est pas incompatible avec l'idée de direction, introduite par le général de Gaulle dans son mémorandum à Eisenhower en 1956, à cet égard, par ses membres en 1960, il devrait y avoir l'Allemagne fédérale et dans certaines conditions le Japon. Même si le concept de direction est désagréable pour les « petits » pays, et on le comprend, sa nécessité s'impose du fait de l'inégalité des responsabilités et des moyens, et aussi pour des raisons d'efficacité. La pratique des « sommets économiques », inaugurée à Hambourg en 1975, va s'affaiblir dans ce sens.

Churchill disait que, pour les optimistes, toute calamité est une occasion (tandis que, pour les pessimistes, c'est l'inverse...). Américains et Européens doivent saisir aujourd'hui celle qui s'offre à eux.

4 tonnes d'explosifs par tête

(Suite de la première page.)

L'endettement des pays en voie de développement a doublé par rapport à 1976, pour atteindre quelque 335 milliards de dollars. Certains d'entre eux, comme le Brésil et le Pérou, consacrent déjà plus du tiers des revenus de leurs exportations au service de la dette extérieure. Dans le monde industrialisé, malgré la proximité des rendements élevés, au Japon, en Allemagne fédérale, aux États-Unis, en France, personne n'ose annoncer des jours meilleurs : chaque mois voit s'aggraver les courbes de la dette extérieure, du déficit commercial. A l'est aussi, le ralentissement de la croissance est général. Et tous les augures annoncent une diminution de la production mondiale d'hydrocarbures, alors que les énergies de substitution sont loin encore de pouvoir prendre la relève.

Il est remarquable, dans ces conditions, que le sondage de l'ITOF déjà mentionné fasse apparaître que 79 % des Français estiment qu'il vaut la peine de se battre pour la défense des libertés et 72 % pour celle du territoire national. Mais les mêmes Français se déclarent opposés à de larges majorités à l'utilisation de l'arme nucléaire, et 84 % estiment, ce qui contredit un peu les réponses précédentes, que « tout doit être sacrifié » au maintien de la paix.

A l'heure où le président de la République s'apprête à annoncer la mise en chantier de la bombe à neutrons, c'est là un signal qu'il convient de ne pas prendre à la légère. Comment d'ailleurs parier sérieusement de se défendre alors qu'il n'existe aucune espèce de protection civile ? Alors que, pour citer le général Gallois, « la vulnérabilité (aux missiles soviétiques) du dispositif classique que les États-Unis ont imposé aux pays européens de l'OTAN est telle qu'ils pourraient être désarmés avant de se voir en guerre ».

Certaines autruches se rassurent à bon compte en se disant que la prochaine guerre pourrait bien ne pas être nucléaire : leur grand argument est qu'après tout, pendant la dernière, on n'a pas utilisé les armes. Il leur reste à apprendre que la doctrine militaire soviétique loin d'être basée, comme celle du monde occidental, sur la dissuasion, autrement dit sur l'hypothèse de la non-guerre, ne se cache pas de considérer que « une frappe nucléaire simultanée contre les centres vitaux et le potentiel de combat des pays ennemis, comme le moyen le plus rapide et le plus fiable d'obtenir la victoire dans une guerre moderne » (Sokolov, *Stratégie militaire*, Moscou, 1969).

De toute façon, il est bien difficile d'imaginer que soit l'U.R.S.S., soit l'Amérique, après avoir amassé pendant trente ans, à énormes frais, les mégatonnes — et les moyens de les expédier chez l'adversaire — pourraient se reconnaître vaincus sans les avoir utilisés.

Le seul moyen sûr d'éviter la guerre nucléaire, c'est d'éviter la guerre tout court. Or, au train où vont les choses, on ne l'évitera pas, sauf à se résigner à une forme ou à une autre de capitulation, sans s'attaquer de front aux facteurs qui la rendent possible, sinon probable, et dont le premier est le fantastique décalage entre la richesse des uns et la misère des autres. Ou bien on parviendra à négocier entre les nations une répartition des ressources et des investissements qui aboutira à rendre ce monde « habitable », pour reprendre la formule du Père Cossio. Ou bien la loi de la jungle le conduira à une nouvelle fois aux cataclysmes idéologiques, nationalismes, égoïsmes plus ou moins sacrés, fanatismes en tout genre masquant l'évidence que nous sommes tous condamnés à nous sauver ensemble si nous ne voulons pas périr ensemble ?

ANDRÉ FONTAINE.



Pour que votre Diamant devienne une Valeur-Réfuge Universelle, entourez-vous des garanties que seule une organisation puissante et spécialisée peut vous offrir.

A l'Union de Diamantaires, premier groupement français d'investissement-Diamant, vous constituerez votre Capital-Diamant en toute sécurité.

Renseignez-vous aujourd'hui-même à l'Union de Diamantaires, Groupement d'intérêt économique régi par l'Ordonnance du 23.09.1967.

17 rue St-Florentin à Paris 75008. Tél. (1) 260.36.32 (24 lignes groupées).

Tout obtenir une information gratuite et sans engagement de votre part, retournez simplement ce bon à :

Centre d'information UNION DE DIAMANTAIRES

Groupement d'intérêt économique régi par l'Ordonnance du 23-09-1967

NOM _____

PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

LOCALITÉ _____

CODE POSTAL _____

17, rue St-Florentin-75008 Paris

Concours du Magazine Actualité du lundi au vendredi de 10 h à 19 h et le samedi de 10 h à 17 h

Centre d'Information Régional : Lyon, Marseille, Bordeaux, Nice, Strasbourg, Nantes, Rennes, Rouen, Toulouse, Montpellier

Le Monde

étranger

EUROPE

Italie

APRÈS LES ÉLECTIONS RÉGIONALES ET LOCALES

Les socialistes sont confirmés dans une position d'arbitrage

Rome. — En avançant le parti socialiste, les élections régionales, provinciales et municipales des 8 et 9 juin ont eu des conséquences paradoxales. D'une part, elles renforcent le gouvernement de M. Francesco Cossiga, auquel le parti socialiste italien est associé; mais, d'autre part, elles confirment de nombreuses « jantes rouges », notamment dans les grandes villes. Tout le monde se sent donc autorisé à craindre victoire. Depuis le dépouillement des scrutins, c'est un concert d'auto-satisfaction. Chaque parti a d'ailleurs le choix entre deux instruments de comparaison très différents : soit les précédentes élections locales (1976), qui avaient

De notre correspondant

été marquées par un bond spectaculaire des communistes; soit les dernières élections législatives, qui assuraient au contraire un bon score à la démocratie chrétienne. Mais ces cris de victoire excessifs témoignent surtout de la dégradation de l'atmosphère politique après une campagne électorale particulièrement tendue.

An cours de la campagne, le P.C.I. avait « politisé » au maxi-

abine. Les socialistes se sont affirmés à Venise, Gênes et surtout Milan : des villes qu'ils gouvernent avec l'appui du P.C.I. et qui resteront probablement à gauche.

Les résultats de Naples étaient attendus avec intérêt. Comme prévu, l'extrême droite y a fait un « malheur » : 22,3 % (trois fois et demi son score national).

Mais le P.C.I. n'est pas le perdant de cette bataille. Il garde ses vingt-sept sièges au conseil municipal, et ce sont les démoc-

PARTIS	REGIONALES 80		REGIONALES 76		LEGISLATIVES 76
	Pourc.	Sièges	Pourc.	Sièges	Pourc.
D.C.	34,8	230	35,3	277	38,1
P.S.I.	31,5	222	28,2	212	31,2
P.S.D.	19,7	86	12	82	9,9
P.R.I.	3	18	3,3	19	3
P.S.D.I.	3	21	5,8	26	3,7
P.L.I.	2,7	15	2,5	11	2
P.R.	1,2	5			3,5
P.D.U.P.	0,9	2			
D.P.	0,9	2			
M.S.I.	5,2	37	6,4	48	5,1
Autres	0,3	2	1,8	5	0,1
		728		728	

D.C. : démocratie chrétienne. P.C.I. : parti communiste italien. P.S.I. : parti socialiste italien. P.S.D. : parti démocrate italien. P.R.I. : parti républicain italien. P.S.D.I. : parti démocrate-socialiste italien. P.L.I. : parti libéral italien. P.R. : parti radical. P.D.U.P. : parti démocratique d'unité prolétarienne. D.P. : démocratie prolétarienne. M.S.I.-D.N. : Mouvement social italien-Droite nationale.

num les élections, au point d'en faire un référendum sur le gouvernement de M. Cossiga. Cette tentative a totalement échoué : les communistes doivent constater qu'ils sont les artisans involontaires du renforcement de l'alliance de centre-gauche. Cela promet quelques règlements de comptes internes. Le P.C.I. ne semble plus savoir sur quel pied danser : sa modération lui fait perdre des voix, mais son durcissement n'est plus compris des Italiens.

L'attention se reporte donc sur l'enjeu initial des élections : on se demande combien de régions et de municipalités conquises par le P.C.I. en 1976 reviendront dans le giron démocrate-chrétien. Une réponse précise est impossible dans l'immédiat. Plusieurs majorités sont sur le fil du résultat, et des alliances des alliances qui seront conclues. Si les socialistes sont associés à la D.C. pour le gouvernement national, ils ne semblent pas vouloir remettre en cause leur alliance avec le P.C.I. au niveau local, mais dans un cas comme dans l'autre, leur succès va les rendre plus gommés.

Les régions « rouges » antérieures à 1976 (Sardaigne, Romagne, Toscane et Ombrie) sont assurées de conserver une direction socialiste-communiste. Pour les autres (Frioul, Ligurie, Latium et Marche), une difficile négociation va s'engager. La gauche a besoin de l'appui de certains élus « laïcs » pour être majoritaire. Le P.C.I. est plus à l'aise dans les grandes municipalités. Si les socialistes ne changent pas leur fusil d'épaule, la plupart des « jantes » de gauche seront reconquises. C'est le cas de Florence. C'est le cas de Turin, où le P.C.I. a fait un excellent score et devrait conserver la mairie. C'est le cas de Bolzano, bien sûr. Le P.C.I. a perdu la majorité même s'il a perdu la majorité.

Pologne

Le directeur des éditions clandestines Nowa sera jugé pour « incitation à l'acte criminel »

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Un important procès politique doit se dérouler les 12 et 13 juin à Varsovie, apprend-on de sources dissidentes dans la capitale polonaise. Le principal accusé sera M. Mirosław Chojecki, fondateur et directeur des éditions clandestines Nowa, qui assurent la parution de la majeure partie des publications oppositionnelles et ont imprégné en quatre ans d'existence une cinquantaine d'ouvrages littéraires interdits par la censure.

Arrêté le 25 mars et inculpé de vol pour avoir réécrit un duplicataire promis au rebelle, M. Chojecki avait été remis en liberté le 10 mai après un mois de grève de la faim. La suite d'une intense campagne d'opinion (Le Monde daté 12-14 mai). Parallèlement aux groupes contestataires, les milieux littéraires s'étaient mobilisés en sa faveur, et l'Eglise catholique, sans prendre position sur son cas particulier, avait dénoncé publiquement le 8 mai « l'intensification des représailles contre ceux qui pensent autrement ».

crates-chrétiens qui reculent à l'idée d'une alliance anticomuniste, le parti de M. Berlinguer conservant l'administration de la capitale du « chômage », qui est depuis 1975 le symbole de sa percée dans le Sud. Une percée moins nette dans les derniers scrutins, comme en témoignent un récent communisme de 2,2 points en Sardaigne et un renforcement de la démocratie chrétienne à Palermo.

ROBERT SOLÉ

AFRIQUE

République Sud-Africaine

A l'approche du quatrième anniversaire des émeutes de Soweto Les autorités multiplient les arrestations

De notre correspondant

Johannesburg. — Après plusieurs jours de confusion et d'insécurité, le boycottage des cours par les lycéens noirs et noirs continue dans la péninsule du Cap, pour protester contre la discrimination raciale dans l'enseignement. Le mouvement se poursuit également, mais de façon sporadique selon les régions, chez les Indiens, les métis et les Noirs de Johannesburg, Durban et Port-Elizabeth. Les lycéens réclament la libération de leurs camarades et des enseignants et dirigeants noirs arrêtés pour avoir participé au mouvement ou lui avoir manifesté leur sympathie. Ils refusent de reprendre les cours, les jeunes ont compromis leurs examens de la fin de l'année, et continuent d'être organisés en juin, et risquent du même coup de perdre toute une année scolaire. Mais ils semblent déterminés à ne pas se rendre en classe, au moins avant le 16 juin, date anniversaire des émeutes de Soweto en 1976.

Une grande « révolte » résume actuellement chez les Noirs, les Indiens et les métis et une minorité de Blancs qui se préparent à commémorer l'événement. Au Cap, depuis la distribution de tracts demandant aux habitants de faire de la cité une « ville morte » les 16 et 17 juin (Le Monde daté 11 juin), cent vingt commerçants du faubourg méridional d'Atteridge ont annoncé qu'ils fermentaient leurs magasins. Dans le Transvaal, plusieurs services religieux sont prévus.

Le boycottage de la viande, suivi dans la péninsule du Cap, en solidarité avec les ouvriers de cette industrie licenciés alors qu'ils avaient entamé une grève pour la reconnaissance de leur syndicat, vient d'être lancé dans la vaste cité-dortoir de Soweto. A nouveau, le gouvernement menace d'intensifier ses représailles. Le ministre de la police, M. Louis Le Grange, a déclaré, mardi 10 juin : « Nous en avons assez ». En attendant, les grèves des établissements d'enseignement supérieur et technique méritent du Cap viennent d'être suspendus et s'en veulent reprendre les cours, ils devront demander une nouvelle inscription. Une mesure similaire a été prise contre plusieurs milliers de lycéens indiens la semaine dernière.

Chaque jour, sans exception,

Essen. — Le titre choisi par les sociaux-démocrates du S.P.D. pour leur congrès d'Essen, les 9 et 10 juin, « Sécurité pour l'Allemagne » marquerait bien la place de la politique étrangère dans cette réunion, dernière mise au point du programme du parti à quatre mois des élections.

En dépit des mises en garde de M. Helmut Schmidt contre un triomphalisme imprudent, la plupart des délégués, forts du succès remporté par le S.P.D. en Rhénanie du Nord-Westphalie, où il vient de s'assurer la majorité absolue des sièges, semblent considérer que les jeux sont faits. « Nous n'avons aucune chance de remporter la majorité absolue en 1980 », leur a pourtant déclaré le chancelier, qui a réaffirmé sa volonté de voir se poursuivre l'alliance avec les libéraux du F.D.P. L'ambition du parti social-démocrate, a-t-il dit, est de redevenir, comme en 1972, la première formation politique ouest-allemande.

A quelques semaines de son voyage à Moscou, M. Helmut Schmidt pouvait légitimement redouter que cette réunion n'offre à certains membres du parti l'occasion de renouer le débat sur les rapports de la R.F.A. avec l'alliance atlantique. De profondes divergences s'étaient révélées lors du dernier congrès du parti, à Berlin en décembre, à propos de la décision de l'O.T.A.N. de moderniser ses armes à moyenne portée en Europe. Les événements internationaux n'ont fait depuis qu'attiser les tensions. Les prises de position de certains secteurs du S.P.D. en faveur d'une politique plus indépendante à l'égard des Etats-Unis ont permis à l'opposition démocrate-chrétienne, et même à certains responsables du parti libéral, de présenter M. Helmut Schmidt comme l'« otage » de l'aile gauche de son parti.

Cette gauche ne s'est pas fait entendre à Essen comme elle l'avait fait à Berlin, et c'est donc vraisemblablement un pari qui que M. Helmut Schmidt se rebâtit la

Allemagne fédérale

AVANT SON VOYAGE A MOSCOU

M. Helmut Schmidt ne rencontre plus de contestation au sein du S.P.D.

De notre envoyée spéciale

30 juin à Moscou. Il entend pour suivre, si les électeurs en décident ainsi, la « politique de paix » à laquelle il a consacré à Essen la majeure partie d'un discours de près de trois heures. Discours rythmé comme un balancier, on ne fut étonné que la tension internationale qu'en regard de la nécessité d'événements en Europe, l'ambition et la fidélité dues aux Etats-Unis qu'en regard de la nécessité d'indépendance des pays membres de l'alliance atlantique.

Pour la réduction des armements

L'objectif reste celui défini lors du congrès du S.P.D. à Berlin et repris dans le chapitre de politique étrangère de son programme électoral : « limitation — ou mieux la réduction — des armements, au moyen de la relance des négociations Est-Ouest. » Nous tenons toujours pour nécessaires les négociations sur SALT 3 et sur le déséquilibre des armes nucléaires à moyenne portée en Europe », a déclaré M. Helmut Schmidt. Il a renouvelé sa proposition du mois d'avril de « geler » la mise en place de nouveaux missiles en Europe pendant trois ans, période nécessaire à l'installation des nouvelles armes de l'O.T.A.N.

Le chancelier réitéra, lors de sa visite à Moscou, cette proposition qui, a-t-il reconnu au détour d'une phrase, avait été rejetée par les Soviétiques. On peut s'interroger dans ces conditions sur les résultats escomptés par M. Schmidt de ce voyage. Le moindre signe indiquant que les Soviétiques sont disposés à reprendre la négociation serait considéré à Bonn comme un succès.

Le chancelier a fait état du soutien apporté à sa démarche

par la France, « mais aussi par la République démocratique allemande, par la Pologne, et par ceux des pays de l'Est qui voient leur intérêt dans la détente ».

Évoquant ses récents entretiens avec M. Tikhonov, premier vice-président du gouvernement soviétique, M. Schmidt a trouvé des accents qui tranchaient par leur conviction sur la monotonie du reste de son discours. Il a déclaré : « De part et d'autre nous le savons : ce qui a été obtenu grâce à dix années de politique de détente ne doit pas être offert en sacrifice à la crise actuelle ».

C'est encore une question de politique étrangère qui a nourri les débats les plus animés : celle de la C.E.E. et des 2,6 milliards de marks supplémentaires que la R.F.A. devra verser au budget communautaire au cours des deux prochaines années. Le chancelier ouest-allemand s'est gardé de commettre les récentes déclarations de M. Giscard d'Estaing sur un ralentissement de l'élargissement de la Communauté, élargissement en faveur duquel se prononce le manifeste du S.P.D. Il a toutefois dit, ainsi que M. Willy Brandt, que la Communauté européenne ne pourrait survivre qu'au prix d'une réforme de la politique agricole commune et de la politique budgétaire.

CLAIRE TREAN.

Le Tribunal fédéral du travail de la R.F.A. a réaffirmé, le 10 juin, la légalité du lock-out. Dans un arrêt rendu à Kassel, la cour a statué que cette arme devrait être mise à la disposition des employeurs dans certaines conditions, parce qu'elle garantissait l'équilibre entre les partenaires sociaux. Elle a ainsi confirmé un jugement rendu en 1971, selon lequel l'absence de l'arme du lock-out empêcherait le cas échéant, le patronat et les syndicats de s'entendre librement pour définir les conditions de travail des salariés. — (A.F.P.)

Maroc

Des incidents entre policiers et intégristes musulmans ont fait trois morts et dix blessés à Fès

De notre correspondant

Rabat. — La presse marocaine de ce mercredi 11 juin ne fait pas encore mention des incidents qui ont éclaté à Fès et qui se sont soldés, selon la version officielle, par trois morts, un policier et deux intégristes musulmans, et une dizaine de blessés. Ces incidents se sont apparemment produits juste au lendemain du retour du roi Hassan II de Fès, où le souverain avait accompli, comme il le fait fréquemment, un séjour de plusieurs semaines.

Selon l'agence marocaine MAP, c'est à l'occasion d'une descente de police provoquée par les plaintes de voisins importunés par des intégristes, que la police se serait livrée, dans une vieille demeure de Fès à une répression armée. Il y aurait eu un mort dans les rangs de la police et deux dans les rangs des intégristes, dont le chef de file, au demeurant in-

connu, serait un certain Lahsen Zikouli.

Ces incidents sont les premiers dont l'agence officielle marocaine fait état. Jusqu'alors, la vague de l'intégrisme musulman avait paru épargner le Maroc. Toutefois, selon des informations qui avaient circulé à Rabat, à la fin de l'année dernière, la police saoudienne avait fourni à la police marocaine un certain nombre de noms d'intégristes marocains qui auraient participé à l'attaque de la mosquée de la Mecque ou l'auraient préparée. Des arrestations avaient eu lieu.

La nouvelle avait fait une telle impression dans les milieux des hommes d'état précipités chez le coiffeur pour se faire couper la barbe, considérée comme signe extérieur de convictions religieuses extrêmes. — R. D.

ANDRÉ SALOMON P.S. la mise à nu

Un livre délibérément provocateur qui soulève durement, sans tarder et sans hypocrisie, les questions essentielles posées aujourd'hui au Parti Socialiste.

Guy Claisse/Le Matin



ROBERT LAFFONT

CHRISTIANE CHOMBEAU.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

La Maison Blanche empêche le sénateur du Massachusetts de prendre la parole après le président devant la conférence des maires

Le président Carter, parti lundi soir de Miami (Floride) sous une pluie de bouteilles vides lancées par des manifestants noirs hostiles à la politique, a continué, mardi 10 juin, à Seattle, dans l'Etat de Washington, sur la côte pacifique, à défendre le bilan de son action à la Maison Blanche dans le domaine économique. Parlant devant la conférence des maires américains réunie dans cette ville, M. Carter a déclaré : « J'ai l'intention de rétablir notre autorité économique sans tourner le dos aux pauvres, aux personnes âgées et sans ressources. Je rejette les promesses fausses de réduction massive des dépenses de suppression de projets gouvernementaux ; de tels expédients ne sont que des faux-fuyants », a-t-il ajouté, faisant allusion aux projets de M. Reagan.

M. Carter a, d'autre part, annoncé qu'il était prêt à accepter un débat public avec le candidat indépendant, M. John Anderson. Jusqu'à présent, il s'y était refusé. La récession frappe directement les villes américaines pour lesquelles le sénateur Edward Kennedy a demandé récemment la mise en place d'un plan Marshall à l'image de celui qui a aidé à reconstruire l'Europe au

lendemain de la seconde guerre mondiale. Le sénateur du Massachusetts n'a cependant pas eu la possibilité de défendre son point de vue à Seattle. La Maison Blanche s'est opposée à ce que l'adversaire démocrate du président prenne la parole immédiatement après M. Carter devant les maires. « C'est inacceptable », a déclaré M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, en apprenant que M. Kennedy avait avancé, à cette fin, de vingt-quatre heures son arrivée à Seattle. Devant l'opposition de la Maison Blanche, les maires ont retiré leur invitation au sénateur. « Nous avons déjà donné à M. Kennedy la une des journaux la semaine dernière », a expliqué M. Powell, nous sommes pas l'intention de recommencer. » Le porte-parole faisait allusion à la rencontre qui a eu lieu, le 5 juin, à la Maison Blanche, entre M. Kennedy et Carter à la demande du président (le Monde du 7 juin).

Le sénateur du Massachusetts a finalement lu devant le congrès du syndicat des employés du service public, réuni à Anaheim (Californie), le discours qu'il avait préparé pour les maires. Dans ce texte, M. Kennedy affirme maintenir sa candidature

pour offrir une alternative à la politique économique de M. Carter. « Décisions ensemble que nous ne pouvons pas prendre », a-t-il déclaré, « nous proposons un budget qui réduise la sécurité de l'emploi, prive les milliers de familles de la vie plus difficile pour des millions de personnes âgées et de chômeurs », a-t-il déclaré.

M. Kennedy a proposé un programme de dépenses fédérales de 13 milliards de dollars destiné à combattre la récession par la création de huit cent vingt mille emplois. Il s'agit notamment de développer la construction et la rénovation de logements publics, d'aider à la modernisation des chemins de fer et d'augmenter les crédits pour faciliter l'emploi des jeunes.

Chez les républicains, M. Reagan a décidé de transférer le siège de sa campagne de Los Angeles à Washington. D'autre part, vingt-trois membres républicains de la Chambre des représentants qui avaient soutenu la candidature de M. George Bush, le principal adversaire de M. Reagan pour l'investiture du parti, ont décidé de se rallier à l'ancien gouverneur de Californie. (A.F.P., A.P., U.P.I.)

NI M. CARTER NI M. REAGAN

Les dirigeants soviétiques préfèrent M. Kennedy

De notre correspondant

Moscou. — M. Carter ou M. Reagan ? Si les Soviétiques étaient obligés de répondre à cette question, nul doute que leur choix se porterait sur... M. Edward Kennedy. Le sénateur du Massachusetts, qui a été reçu plusieurs fois au Kremlin, a généralement très bonne presse en URSS. Et les commentateurs soviétiques, à l'issue des élections primaires, que M. Kennedy a décidé de se maintenir dans la course à la Maison Blanche pour

« Un groupe d'universitaires, de journalistes et d'écrivains, parmi lesquels Hervé Bazin et Robert Escarpit, ont organisé une collecte de soutien à la campagne d'alphabétisation au Nicaragua. Dans un communiqué publié le mardi 10 juin, ils soulignent que le nouveau Nicaragua a hérité de 800 000 illettrés : plus de 50 % de la population et jusqu'à 90 % dans les campagnes », et rappelle que cette campagne est appuyée par l'UNESCO car « l'éducation donne sa dignité à la personne humaine ».

Les fonds peuvent être adressés à : M. Jacques Rozencier, 32, rue Abel-Fauvret, 95170 Deuil-la-Barre, C.F.P. 27590 U.P.A.

« Tous les salaires inférieurs à 120 dollars par mois seront relevés de 120 dollars », a annoncé le vendredi 6 juin le gouvernement sandiniste, qui a également décidé de favoriser une réduction des loyers et de débloquer certains articles de première nécessité à prix réduits. On a appris, d'autre part, que vingt-cinq grandes éleveurs ont été arrêtés dans le nord du pays aux fins d'enquête sur leurs éventuels liens avec un groupe de guérilla contre-révolutionnaire intitulé Forces armées démocratiques (F.A.D.). La corporation des éleveurs a protesté le 5 juin contre le « climat de terreur » qui vise ses membres depuis qu'ils se sont alignés publiquement contre certaines foudrois de terres et qu'ils ont soutenu l'ancien membre de la junte d'occupation, M. Alfonso Robelo. Ce dernier est accusé par les sandinistes de promouvoir « le retour à l'impérialisme ». — (A.F.P.)

dénoncer les dangers de la politique intérieure et étrangère de l'actuelle administration. Pour la Pravda, l'alternative Carter-Reagan est un « choix sans risque », et le journaliste soviétique, autre journal du parti communiste, c'est un choix entre « les propos dangereux et malins de Reagan » et le « socialisme hypocrisie de Carter ». La sévérité de la presse de Moscou, à l'égard de l'actuel occupant de la Maison Blanche n'est pas une surprise. Depuis quelques mois, elle tire chaque jour à boulets rouges sur l'administration démocrate qui n'a d'ailleurs jamais trouvé grâce à ses yeux.

Les dirigeants soviétiques se sont tout d'abord montrés très méfiants vis-à-vis de M. Carter. Ils se sont inquiétés de son indécision, de ses tergiversations, de ses « dérapages », de lui avoir fait perdre la confiance de deux ans, au début de son mandat, espérant qu'il fin des jours l'ancien « marchand de cacahuètes » (une allusion à la profession de M. Carter a été rayée en extrême fin de son mandat) prendrait du poids et qu'il se libérerait des influences néfastes de son entourage. C'est peu dire qu'ils ont été déçus.

Le sommet américano-soviétique de Vienne, en juin 1979, n'a pas été concluant, puis l'aggravation de la situation internationale, dont Moscou rejette l'entière responsabilité sur M. Carter, et surtout sur son conseiller M. Zbigniew Brzezinski, a conforté les Soviétiques dans leur opinion négative à l'égard du président. « Le plan de la coopération entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. a été impitoyablement déshérité dans tous les domaines », par M. Carter, écrit-il récemment un commentateur de l'agence de presse Novosti. Un autre commentateur de la même agence, comparant la tentative avortée de libérer les otages de Téhéran au scandale du Watergate, prédisait au président Carter la fin peu glorieuse de M. Nixon.

Des « trucs électoraux »

Les électeurs sont « pessimistes, mécontents de la politique de Carter et de l'entretien des doutes sur ses compétences », écrit la Pravda. « Les Américains ont cessé de croire en leur président. » Pour conserver son poste, celui-ci a pris un tournant très dangereux en politique étrangère. Il provoque des crises artificielles et il cherche à aggraver la tension internationale, car il sait que sans cette dramatisation il n'a aucune chance de l'emporter. Indique un autre article. Le requêteur est sans complaisance et la moindre initiative de la Maison Blanche est aussitôt dénoncée par la presse soviétique comme un « truc électoral ».

Est-ce à dire que le Kremlin préférerait voir M. Reagan pour l'investiture ? « Sur les fondements de l'histoire et d'erreurs, écrit l'Ad-

trier socialiste, les intentions du rival de M. Carter ont fait plus de bruit que de bien. Le journal met l'accent sur son « antisovétisme avoué, universel et instinctif ». Selon lui, M. Reagan ne mise que sur la confrontation soviéto-américaine et sur la supériorité militaire des Etats-Unis. Pourtant, les Soviétiques ne oublient sans doute pas que c'est avec un autre champion de l'anticommunisme, M. Richard Nixon, qu'ils ont eu, ces dernières décennies, les meilleures relations. Aussi, les attaques contre l'ancien élu vedette de Hollywood sont-elles relativement mesurées.

L'issue est incertaine : « La ligne d'arrivée est dans un épais brouillard », écrit le journal, qui rappelle que M. Reagan, qui se présente à la convention démocrate, soit aux élections de novembre. Qu'il en soit, les dirigeants soviétiques feront preuve de saine habitude et chercheront à renouer le dialogue avec le président élu en novembre quel qu'il soit. C'est d'ailleurs sur une note optimiste que conclut l'Admiral socialiste : « On peut croire que, dans cette situation, il sera difficile de lui donner le bon sens et plus fort encore dans les situations critiques. »

DANIEL VERNET.

Bolivie

LE CONGRÈS REFUSE LE REPORT DES ÉLECTIONS DU 29 JUIN DEMANDÉ PAR LES MILITAIRES

La Paz (A.F.P., U.P.I.). — Le Congrès bolivien a rejeté à l'unanimité, le mardi 10 juin, la proposition formulée la veille par les forces armées de report d'« au moins six ans » des élections générales prévues pour le 29 juin. Pour sa part, le gouvernement, convoqué d'urgence par le président, Mme Lidia Gueiler, n'a pas pris position, déclarant simplement la décision du pouvoir législative.

Une autre revendication du haut commandement militaire a été rejetée le 10 juin : Mme Lidia Gueiler a annoncé que l'ambassadeur américain à La Paz, M. Marvin Weissman, restait « pour le moment » à son poste, malgré le désir des militaires qu'il soit déclaré persona non grata pour son appui au processus électoral, considéré comme une « ingérence dans les affaires intérieures boliviennes ». La majorité des deux candidats à la présidence se sont eux aussi prononcés contre le report des élections. Qualifiés de « provocateurs » par l'ancien président Siles Buitrago, la proposition des militaires a été repoussée comme « illogique et absurde » par le président du Congrès et ancien chef de l'État, M. Walter Guevara. Seul un assistant de l'ex-président Hugo Banzer, M. Franz Ondara, a demandé l'ouverture d'un « grand dialogue national » pour résoudre la proposition des militaires.

DIPLOMATIE

Les Neuf n'entraveront pas la diplomatie américaine au Proche-Orient

(Suite de la première page.)

En outre, le Conseil européen pourrait donner son feu vert à la préparation d'une conférence ministérielle du dialogue euro-arabe. Celui-ci est bloqué depuis la rupture de la Ligue arabe, qui a suivi la paix entre l'Égypte et Israël. Le relancer au niveau ministériel signifierait que les Neuf, renonçant à ce que fut leur attitude constante dans le passé, acceptent que les problèmes politiques, c'est-à-dire la question du Proche-Orient, y soient abordés et, en outre, qu'ils se soient en présence des Palestiniens de l'O.L.P., puisque ceux-ci sont impliqués dans la question arabe participant au dialogue.

La relance du dialogue euro-arabe pourrait faciliter, de surcroît, la négociation d'accords de coopération entre la C.E.E. et les pays pétroliers du Golfe, opération préconisée, fin 1979, par M. Genscher, le ministre allemand des affaires étrangères, et qui permettrait aussi d'échapper dans des conditions propices le projet de « trilogue », cher à M. Giscard d'Estaing.

L'occasion de faire le point

La préparation du sommet économique de Venise, qui réunira dans deux semaines les dirigeants des sept principaux pays industrialisés non communistes (Etats-Unis, Canada, Japon, R.F.A., France, Grande-Bretagne et Italie), donnera aussi l'occasion aux Neuf de faire le point

sur les différents volets de la crise internationale, afin d'identifier quelle contribution pourrait être demandée aux Américains et aux Japonais. Ce sont, comme à l'accoutumée et comme l'acquiesce l'imposée, les problèmes de l'énergie qui devraient le plus retenir l'attention.

Après les déclarations de M. Giscard d'Estaing et Schmidt, il est difficile d'imaginer que le problème de l'élargissement de la Communauté ne soit pas évoqué. La présidence de la République française et le chancelier fédéral expliqueront sans doute que les pourparlers avec l'Espagne et le Portugal peuvent difficilement progresser de manière utile, tant que les Neuf n'auront pas résolu les principaux problèmes que soulève l'organisation de la Communauté : le financement de la politique agricole commune, la politique agricole commune, sans surprise, Mme Thatcher défendra un point de vue différent, faisant valoir que la réforme de la politique agricole commune, c'est-à-dire, dans son esprit, la réduction brutale des dépenses de soutien — et la négociation d'élargissement peuvent être menées de pair.

Il ne fait pas de doute qu'une nouvelle et vaste négociation entre les Neuf est dans l'air. Elle portera sur les finances de l'Europe et sur le Marché commun agricole. Il ne faut pas s'attendre qu'elle s'engage à Venise. Tout au plus son décor, dont les principaux éléments sont déjà connus, sera-t-il quelque

peu complété. On peut deviner, en effet, que l'Allemagne fédérale et la France préfèrent attendre que leurs élections respectives soient passées avant d'entamer des pourparlers de dialogue. Cela peut être obtenu : il n'existe pas de rendez-vous obligatoires.

Le Marché commun tel qu'il est, même si ses « ressources propres » s'épuisent à grande vitesse, devrait pouvoir tenir cahin-caha jusqu'à la fin de 1981. Et chacun espère, pendant l'année qui vient, être en mesure de s'en tirer mieux que le voisin.

Les suppositions sur le nom du président qui le 1^{er} janvier 1981, succédera à M. Jenkins à la tête de la Commission européenne sont les délices du petit monde bruxellois. La liste des « papables » est longue. A ce stade, le seul ordre possible est celui de l'alphabet. Citons : M. Davignon (Belgique), Grandjean (Danemark), Fandolfi (Italie), Thorn (Luxembourg) et Tindemans (Belgique).

PHILIPPE LEMAÎTRE.

Le premier ministre japonais (démissionnaire), M. Ohira, pourrait, pour des raisons de santé, ne pas se rendre au sommet de Venise des 22 et 23 juin. C'est ce qu'a révélé lundi, son chef de cabinet, qui a précisé que la décision sera prise la semaine prochaine. M. Ohira a été hospitalisé le 31 mai pour troubles cardiaques. — (A.F.)

M. CHIRAC : « L'organisation structurée de l'Europe » doit-elle être abandonnée ?

M. Jacques Chirac, qui participait mardi 10 juin à la journée d'étude du groupe des démocrates européens de progrès (groupe de l'Assemblée) à l'Assemblée de Saint-Jean-de-Monts, a envisagé devant les militants R.P.R. de Vendée un réexamen complet des structures de l'Europe en disant : « Ne devons-nous pas abandonner la recherche d'une « intégration » de l'Europe, et nous attacher à promouvoir une solidarité politique plus grande, fondée sur les réalités économiques, administratives, tout d'abord, et sur la coopération et le développement national dans une époque où l'on constate l'affirmation de la nation ? Je pose simplement la question. »

Le président du R.P.R. avait auparavant relevé les « changements de cap » du président de la République à l'égard de l'Afghanistan, des Jeux olympiques, de l'élargissement de la Communauté européenne et du compromis de Bruxelles, qui « doit être ressenti comme un grand échec ». M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, a déclaré, mardi, à l'issue d'une réunion de ce groupe : « Nous constatons à travers un certain nombre de décisions, de Venise à l'Europe, que nous pourrions envisager un curieux spectacle. Les autres nations nous ont demandé de nous désolidariser, nous avons, devant les attitudes différentes et opposées prises par la France depuis quelques mois, on est assez convaincu d'une absence de ligne directrice. »

D'autre part, M. Labbé, commentant dans les couloirs de l'Assemblée nationale l'article de M. Pierre Juillet, publié dans le Monde du 11 juin, a déclaré : « Je pense que l'idée de recours est une vue de l'esprit. Le recours suppose une situation dramatique et exceptionnelle que la France peut connaître mais dans laquelle elle ne se trouve pas aujourd'hui. On ne peut pas faire appel à l'exception, on peut être aussi le recours. Il faut commencer par le commencement. »

Des consultations franco-bulgares se sont déroulées, mardi 10 juin au Quai d'Orsay, entre le vice-ministre bulgare des affaires étrangères, M. Boris Tsvetkov, et le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Olivier Stirn. Sur certains des grands problèmes internationaux examinés, tel celui de l'Afghanistan, les entretiens de mardi n'ont pas apporté d'éléments nouveaux, chacune des parties se bornant à exposer une nouvelle fois des positions qui ne se sont pas rapprochées. La Bulgarie, en effet, soutient la position soviétique. Les deux pays ont également des vues divergentes sur ce que devrait être la conférence européenne sur le désarmement.

Le ministre irakien des affaires étrangères évoque à Paris le projet d'initiative européenne

Le ministre irakien des affaires étrangères, M. Saddam Hammadi, est arrivé à Paris, mardi 10 juin, pour une visite officielle de quatre-vingt-deux heures, au cours de laquelle il devra s'entretenir notamment avec son homologue français, M. Jean François-Poncet. A quelques jours du sommet de Venise, on s'attendait que le projet d'une initiative européenne dans la crise du Proche-Orient occupe une place importante dans les conversations.

A l'ordre du jour de ces dernières figures également les relations Irak-Israël, la situation en Afghanistan, la relance du dialogue euro-arabe et les problèmes de la sécurité dans le golfe Persique. On sait que la conclusion d'un pacte de

non-agression a récemment été proposée aux pays de cette région par le président irakien, M. Saddam Hammadi.

Les Irakiens portent en outre sur les relations bilatérales franco-irakiennes depuis quelques années, plaçant l'Irak au troisième rang des partenaires commerciaux de la France et au second rang de ses fournisseurs de pétrole. Plus récemment, Bagdad a manifesté son intérêt pour les industries françaises d'armement et en particulier pour le constructeur d'hélicoptères P-1 de la firme Dassault.

La visite de M. Saddam Hammadi entraîne celle que M. Raymond Barre doit faire en Irak en juillet.

En acceptant la relance des négociations sur l'autonomie palestinienne

Le président Sadate semble avoir voulu prendre l'Europe de vitesse

De notre correspondant

Le Caire. — L'initiative européenne sur le Proche-Orient aurait-elle déjà porté ses fruits ? Avant même d'avoir vu le jour ? En donnant son accord à la proposition d'ouverture d'une conférence « préparatoire » pour la « relance » des négociations sur l'autonomie en Cisjordanie et à Gaza (le Monde du 11 juin), le président Sadate semble avoir voulu prendre l'Europe de vitesse.

Crainant de voir la portée de l'initiative de la C.E.E. décapée si elle combat à un moment où les négociations sur l'autonomie sont suspendues sine die, l'Égypte a accepté sans hésiter de prendre part à une réunion, même si elle ne devait être que symbolique. Il s'agit pour le Caire de démontrer que la suspension des négociations pendant près d'un mois n'était qu'une simple pause dans le processus de règlement du conflit arabo-israélien, et que le raisonnement de son voyage à Jérusalem, et que l'on n'avait nullement besoin d'une intervention européenne.

Convaincu que seuls les Etats-Unis, qui « disposent de 99 % des atouts du jeu », peuvent faire

aboutir un règlement au Proche-Orient, le président Sadate n'avait d'ailleurs pas caché son scepticisme quant à une initiative européenne, « vouée à l'échec et ne tenant pas compte du rôle indispensable des Américains ».

Les responsables égyptiens, qui ont dernièrement mis une sourdine à leurs critiques à l'égard d'une démarche européenne qu'ils trouvaient « inopportune », soulignent en privé aujourd'hui son « inutilité ». « Ou elle adopte le ligne tracé par les accords de Camp David et c'est alors la mortagne qui a accouché d'une sortie, ou elle va plus loin (sagement) de la résolution 242 des Nations unies, autodétermination et paix pour les Palestiniens) et elle se heurtera alors au double refus des Israéliens et des Américains », estime-t-on dans les milieux politiques et diplomatiques au Caire. « Les accords de Camp David ont déjà donné des résultats sensibles sur le terrain et une entente européenne ne fera qu'embrouiller une situation déjà assez délicate », ajoute-t-on dans ces milieux. (Indépendant.)

ISTH
Institut privé des Sciences et Techniques humaines
PRÉPARATIONS ANNUELLES OCTOBRE À JUIN
PRÉPARATIONS INTENSIVES AOÛT-SEPT.
• Deux
DROIT SC ECO
• Et 3^e Année de licence
• Tous centres et options
TAUX CONFIRMÉS DE RÉUSSITE DEPUIS 1955
AUTEUR : B. Av. Jean Houzy
75016 Paris Tel. 224.10.72

préparation d'état ou nouvelle
MEDECINE
7 centres : saint-pères, asvilly, nation, bichat, créteil, orsay, châteaufort
CEPES 57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.94.94 - 745.09.19
enseignement supérieur privé

أهلا وسهلا Bienvenue à Jeddah!
Tous les mardis et mercredis, départ de Paris pour Jeddah avec correspondance à Vienne, selon l'horaire suivant :
Orly-Sud départ 20 h 45.
Jeddah arrivée à 08 h 00 le lendemain matin et au retour, tous les mercredis et jeudis :
Jeddah départ 12 h 30.
Orly-Sud arrivée 30 h 05 le même soir.
Vous retrouverez à bord de nos DC 9 les traditions de l'hospitalité autrichienne, un service attentif et l'ambiance souriante qui vous est familière.
Jeddah départ 12 h 30.
Orly-Sud arrivée 30 h 05 le même soir.
Vous retrouverez à bord de nos DC 9 les traditions de l'hospitalité autrichienne, un service attentif et l'ambiance souriante qui vous est familière.
AUSTRIAN AIRLINES
Lignes Aériennes d'Autriche
12, rue Aubert 75009 Paris — Réservations : 266.34.66 ou votre agent de voyages

APRÈS 15 ANS DE SILENCE
BEN BELLA
QUE JE CROIS
DOCUMENT EXCEPTIONNEL
CETTE SEMAINE DANS
afrique
Le forum des dirigeants

PROCHE-ORIENT

Israël

Appel à la vigilance à la suite d'un attentat à Jérusalem-Est revendiqué par l'O.L.P.

De notre correspondant

Jérusalem. — Des coups de feu ont été tirés le 10 juin dans le secteur arabe de Jérusalem-Est contre une patrouille des forces de sécurité israéliennes. L'un des militaires a été blessé. L'attaque, qui a ouvert le feu du haut des remparts de la vieille ville, a réussi à provoquer la fuite. Cette fusillade a provoqué un début de panique dans le quartier. Plus d'une centaine de personnes ont été immédiatement appréhendées.

● A l'initiative de France-Palestine, une délégation d'élus a été reçue à l'ambassade d'Israël. Elle était composée de MM. Le Dérian, député (P.S.) du Morbihan, Berthelot, maire (P.C.) de Saint-Denis, Pringot, maire adjoint (P.S.U.) de Sarcelles, accompagné de MM. Claude Bourret et Maurice Buttin, co-présidents de France-Palestine. La délégation était portée d'un message de M. Mayord, député (U.D.F.) du Rhône. Elle a exprimé l'inquiétude et la préoccupation des milieux parlementaires les plus divers et d'une large part de l'opinion publique française en face des attentats perpétrés contre des élites palestiniennes par des organisations armées de la résistance israélienne, ajoutant aux mesures d'expulsion prises par les autorités militaires contre d'autres élites locales et à la répression généralisée contre la population palestinienne.

La délégation a souligné que cette aggravation de la situation était la conséquence du développement intensif de la colonisation officielle ou sauvage dans les territoires occupés et qu'une telle politique bousillait le dialogue solution négociée.

(elles devaient être libérées au fin de la semaine) alors que les commerçants fermaient boutique par crainte de mesures de représailles de la part des Israéliens. Cette opération, qui a été revendiquée par l'O.L.P., suscite l'inquiétude en Israël, car l'on craint qu'il ne s'agisse du début d'une série de ripailles sur lesquelles il faut être très vigilant. Les maires de Naplouse et de Ramallah au début du mois. Certains observateurs israéliens remarquent, d'autre part, que cette fusillade pourrait représenter une nouvelle forme d'action : plutôt que de commettre des attentats « aveugles » (à la bombe notamment), des groupes d'action palestiniens paraissent vouloir viser des objectifs plus précis. Ce fut le cas le 2 mai à Hébron, où six colons israéliens ont été tués. Le 9 juin une mine de forte puissance était découverte sur l'une des voies d'accès à une nouvelle implantation non loin de Jérusalem. La presse, la radio et la télévision multiplient les appels à la vigilance. — F. C.

● Le quotidien palestinien, publié à Jérusalem-Est *Al Chaab* a été de nouveau autorisé à la vente dans l'ensemble de la Cisjordanie et dans le territoire de Gaza. Ainsi que *Al Fajr*, *Al Chaab* avait été frappé d'une mesure d'interdiction le 1^{er} juin, parce qu'il représentait « un danger pour la sécurité et l'ordre public » dans les territoires occupés (le 10^{er} du 3 juin). La direction de *Al Fajr* a déposé une requête auprès de la Cour suprême israélienne pour faire appel de cette décision. Ce dernier quotidien n'a pas été autorisé à reprendre sa diffusion. — (Cotter).

« IMPLANTATIONS SAUVAGES » A USAGE INTERNE.

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — Une nouvelle implantation « sauvage » vient d'être créée près de Jérusalem, mais cette fois en territoire israélien et non pas en Cisjordanie. Désormais à la fois la politique sociale du gouvernement et les « largesses » accordées par ce dernier aux colons du Gush Emounim malgré les restrictions budgétaires imposées en période de crise économique, trois-cinq familles des quartiers pauvres de Jérusalem ont édifié dans les faubourgs de la ville un village de terre sur des terres domaniales. Les occupants veulent ainsi imposer une solution à la crise du logement dont sont actuellement victimes de nombreux jeunes couples en Israël et obliger l'Etat à les aider.

Sans attendre d'autorisation, ils ont l'intention de construire des habitations sur les terrains où ils viennent de s'installer. Ils projettent de répéter ce genre d'opération dans d'autres endroits au cours des prochains mois. Un porte-parole du mouvement a déclaré : « Nous avons décidé d'agir en employant les mêmes méthodes que les colons du Gush Emounim dans les territoires occupés puisqu'il est prouvé que c'est la seule technique efficace aujourd'hui en Israël pour obtenir quoi que ce soit ».

Le mouvement Ohalim (les tentes) a reçu une aide de 700.000 francs de M. Samuel Rabin — Sharon, député à la Knesset et célèbre homme d'affaires condamné en France pour fraude fiscale (le gouvernement français avait révoqué son extradition), et maintenant poursuivi en Israël pour fraude électorale. Ce dernier serait prêt à financer les projets de Ohalim à concurrence de 4 millions de francs. Cette alliance avec une personnalité aussi controversée a soulevé de vives critiques parmi les partis et organisations qui entendaient apporter leur soutien au mouvement Ohalim. — F. C.

Iran

DÉNONÇANT LES « LUTTES INTESTINES »

L'imam Khomeiny redoute que le pays ne sombre dans le néant

Téhéran (A.F.P.). — Pour la première fois en seize mois de révolution iranienne, l'imam Khomeiny a affirmé, mardi 10 juin, que la République islamique était en danger.

« Jamais je n'ai autant craint de voir la République islamique aboutir à un échec », a déclaré le leader religieux à Téhéran, devant les gouverneurs des provinces de l'Iran. Cet avertissement solennel s'adressait aussi à l'ensemble des fractions politiques, plus divisées que jamais, au Parlement face à la perspective de l'élection d'un premier ministre, après huit mois de vacances du pouvoir.

« Partout où se porte le regard, il y a que discordes et conflits dans le pays, a poursuivi l'imam. Si ces luttes intestines continuent, elles détruiront à coup sûr le pays, qui sombrera dans le néant. Et ce sera l'étranger, l'ennemi, qui prendra la direction de l'Iran ».

« Le danger est à l'intérieur »

L'imam a mentionné tous les conflits qui paralysent l'Iran : les querelles entre l'armée régulière et les « gardiens de la révolution », entre la gendarmerie et les comités islamiques, les luttes de groupes rivaux dans les ministères et tous les organismes de l'Etat.

« Alors que la route était clairement tracée au temps de la lutte contre le chah, depuis l'établissement de la République, le danger est à l'intérieur, plus difficile à combattre que l'ennemi extérieur », a-t-il affirmé en redoublant sa crainte de voir disparaître « l'unité des premiers jours de la révolution ».

Pour conclure, l'imam Khomeiny a exhorté son auditoire en ces termes : « Il vous appartient de régler ces problèmes en faisant régner l'entente et la coopération, car vous avez reçu des promesses, en pays qui est le nôtre (...) Pour cela que chacun de vous accomplisse la tâche qui lui incombe, sans intervenir dans les affaires d'autrui ».

La journée de mardi a illustré, une fois de plus, les divisions dénoncées par l'imam : le président de la République, M. Bani Sadr, a multiplié ses attaques contre « ceux qui se permettent de faire la loi dans le pays », tandis que le parti de la Répu-

blique islamique, celui des religieux, attaquant brutalement le directeur de la radio-télévision, un partisan de M. Bani Sadr.

Le Parlement a atteint mardi le quorum des cent quatre-vingt mandats vérifiés (sur cent quatre-vingt quatorze) nécessaires pour légiférer. Reste à élire un conseil de surveillance, qui vérifiera la constitutionnalité des lois. Mais aucun compromis n'est encore en vue pour l'élection d'un premier ministre, qui pourrait ne survenir que dans plusieurs semaines.

GENÈVE

HOTEL D'ANGLETERRE

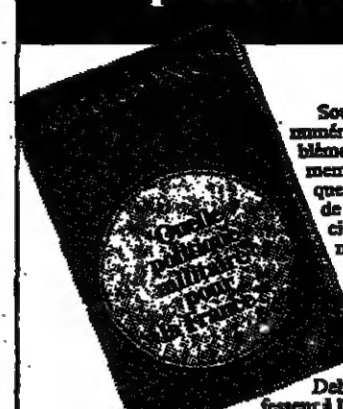
Nouveaux appartements luxueux face au lac
Tél. 1941/22.32.81.80
Tél. 22.668

ANVERS Centre Mondial du

DIAMANT

Tous renseignements vous seront communiqués 24 heures sur 24 au numéro
TEL. : 19.32.31/31.27.54
GENERAL DIAMONDS
FELIXAANSTRE ET ANVERS

« Quelle politique militaire pour la France ? »



Sous ce titre, la revue Paradoxes publie un numéro spécial entièrement consacré aux problèmes de Défense. Ce numéro est le prolongement du récent colloque organisé sur la politique militaire de la France sous le patronage de la revue et auquel ont participé deux anciens Premiers Ministres, trois anciens ministres de la Défense, les vice-présidents des Commissions de la Défense de l'Assemblée Nationale et du Sénat, près de trente officiers généraux dont les deux anciens chefs d'état-major des Armées, ainsi que des chefs d'entreprise et des universitaires. Présidé par M. Michel Debré et animé par M. Pierre Dabizadeh, professeur à l'Université de Paris I, ce colloque a remporté un vif succès.

Paradoxes publie le compte rendu intégral des débats ainsi que les trois rapports qui ont fait l'objet de la discussion : l'Indépendance nationale et Défense, présenté par Jean Klein chargé de recherches au C.N.R.S. et à l'Institut Français des Relations Internationales (I.F.R.I.), et Jacques Verant, professeur de Sociologie Politique à l'Ecole des Hautes Etudes, ancien Directeur du Centre d'Etudes de Politique Etrangère. L'adaptation de l'appareil militaire de défense, présenté par le Général Pierre M. Gallois, spécialiste réputé des problèmes stratégiques. Capacité technique, industrielle et financière en matière de défense, présenté par Roger Chevalier, directeur général délégué de la Société Nationale Aéropatiale.

paradoxes
120, Champs-Élysées, 75008 Paris - le n° : 35 francs.

Je désire recevoir le n° 39 de Paradoxes sur la politique militaire de la France au prix de 35 F. Cjoints un chèque bancaire ou CCP.
Nom _____ Prénom _____
Adresse _____

APRES 15 ANS DE SILENCE
BEN BELLA
"CE QUE JE CROIS"
UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL
CETTE SEMAINE DANS
le jeune
africain

Le forum des dirigeants.

Le Vice-Premier Ministre Deng Xiaoping est arrivé à Washington, l'équilibre mondial des pouvoirs politiques a commencé à changer.

Avant de quitter la Chine, Deng Xiaoping s'est entretenu avec une publication américaine sur les buts et la signification de son voyage. Comme Breznev quel que temps auparavant, Deng Xiaoping s'est adressé

exclusivement à TIME. En partie parce que grâce à TIME, ses idées seront répandues dans toutes les sphères dirigeantes des pays importants pour une Chine nouvelle; et en partie parce que TIME est depuis longtemps reconnu comme le meilleur magazine d'information au monde.

Cette importance nouvellement admise permet à TIME d'avoir accès à ce qui est généralement inaccessible, c'est-à-dire d'avoir une ligne de lecteurs dans plus de pays que n'importe quel autre magazine d'information.

L'esprit ouvert sur le monde.

ASIE

LA SITUATION EN AFGHANISTAN

Selon un chef de la résistance intérieure « Un soulèvement national a commencé et les Soviétiques ne pourront pas l'arrêter »

L'encerclement de plusieurs milliers de rebelles afghans par les troupes soviétiques, à 20 kilomètres au nord-ouest de Kaboul, se poursuivait mardi 10 juin, selon des informations de sources diplomatiques parvenues à New-Delhi. Toutefois, les effectifs des rebelles restés le long des 50 kilomètres de la chaîne du mont Paghman-Carikar seraient inférieurs au chiffre de vingt mille hommes avancé lundi.

Il semble que ce soit mercredi dernier qu'a été lancée l'offensive rebelle pour le contrôle de la capitale sous la conduite d'une division d'infanterie, dont les effectifs avaient déferlé l'armée régulière. Son renfort a été apporté aux moudjahidins par de nombreux déserteurs. Après une première opération de nettoyage et des bombardements de la chaîne montagneuse, les Soviétiques auraient mis en place un imposant « cordon », afin de protéger la flanc nord-ouest de la capitale. Environ quarante mille soldats soviétiques seraient stationnés à la périphérie de Kaboul.

Selon des rapports parvenus au Pakistan et émanant de diplomates occidentaux en poste à Kaboul, les combattants musulmans ont, certes, intensifié leurs attaques dans les provinces proches de la capitale, mais l'idée selon laquelle ils se préparent à attaquer la ville

même est qualifiée d'hypothèse fantaisiste. En fait, les récents renforts soviétiques (environ 10 000 hommes) arrivés à Kaboul seraient moins destinés à écraser la rébellion dans les provinces et aux abords de la ville qu'à maintenir, à tout prix, le contrôle de l'armée rouge sur la capitale, où, selon un ancien haut fonctionnaire afghan, réfugié au Pakistan depuis quelques jours, l'esprit de résistance à l'armée soviétique aurait décuplé depuis que celle-ci a ouvert le feu sur les étudiants et les lycéens.

Chef d'un réseau de résistance d'environ mille membres fonctionnant depuis une quinzaine de mois à Kaboul et ayant à son actif de nombreux attentats, cet homme a apporté au correspondant de l'A.F.P. à Islamabad, les précisions suivantes : « Le fait qu'on ait abattu des fillettes de douze ans dans les rues a bouleversé la mentalité des Kabouliens, jusque-là plutôt attentistes et pacifiques. Maintenant, 98 % des Afghans sont résolus à se battre pour obtenir le départ des Russes. L'esprit de vengeance est immense. (...) Quel qu'il arrive, nous sommes sûrs qu'un soulèvement populaire est inévitable à Kaboul, quelles qu'en soient les conséquences pour la population civile. En fait, ce soulèvement national a commencé. Les Soviétiques ne pourront pas l'arrêter. »

« Le monde extérieur n'a pas conscience de ce qui se passe à Kaboul, a-t-il ajouté : le 24 février, lors du soulèvement du Bazar, ce ne sont pas six cents, mais mille personnes au moins qui ont été tuées. Les larges des grenades par des hélicoptères au-dessus des manifestations d'étudiants et d'étudiantes, en mai, ont fait, en une seule journée, cent soixante-dix victimes. »

« Les soldats interdisant qu'on porte secours aux blessés, a-t-il précisé, les hôpitaux avaient ordre de ne pas admettre les « contre-révolutionnaires » blessés. Un étudiant a été enlevé des mains du chirurgien dans le bloc opératoire. Cinq mille lycéens, lycéennes et étudiants ont été arrêtés, certains relâchés, mais des dizaines de jeunes filles n'ont pas été rendues à leur famille qui ignore tout de leur sort. Les familles ont dépassé le stade de la peur et beaucoup d'Afghans adoptent un comportement suicidaire. On ne peut plus les arrêter. »

Grève des commerçants à Kandahar

Selon ce haut fonctionnaire, le gouvernement n'ose plus utiliser la police ou les soldats afghans pour réprimer les manifestations et la plupart des victimes auraient été abattues par la milice, composée de

« gosses de treize à vingt ans, membres du Khalq ». De son côté, l'agence officielle pakistanaise a affirmé mardi que les commerçants de la deuxième ville d'Afghanistan, Kandahar (plus de deux cent mille habitants), dans le sud du pays, observaient depuis jeudi dernier « une grève totale » afin de protester contre les opérations menées par l'armée soviétique. Cette dernière bloquerait totalement les entrées de la ville, patrouillerait dans les principales rues et fouillerait les maisons à la recherche de « moudjahidins » et de munitions. Plusieurs personnes auraient été tuées, la semaine dernière, au cours d'une opération de « nettoyage ».

D'autre part, un commando du Hezbi Islami aurait libéré, à la fin de la semaine dernière, tous les détenus de la prison de Kapisa, dans la province de Parwan. Près de Djelalabad, non loin de la frontière pakistanaise, de violents combats opposeraient toujours combattants musulmans et soldats soviétiques. Mardi, un porte-parole du Hezbi Islami a affirmé que de lourdes pertes ont été infligées aux forces gouvernementales et soviétiques dans la province de Helmand.

A Washington, un journaliste américain, M. Galen Geer, qui aurait séjourné en Afghanistan onze jours à la fin du mois d'avril, a révélé que l'armée soviétique utilise une nouvelle technique pour arrêter par la force les villageois soupçonnés de résistance. Au cours d'une conférence de presse, il a présenté de minces bandonnets incendiaires qui seraient lancés à partir d'avions ou d'hélicoptères. « Il est impossible de sortir vivant de la tourmente ainsi provoquée », a-t-il déclaré. M. Geer a également présenté les balles du nouveau fusil soviétique AKS-74, qui produiraient d'horribles blessures et dont l'utilisation constituerait, selon lui, une violation de la convention de Genève.

A Moscou, où la télévision a fait état pour la première fois, mardi soir, de l'existence de tracts clandestins distribués la nuit à Kaboul et appelant à la grève générale, on continue d'évoquer la possibilité d'un règlement politique du conflit. Accusant les Etats-Unis d'organiser l'activité rebelle en Afghanistan, la Pravda a reproché à ce pays d'empêcher ainsi un règlement négocié. Quant à la possibilité d'une réunion des ministres des affaires étrangères de pays non alignés, elle devait constituer le thème principal des entretiens qui devaient avoir lieu, mercredi à New-Delhi, entre le chef de la diplomatie indienne et son homologue yougoslave, M. Josip Vukobratovic. — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

Un diplomate fort actif

Numéro quatre à l'ambassade soviétique de Kaboul, M. Vassil Safranchouk serait, en fait, le « patron » du ministère afghan des affaires étrangères, dont le titulaire nominal est M. Shah Mohamed Dost. C'est ce qu'a déclaré au correspondant du Pakistan de l'A.F.P. un fonctionnaire de ce ministère qui s'est entretenu récemment de son pays. Arrivé à Kaboul sous le régime de M. Taraki avec mission, selon certains diplomates, de réconcilier les deux fractions du P.C. afghan — le Khalq et le Parcham — qui luttaient pour le pouvoir, M. Safranchouk était considéré, à l'époque, comme le véritable représentant du Kremlin en Afghanistan. Le transfuge, qui affirme être la cinquième personne de son ministère à prendre la fuite en un mois, donne des indications précises sur le fonctionnement de la ténacité soviétique : selon

lui, M. Safranchouk arrive chaque matin à 8 heures au ministère en compagnie d'un chauffeur et d'un garde du corps soviétique, et s'installe dans un bureau confiné de celui du ministre. Il ne le quitte que le soir. Huit autres conseillers soviétiques ont un bureau aux affaires étrangères et trois d'entre eux « collent » le directeur des affaires politiques.

« Tous les télégrammes, les documents importants, leur sont soumis. Ils ne sont transmis qu'avec leur signature. Ils les rédigent parfois eux-mêmes (...). Sur trois cents fonctionnaires, soixante-dix ont été radés dès le premier jour de la révolution (d'avril 1978) (...). Tout le monde cherche à quitter Kaboul et à se faire nommer à l'étranger. Les diplomates refusent d'entrer par peur des purges », a-t-il ajouté. — (A.F.P.)

Inde

LES ÉMEUTES RACIALES ONT FAIT QUATRE CENTS MORTS DANS L'ÉTAT DU TRIPURA

Au moins quatre cents personnes ont été tuées et cinq mille blessées au cours des cinq derniers jours dans l'état du Tripura, dans le nord-est de l'Inde, à la suite d'affrontements entre extrémistes autochtones et immigrants venus du Bangladesh, du Bengale-Occidental et du Népal. Les habitants de trente mille personnes ont aussi été incendiés, a annoncé, mardi 10 juin, le ministre en chef de l'état, M. Nripen Chakrabarti, qui a ordonné aux forces de l'ordre de « tirer à vue » sur les émeutiers. Un couvre-feu de quarante heures a été imposé et les journalistes se sont vu refuser l'entrée de l'état. — (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.)

(Ces émeutes font suite à celles qui se sont produites le mois dernier en Assam, et qui avaient fait plus d'une centaine de morts. La population locale — les Tripuris, d'ethnie tibéto-birmanne — se trouve minoritaire dans son propre Etat, où les émigrants représentent désormais 70 % des habitants, ce qui explique la violence du mouvement xénophobe. Depuis d'ailleurs un millier de Tripuris ont été expulsés du reste du pays par le Bangladesh et les montagnes d'Assam, le Tripura est, comme le Bengale-Occidental, gouverné par le parti communiste marxiste, indépendant de Moscou et de Pékin. Ces deux Etats sont, avec le Kerala, les seuls où l'opposition à Mme Gandhi est encore au pouvoir : les troubles actuels pourraient conduire New-Delhi à y imposer la « président's rule » et à prendre directement l'administration en main.)

Corée du Sud

LES MILITAIRES VEULENT « FRAPPER UN GRAND COUP » CONTRE LA CORRUPTION

Séoul (A.F.P.). — Les nouveaux dirigeants militaires de Séoul ont décidé de lancer une vaste offensive contre la corruption. « Nous avons l'intention de frapper un grand coup », a déclaré le général Chun Doo-hwan, le nouvel homme fort du régime. Il y a trois semaines, neuf politiciens et responsables connus, accusés de s'être enrichis de façon illicite sous le régime du président Park, ont été arrêtés. Des enquêtes ont été menées sur les fortunes de plusieurs millions de dollars que plusieurs amis de l'ancien régime, ainsi, l'ancien directeur des services secrets et l'ancien responsable de la sécurité du président Park Chung-hee font actuellement l'objet de vérifications.

D'autre part, une loi serait actuellement à l'étude pour que les hauts fonctionnaires déclarent le montant de leur fortune personnelle aux autorités. L'offensive des nouveaux dirigeants se vise pas seulement les politiciens corrompus. Le correspondant du « Washington Post » en Corée du Sud indique que plus de cent cinquante opposants ont été incarcérés en trois semaines, depuis la prise du pouvoir par les militaires, dans la seule ville de Séoul. Quatre cents personnes seraient en fuite pour éviter d'être arrêtées. Les arrestations se comptent aussi par centaines en province. Les familles des détenus affirment qu'elles ne sont pas autorisées à communiquer avec eux et qu'elles ignorent même où ils se trouvent.

L'Association internationale des juristes démocrates propose la création d'une zone de paix régionale

L'Association internationale des juristes démocrates (*), qui avait envoyé du 4 au 20 mars, en Afghanistan et au Pakistan, une mission d'information composée de huit membres, dont M. Georges Fischer, directeur de recherches au Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), vient de publier son rapport. Cette délégation, qui précise que « son désir de visiter en Afghanistan certains lieux en province n'a pas été exaucé », a été reçue par les présidents des deux pays.

Rendant compte de son entretien avec M. Babrak Karmal, elle résume ainsi l'analyse du premier ministre afghan : « La révolution n'a été que le résultat de la disparition, ou du moins la transformation en base contre-révolutionnaire, ou l'appel à l'aide militaire soviétique, que j'ai, de façon répétée, le Conseil de la révolution. Les troupes soviétiques seront retirées dès qu'auront pris fin les agressions extérieures. »

De son côté, le président pakistanais Zia-Ul-Haq s'est déclaré prêt, si les troupes étaient retirées, à rétablir le dialogue avec le président Karmal, « bien qu'il émette des réserves quant à sa représentativité ». Il a également affirmé que « le Pakistan n'aidait la rébellion afghane ni en armes ni en hommes ».

La délégation a apporté une attention particulière à l'examen des conditions dans lesquelles pouvaient s'exercer, en Afghanistan, les libertés démocratiques, ainsi qu'à l'examen du respect des droits de l'homme. A cet égard, elle a constaté que « le régime instauré par la révolution d'avril 1978, tout en proclamant les droits de l'homme, a procédé

contrairement à des emprisonnements et exécutions arbitraires : sous le régime Amin, plus de cinquante mille personnes auraient été exécutées sans jugement ». De leur mission, les membres de la délégation retiennent l'impression que « de sérieux progrès ont été réalisés quant au respect des droits de l'homme ». « Certes, reconnaissent-ils, la situation est loin d'être parfaite, mais il convient de reconnaître que le régime actuel a fait de sérieux progrès par rapport à la situation de l'ancien régime ». « Les prisonniers politiques renoués, précise le rapport, ont témoigné de la disparition des pratiques de torture », le président et les dirigeants afghans ayant assuré et promis à la délégation que « le recours à la torture était et restait désormais prohibé ».

En ce qui concerne la liberté des cultes, la délégation a constaté le profond attachement des musulmans afghans à leur religion, et, citant l'opinion unanime de neuf représentants du clergé, note que « depuis l'arrivée de Karmal au pouvoir la liberté religieuse a été restaurée et la religion islamique a retrouvé sa place », alors que sous le régime d'Amin « hommes de religion et fidèles avaient souffert d'une véritable persécution ».

Après avoir relevé que le gouvernement exerçait « un contrôle discrétionnaire » quant à la présence de la presse internationale et « qu'il était difficile pour un journaliste étranger d'entrer en Afghanistan », le rapport fait état de « la présence de soldats soviétiques au côté des troupes de la milice afghane », présente dans tous les lieux où les non officiels rencontrés par la délégation ont estimé qu'« elle posait un sérieux problème ». Le rapport relève également que, lors de son séjour au Pakistan, « aucun témoin direct ni victime de l'utilisation alléguée de gaz et

de napalm n'a été montré à la délégation ».

Dans sa conclusion, le rapport estime qu'« il est incontestable que le processus révolutionnaire d'avril 1978 a été mis en route dans un pays dont les structures économiques et les rapports sociaux n'étaient pas mûrs pour un changement radical et que des maladroites et des excès, graves ont été commis ». Il relève cependant « une amélioration notable dans le domaine des droits de l'homme et des libertés religieuses ». Il constate « les résultats très limités de la volonté des dirigeants d'élargir leur base politique ». Il note que « la plupart des Afghans souhaitent le retour de la paix et le départ des troupes soviétiques ». Estimant de son devoir de proposer « une solution réaliste », la délégation suggère d'établir un groupe d'observateurs chargés de vérifier la réalité des infiltrations ou des fournitures d'armes qui lui seraient signalées [et] d'empêcher par sa seule présence, des deux côtés de la frontière pakistano-afghane et sino-afghane, l'introduction clandestine d'hommes et de matériels ». Dès que ce groupe entrerait en fonctions, le retrait des troupes soviétiques devrait commencer : il s'effectuerait par étapes, suivant un calendrier fixé à l'avance. Des négociations immédiates devraient s'engager entre les Etats concernés en vue de l'application aux pays de la région, et avant tout à l'Afghanistan, à l'Iran et au Pakistan, des principes qui, suivant les Nations unies, doivent régir une zone de paix : absence ou retrait de toutes forces étrangères, respect des caractéristiques de la zone par les grandes puissances, règlement des conflits et problèmes par les pays de la zone eux-mêmes.

(*) Association internationale des juristes démocrates, 89, avenue Joliot-Curie, 1190 Bruxelles (Belgique). Tél. : (02) 345-14-71.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

LES AUTORITÉS ANGOLAISES ont libéré M. George Gause, ressortissant américain, détenu depuis plus de deux ans sans motif connu, a annoncé, mardi 10 juin, le département d'Etat américain, qui interprète cette initiative « comme un nouveau signe de la volonté du gouvernement angolais de coopérer avec les Etats-Unis ». — (Reuters)

Ethiopie

LES AUTORITÉS ETHIOPIENNES empêchent, depuis

plus de neuf mois, une jeune femme — d'origine éthiopienne mais de nationalité française — depuis son mariage avec un diplomate français — de rejoindre son époux actuellement en poste à Brasilia. Mme Courbin et sa fille, âgée de cinq ans, sont actuellement réfugiées à l'ambassade de France à Addis-Abeba. On précise au ministère des affaires étrangères à Paris que M. François-Foncet a écrit, le 32 mai, à ce sujet à son homologue éthiopien.

Union soviétique

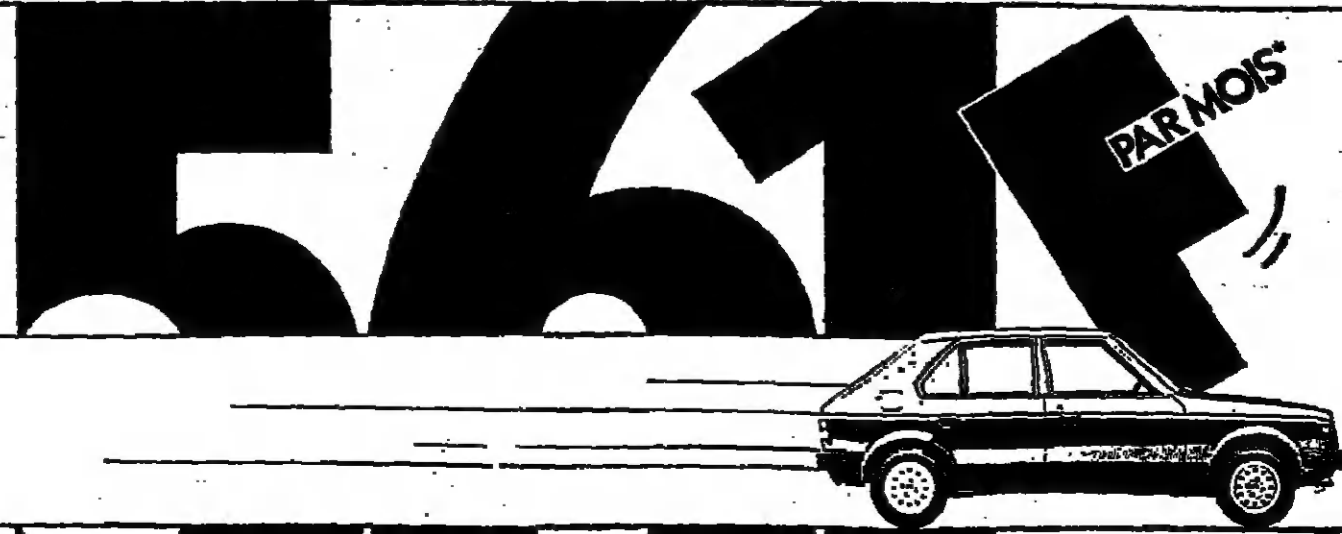
LES SAVANTS ET TECHNI-

CIENS DU CERN (Centre européen de recherche nucléaire) de Genève pourrissent depuis plusieurs jours une « action continue » en faveur de la libération du physicien Youri Orlov et du mathématicien Anatole Chicharanov, détenus en Union soviétique. La cellule communiste Joliot-Curie du CERN a, de son côté, réclamé, de « Japon présente », la libération des deux hommes, ce qui laisse penser que, dans l'éventualité d'une fin de non-recevoir, les participants d'un boycottage de l'U.R.S.S. dans le domaine de la recherche nucléaire pourraient l'emporter. — (Corresp.)

TALBOT HORIZON LS.
LE PLAISIR DE CONDUIRE
EN MINI-MENSUALITÉS
OFFRE DU 6 AU 30 JUIN
CONTACT!

LOCATION LONGUE DUREE AVEC PROMESSE DE VENTE.
Valeur de location du véhicule Talbot Horizon LS 1300 cc. 100 km/h. 30 000 F. (hors taxes et assurances).
Valeur de location du véhicule Talbot Horizon LS 1300 cc. 100 km/h. 30 000 F. (hors taxes et assurances).
Valeur de location du véhicule Talbot Horizon LS 1300 cc. 100 km/h. 30 000 F. (hors taxes et assurances).
Valeur de location du véhicule Talbot Horizon LS 1300 cc. 100 km/h. 30 000 F. (hors taxes et assurances).

TALBOT



colonic britannique a
pour reduire l'afflux de

Télévision Gros appareils
Darty
tout c
par le
de la

ASIE

Hongkong

PLUSIEURS MILLIERS DE «RAPATRIEMENTS» CHAQUE MOIS

La colonie britannique a dû prendre des mesures sévères pour réduire l'afflux des «immigrants illégaux» chinois

De notre envoyé spécial

Hongkong. — Chaque jour, à 15 heures, un convoi de camions bleus, sans marques distinctives, s'arrête devant le pont de Man Kam To, seul point de passage par la route entre Hongkong et la Chine. La procédure de «rappatriement» des «immigrants illégaux» capturés depuis la veille par les forces britanniques commencent. Le premier camion s'arrête au milieu du pont; son chauffeur — un policier, l'armée estimant qu'il ne lui appartient pas de participer au «rappatriement» — descend et cède sa place à un Chinois, qui conduit le véhicule à une centaine de mètres à l'intérieur de la République populaire. On a déchargé, et le camion est ramené sur le pont. Nouvel échange de chauffeurs pour le deuxième camion, etc.

Le jour où nous nous trouvons là, il y a dix camions contenant au total trois cent cinquante «rappatriés». Sur un poste d'observation, nous scrutons les visages à la jumelle. Aucun large ocre des soldats communistes qui poussent dans leurs propres camions les fugitifs; pas de terreur visible, mais la marque d'une grande fatigue chez ceux-ci, et des jeunes misérablement habillés. De la routine pour les soldats et leurs prisonniers.

Une routine qui assèche un malaise parmi les témoins. Dans le bureau d'un officier chargé des relations publiques de l'armée, il y a la photo d'une jeune femme capturée sur la frontière, les mains liées, assez pathétique. Pourquoi cette photo ? demandons-nous. «Rappelez-vous la situation. Cette jeune personne en était à sa neuvième tentative infructueuse. Elle a sans doute des parents ici. Et pourquoi ? Elle a bien voulu l'admettre. L'armée a reçu des ordres. Elle n'aime pas le travail qu'on lui a confié, même si les officiers ne manifestent pas de répugnance à leur égard. Ils ont des raisons de porter secours aux hommes, pour chasser les «coûts-chiens» en difficulté — mais elle se souvient comme nécessaire.

A cause de l'arrivée massive de Chinois de la province de Guangdong et de réfugiés sino-vietnamiens, la population de Hongkong a augmenté de 6 % en 1978. Les plans en matière d'emploi, d'éducation, de santé et de logement ont été bouleversés. L'avenir du territoire paraît menacé non par l'incertitude quant à ce qu'il adviendra à l'expiration du bail concédé par la Chine, mais par l'invasion pacifique de Cantonais attirés par sa prospérité.

70 000 entrées légales en 1979

La convention de Pékin de 1988 relative à la cession des «Nouveaux Territoires» stipule que «les ressortissants chinois en Hongkong auront pleins pouvoirs et maintiendront le droit d'entrer et de séjourner à Hongkong ainsi que celui d'en sortir». En vertu de ce texte, 70 458 «immigrants légaux» sont entrés à Hongkong en 1979. En principe, il s'agit d'un séjour provisoire pour visiter des parents. En fait, seulement 2 000 sont repartis, précisant un responsable.

Existe-t-il un accord entre Londres et Pékin pour fixer les contingents ? Officiellement non. «Les Chinois sont libres de faire ce qu'ils veulent. Mais, l'un des aspects de la loi sur les immigrants légaux est qu'ils ne peuvent pas rester plus de 300 personnes certains jours. Alors nous avons dit : c'est assez ! L'immigration n'a pas été limitée, nous entendons, puisque, du 1^{er} janvier 1980 au 15 mai, 29 745 Chinois ont passé légalement la frontière, à ce que l'on a jointement plusieurs milliers de compatriotes entrés «en transit» pour d'autres pays mais pas toujours repartis.

Ceux qui, à Canton, n'ont pas les moyens pour obtenir les papiers en règle constituent l'essentiel des «immigrants illégaux». Les services de Hongkong estiment que, en 1979, un demi-million de Chinois ont tenté de passer illégalement la frontière. L'armée rouge en aurait intercepté plus de 200 000. Les Britanniques en ont pris, et immédiatement «rappatriés», 80 241. Les autres sont installés dans la colonie.

Paradoxalement, la relative libéralisation en Chine est à l'ori-



Origine du Royaume-Uni en 1842, l'île de Hongkong a donné son nom à l'ensemble de l'archipel. Celle-ci comprend, en outre, Kowloon, créée en 1860, et les Nouveaux Territoires, qui ont fait l'objet d'un bail de quatre-vingt-dix-neuf ans en 1982. Plus de cinq millions d'habitants vivent sur une superficie de seulement 1 000 kilomètres carrés. La colonie comprend au total 232 îles ou îlots, dont la plupart sont pratiquement inhabités.

gine de l'augmentation des départs depuis un an et demi. L'immense majorité des immigrants sont des Cantonais, dont la langue, à l'inverse du mandarin, est parlée à Hongkong. Le mélange de la colonie s'accroît surtout depuis que les Chinois facilitent les relations entre membres des familles séparées.

«La plupart des immigrants illégaux sont des paysans ou des pêcheurs, dit un responsable. Ils sont âgés de douze à vingt-cinq ans. Dans un cas sur quatre, il s'agit de personnes de sexe féminin. Jusqu'à l'année dernière, presque tous ont trouvé un emploi, malgré leur manque de qualification professionnelle. Mais maintenant, le marché est saturé. Aujourd'hui, 84 % des immigrants illégaux recensés sont au chômage, ce qui pose un problème pour la sécurité publique.»

Estimant que les «bandes d'illégaux» agissent essentiellement pour des raisons économiques, les Britanniques refusent de leur donner le statut de réfugiés. De leur côté, les Chinois ne semblent pas considérer comme une véritable menace la présence de ces personnes, une fuite que tentent parfois les jeunes d'élite, comme en témoigne. Au contraire, en raison du caractère généralisé du phénomène, il serait difficile de mener une politique par trop répressive sans créer de nouvelles difficultés dans la province du Sud. Les jeunes gens «rappatriés» en Chine indiquent que la sanction consiste en quelques jours de «rééducation» et en l'absence de leur père.

tion; et en l'absence de leur père. Il arrive, cependant, que de lourdes peines de prison frappent certains récidivistes.

Ce qui donne un caractère dramatique à l'exode des «immigrants illégaux», ce sont les risques qu'ils prennent parfois pour déjouer la surveillance, surtout lorsqu'ils essaient de passer par la mer sur des embarcations de fortune. Dans la salle des opérations contre les illégaux, au quartier général de la police, nous avons vu une carte sur laquelle figurait le nombre de corps retrouvés, le plus souvent sur des îlots d'un abord dangereux : 451 en 1979 et 134 entre le 1^{er} janvier et le 22 mai 1980.

Il existe une règle tacite dans ce jeu dangereux. A partir du moment où un «immigrant illégal» a pu accéder jusqu'à des parents ou des amis qui l'abser-

nent, il peut obtenir des papiers d'identité en se déclarant aux autorités. Cette disposition est de plus en plus critiquée par certains élus locaux, qui y voient un encouragement au départ.

Les Sino-Vietnamiens

Depuis le début de l'année, quelque 25 000 «immigrants illégaux» ont été «rappatriés». C'est légèrement inférieur en moyenne mensuelle aux chiffres de l'an dernier. Surtout, on estime que, pour un homme pris, seulement un autre passe, contre quatre il y a quelques mois. Un important dispositif a été mis en place pour parvenir à ce résultat.

Le couvre-feu est décrété entre minuit et 4 heures dans la zone frontalière, déclarée zone interdite sauf pour ses habitants d'origine. Des postes d'observation persistent de déceler l'approche des clandestins sur les sentiers, en territoire chinois. Quand ils sont signalés, les gendarmes — ces soldats d'élite pratiquement cooptés au Népal pour servir dans l'armée britannique — sont très nombreux. Il est exceptionnel qu'il y ait mort d'homme dans ce cas-là. Mais les corps de bûche, de part et d'autre, sont pas rares et les gendarmes doivent parfois se défendre contre une population sautillante aux côtés de ceux qu'ils prétendent arrêter.

Un barrage de grillages et de barbelés, haut de 5 mètres, est en construction. Il est échelonné sur plusieurs kilomètres à partir de

Sha Tau Kok. Des soldats chinois observent ces travaux. Que se passe-t-il dans leur tête au spectacle de tout le mal que doit se donner la colonie pour empêcher d'être l'éclatante des Cantonais ? Les Britanniques préfèrent ne pas se poser la question, pas plus qu'ils ne se la posent à propos de ces «immigrants illégaux» capturés dans les zones urbaines pendant la nuit, ramenés au quartier général de la marine en vedette et fasciés par les gendarmes de Victoria Harbour qu'ils n'auront fait qu'apercevoir.

L'objectif des Britanniques est d'en finir avec les infiltrations par voie terrestre et ensuite de «casser» les «syndicats» qui ont trouvé une nouvelle source de profits dans l'organisation de traversées en groupe à partir de Macao, moins surveillée que Hongkong. Affrétés par des associations secrètes — ou par la Triade — des bateaux chargés de dizaines d'«immigrants illégaux», dont les familles installées à Hongkong ont chèrement payé le coût, ils quittent chaque nuit la colonie portugaise.

Des mesures sévères ont déjà été prises contre les trafiquants de Hongkong qui, avec la complicité de fonctionnaires communistes, avaient organisé la traversée des gros cargos — Hsue-Pong, Kien-Ping, etc. — en pleine mer, à l'abri des radars du Vietnam, autre problème pour la colonie. Des peines de prison contre l'équipage du Hsue-Pong et ses commanditaires ont eu un effet dissuasif. Sur les 29 000 réfugiés du Vietnam présents à Hongkong à la fin du mois de mai, 87 % étaient arrivés sur des jonques ou de petits bateaux à moteur. Vingt pour cent plus de la moitié de ces réfugiés sont partis de l'ancien Vietnam du Nord. Sur l'ensemble des réfugiés du Vietnam parvenus à Hongkong, 55 % appartiennent à des familles d'origine chinoise installées au Nord, 25 % à des familles de même origine installées au Sud, 15 % sont des Sino-Vietnamiens et 5 % des Nord-Vietnamiens.

Aux 29 000 réfugiés installés dans des camps du gouvernement (5 000) ou du H.C.C. (24 000) en attendant qu'ils aient trouvé un pays d'accueil, il faut ajouter 14 000 réfugiés d'Indochine, auxquels Hongkong a accordé un asile définitif, et quelque 2 000 personnes sur lesquelles des enquêtes sont ouvertes, le gouvernement les soupçonnant d'être des «immigrants illégaux» chinois voulant se faire passer pour des Sino-Vietnamiens afin de bénéficier du statut de réfugiés.

Plus de 70 % des adultes vivant dans des camps de réfugiés ont trouvé un emploi temporaire. Les patrons les jugent «plus compétents et plus travailleurs» que les immigrants chinois, «qui ont pris de mauvaises habitudes dans leur pays». Cette possibilité de trouver un emploi provisoire en attendant le départ pour un pays d'asile définitif explique que Hongkong soit la destination préférée des «réfugiés de la mer».

Actuellement, les départs de réfugiés du Vietnam pour un pays d'accueil définitif sont plus nombreux que les arrivées (15 149 départs du 1^{er} janvier 1980 au 20 mai, contre 14 511 arrivées). Le rythme des arrivées massives enregistrées pendant le premier semestre 1979 a très fortement diminué après la conférence de Genève sur les réfugiés, en juillet 1978. Depuis, on note une augmentation de la proportion des Vietnamiens par rapport aux Chinois d'origine. On reconnaît à Hongkong que la conférence a permis de limiter l'exode des Chinois du Vietnam, mais le gouvernement, se fondant sur certaines informations, s'il ne faut pas s'attendre à des départs massifs dans les mois à venir.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Livraison

Q F

Mise en service

Q F

Garantie Darty

Q F

Dépannages
7 jours sur 7

Q F

Réglages

Q F

Moins cher

Télévision - Gros appareils ménagers.



Darty. Les prix bas tout compris garantis par le remboursement de la différence.

A Paris et en région parisienne : Madeleine, Paris 11^e, Paris 13^e, Gai-Montpensance, Bourg-la-Reine, Paris 18^e, Paris 20^e, Asnières, Bagneux, Boulogne, Bondy, Cergy-Pontoise, Champsigny, Châtillon, Créteil, La Défense, La Villette, Les Ulis, Montrouge, Nanterre, Noisy-le-Grand, Orgeval, Paris 2^e, Puteaux, Thiais-Rungis.

Le Monde

politique

Le débat sur les DOM-TOM à l'Assemblée nationale

Une illustration de la rivalité entre le R.P.R. et l'U.D.F.

Le débat sur les DOM-TOM, qui s'est ouvert mardi 10 juin à l'Assemblée nationale à la suite d'une communication du gouvernement et à la demande du R.P.R., a été dominé par la lutte d'influence qui oppose, dans ces restes de l'empire, les gaullistes et les giscardiens. D'entrée de jeu, M. Bernard Pons a donné le ton : le secrétaire général du R.P.R. a tout d'abord dénoncé « les promesses non tenues » et « les décisions non appliquées ». Évoquant la situation des Antilles, il a parlé de « dégradation », de « trouble », de « désarroi », pour finalement fustiger la « mauvaise attitude » du gouvernement.

M. Dujoud a jugé les propos « effarant » et a mis en cause la responsabilité des gaullistes dans les difficultés actuelles de l'outre-mer, et d'affirmer qu'« il n'est pas digne de l'inégalité que le R.P.R. fait semblant de manifester ».

Lors de la discussion du budget de 1980, au novembre dernier, cette inégalité, fondée ou non, semblait partagée par tous les députés de la majorité, qui avaient

mêlé leurs voix pour s'élever contre les mesures visant à réduire les privilèges de certaines catégories sociales outre-mer. Depuis, M. Dujoud a multiplié les gestes de bon vouloir pour faire accepter par les élus locaux de la majorité ses projets économiques et sociaux, mais aussi pour les inviter — surtout lorsqu'ils appartiennent au R.P.R. — à voter dès le premier tour de la prochaine élection présidentielle pour M. Giscard d'Estaing. D'où l'attitude des gaullistes à l'égard de la politique du secrétaire d'État, bien que celle-ci se situe dans la continuité de la V^e République, et repose sur l'affirmation du « statut quo » institutionnel.

Ses aspects novateurs concernent la planification du développement de chaque département et territoire et le problème foncier (en Guadeloupe et en Nouvelle-Calédonie). Mais il ne s'agit là que d'une amorce, d'une esquisse, qui, lorsqu'elle heurte certains milieux possédants, place le secrétaire d'État en mauvaise position face à ses partenaires, ce qui n'est pas sans conséquences en période pré-électorale. A moins de payer,

comme en Nouvelle-Calédonie, une réforme foncière susceptible de satisfaire les Mélanésiens d'une réforme électorale donnant satisfaction sur le plan politique à la bourgeoisie européenne.

La rivalité entre l'U.D.F. et le R.P.R. conduit, parfois, à des situations paradoxales. Ainsi, le député U.D.F. de tendance gaulliste, M. Jean Juvenin, se déclare satisfait du régime des conventions entre le territoire et Paris, son collègue, M. Gaston Flosse (R.P.R.), se plaint de colonialisme.

Quant à la gauche, elle a de nouveau plaidé pour le « droit à la différence », et comme de coutume, dénoncé la gravité de la crise économique, la misère, selon M. Joseph Franceschi (P.S.), sévit aux Antilles. Elle n'en a pas pour autant oublié ses querelles : M. Maxime Gremetz (P.C.) n'a pas craint d'affirmer que « MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Mitterrand sont d'accord pour refuser aux peuples d'outre-mer de décider librement de leur sort ».

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Il ne saurait y avoir de dissuasion nucléaire sans protection des populations

estiment la plupart des sénateurs

Un large débat sur la protection des populations civiles en temps de guerre s'est engagé mardi 10 juin au Sénat à la faveur de plusieurs questions orales. Premier orateur, M. MARCEL LIN (R.I. Morbihan) est l'auteur, avec M. Bonnet (Gauche dém.), d'un rapport présenté au nom de la commission des finances, qui dénonce l'état d'impréparation de cette défense. Pour l'ancien ministre de l'Intérieur, le fait que notre pays soit dépourvu d'abris atomiques n'est pas étranger à l'état de l'opinion publique : un récent sondage a révélé que 75 % des Français, à la mise à l'abri n'ont pas répondu favorablement à une réplique nucléaire en cas d'agression. La défense civile, conclut-il, constitue un facteur de la force de dissuasion.

M. BONNET (Gauche dém.) considère que chaque augmentation des crédits de la défense doit être accompagnée d'un accroissement correspondant des dépenses de protection civile.

son côté M. CHAUMONT (R.P.R., Sarthe), est l'auteur d'une proposition de loi, qui tend à rendre obligatoire, à l'instar de la loi sur la subversion intérieure, l'obligation de la tenue de la défense civile dans toute manifestation de la délinquance. M. PALMIERI (Un. cent., Alpes-Maritimes) pense que la force de dissuasion sans protection des populations civiles, c'est « notre ligne rouge ». Il a proposé d'augmenter le nombre de grands travaux du métro ou des halles pour créer des abris. M. TOURNIER (P.S., Gers) estime, lui aussi, que sans un effort de protection des populations l'opinion restera réfractaire à la politique de dissuasion.

M. GARCIA (P.C., Seine-Saint-Denis) affirme que, sous prétexte de protection civile, on veut aggraver les dépenses militaires et préparer les populations à une guerre atomique.

M. BONNET : une protection contre les effets directs d'une frappe nucléaire est impossible

Répondant aux orateurs, M. CHRISTIAN BONNET, ministre de l'Intérieur, apporte des précisions sur les mesures prises pour assurer la sécurité de l'appareil gouvernemental et administratif, celle du commandement et des transmissions. Puis le ministre déclare : « Une protection des populations contre les effets directs d'une frappe nucléaire est impossible. De plus, il ne faut pas négliger que la mutation des armes ne s'est pas limitée au domaine des transmissions. Elle s'est faite aussi dans celui des vecteurs. Avec les fusées, il n'est pas possible d'identifier l'origine d'une frappe nucléaire. C'est pourquoi nous nous sommes efforcés de renforcer notre système de défense nationale. C'est pourquoi nous nous sommes efforcés de renforcer notre système de défense nationale. C'est pourquoi nous nous sommes efforcés de renforcer notre système de défense nationale. »

provenir d'explosions se produisant à l'extérieur du territoire national. « Contre ces retombées, il est possible de se protéger. Les plans qui constituent les matériels entrant dans la composition d'un immeuble diminuent la dose de radioactivité qui est reçue par ses occupants. »

Le coût d'une politique massive de protection civile est estimé à 100 milliards de francs par an. M. Dujoud rappelle que M. Dujoud a fait en quelques semaines, sous l'égide de la loi de 1964, dans le contexte actuel, de prendre l'air d'une véritable révolution.

Les sénateurs avaient auparavant débattu de plusieurs questions orales de M. BRADOUX (P.C., Val-de-Marne), de M. MESSIER (P.S., Haute-Garonne), de M. VIRON (P.C., Nord) et de M. LUC (P.C., Val-de-Marne) sur la répression du pouvoir d'achat et les atteintes aux libertés syndicales. M. MATTEOLI, ministre du travail, a répondu à ces sénateurs, affirmant notamment que les relations sociales ont été améliorées en 1979 ont amélioré de 2,5 % le pouvoir d'achat du salaire horaire moyen et soulignant l'efficacité de l'inspection du travail, tout en précisant qu'il ne faut pas confondre liberté syndicale dans l'entreprise et liberté politique.

M. Christian Bonnet indique néanmoins qu'un système d'alerte est mis en place pour répondre aux risques qui seraient encourus par la population après l'explosion atomique. Ce réseau, précise-t-il, est automatisé et les prévisions météorologiques sont automatiques, et les rapports sont envoyés par satellite. Une explosion nucléaire, poursuit le ministre, cause certes des dommages contre lesquels il n'est guère défendable de se prémunir. Mais elle entraîne aussi des dangers immédiats, les incendies, les radiations, les pluies acides, etc.

Une question de M. BLIN (Un. cent., Ardennes), rapporteur général qui souhaite le développement du travail à temps partiel, a été posée à M. HOFFMANN, secrétaire d'État à la Santé et à la Sécurité civile, à répondre en annonçant le dépôt prochain d'un projet de loi allant dans ce sens, et qui étendra, en particulier, le plan des horaires ouvrant droit à l'ajustement des cotisations lorsqu'il y a création d'emplois à temps partiel.

Le Sénat est inquiet de la « crise profonde » que traverse l'Europe

La délégation du Sénat pour les Communautés européennes, présidée par M. GUYOTY (C.N.I.P., Cher), a présenté le 10 juin son rapport sur les activités des institutions communautaires. Ce rapport, rédigé par M. CLUZEL (Un. cent., Allier), a été approuvé par dix-sept membres de la délégation sur dix-huit (désigné par le représentant proportionnel des groupes). M. GARCIA (P.C., Seine-Saint-Denis) votant seul contre.

M. CLUZEL a constaté notamment que l'Europe n'est pas un appareil plus avantageux pour le Royaume-Uni que les compensations déjà très généreuses pour les producteurs européens qui s'est tenu au mois d'avril à Luxembourg, puisqu'il porte sur trois ans.

M. CLUZEL commentait à une décision qui n'avait pas pris en compte la dégradation, laquelle était prononcée dans son rapport écrit le 28 mai. Mais il était approuvé par les sénateurs et représentait tous les partis, à l'exception du P.C.

Peut-on envisager une Europe sans le Royaume-Uni ? demande le rapporteur. La réponse est non, il soulève une certaine inquiétude dans le fonctionnement des institutions communautaires.

M. DIJOU, secrétaire d'État aux DOM-TOM, assure que le gouvernement « poursuit activement et résolument dans l'outre-mer l'œuvre qui a été accomplie par la V^e République depuis plus de vingt ans ». La politique de la France ne peut être une politique « d'abandon, de repli ou de défaite » ; elle sera, toujours, une politique « de renforcement, de développement autour de notre action. Elle émanera quelquefois de certains, qui oublient la part qu'ils ont prise dans le choix des orientations et la conduite de l'action. Je n'hésiterai pas, le moment venu, à leur rappeler qu'outre-mer la continuité de l'engagement de la France et du combat de la France, face aux destructeurs et aux séparatistes, doit et devra demeurer la règle. »

Dans le débat qui s'ouvre ensuite, M. DE BRANCHE (U.D.F., Mayenne) insiste sur la nécessité d'achever la parité en matière sociale. Il s'agit, d'autre part, contre « les responsabilités politiques qui, à grand fracas et en contradiction complète avec le vote constant et libre des populations concernées, parlant d'autonomie, d'indépendance, de liberté, de révolution, sacrifient le développement de leurs départements ».

M. FRANCESCO (P.S.) : l'influence culturelle métropolitaine. M. FRANCESCO (P.S., Val-de-Marne) déclare que le développement de l'outre-mer ne peut se faire « sans s'attacher aux structures et aux réalités coloniales héritées de la politique de la France ». M. FRANCESCO souligne, d'autre part, « la pénétration systématique de l'influence culturelle métropolitaine et des mentalités de la France dans les populations des DOM-TOM ». Il observe ensuite : « Si l'agitation se développe, ce n'est pas parce qu'il y a un Cuba derrière chaque cocotier aux Antilles, mais parce que ces légittimes revendications ne peuvent aboutir dans le cadre actuel. » Évoquant ensuite les problèmes de statut, le député du Val-de-Marne déclare : « Il ne

peut être question que le parti socialiste soutienne des forces qui, parfois, s'inscrivent dans des idéologies démagogiques et séparatistes. »

M. DIJOU déclare en conclusion : « Nous n'ignorons pas les critiques qui, nécessairement, se développent autour de notre action. Elles émanent quelquefois de certains, qui oublient la part qu'ils ont prise dans le choix des orientations et la conduite de l'action. Je n'hésiterai pas, le moment venu, à leur rappeler qu'outre-mer la continuité de l'engagement de la France et du combat de la France, face aux destructeurs et aux séparatistes, doit et devra demeurer la règle. »

M. SABLÉ (app. U.D.F., Martinique) déclare que la détermination de la France, qui la défendent aujourd'hui, seraient bannis. Il affirme que c'est en métropole que se situe la véritable révolution, celle des consciences, celle des consciences.

M. ALAIN VIVIER (P.S., Seine-et-Marne) explique que, en favorisant la tenue de ce débat, le R.P.R. a décidé de prendre date contre le gouvernement, et il se félicite de la décision. Selon lui, le choix du gouvernement en ce qui concerne les différents statuts sociaux, faits en fonction « de la réalité de la situation politique intérieure des TOM et de leur environnement international ». Il déclare qu'il faut « rendre la parole aux peuples d'outre-mer » et « leur donner la parole ». Il s'agit d'un débat universel et à la proportionnelle dans chaque DOM, d'une assemblée locale unique.

« l'immense écho social aux conséquences humaines révolutionnaires », il ajoute que celui-ci s'accompagne « d'une attitude méprisante, injurieuse, à l'égard de ces peuples » dont M. Dujoud donne l'exemple. La politique du gouvernement, observe-t-il, est aggravée par une politique « d'intégration européenne ». Face à l'indépendance, il a droit à l'indépendance.

M. PLANTIER (N. L., Seine-et-Marne) déclare qu'il y a « une véritable crise de conscience » et « une véritable crise de conscience ». Il ajoute : « Il y a non seulement les promesses non tenues, mais, ce qui est beaucoup plus grave, les décisions non appliquées. »

M. SABLÉ (app. U.D.F., Martinique) déclare que la détermination de la France, qui la défendent aujourd'hui, seraient bannis. Il affirme que c'est en métropole que se situe la véritable révolution, celle des consciences, celle des consciences.

M. ALAIN VIVIER (P.S., Seine-et-Marne) explique que, en favorisant la tenue de ce débat, le R.P.R. a décidé de prendre date contre le gouvernement, et il se félicite de la décision. Selon lui, le choix du gouvernement en ce qui concerne les différents statuts sociaux, faits en fonction « de la réalité de la situation politique intérieure des TOM et de leur environnement international ». Il déclare qu'il faut « rendre la parole aux peuples d'outre-mer » et « leur donner la parole ». Il s'agit d'un débat universel et à la proportionnelle dans chaque DOM, d'une assemblée locale unique.

M. RIVIÈREZ (R.P.R.) : la préfiguration de l'homme de demain

M. RIVIÈREZ (R.P.R., Guyane) affirme que les autonomistes sont en réalité des indépendantistes. Il déclare ensuite : « Drôles de colonisés que ces fonctionnaires métropolitains qui, de la métropole, dirigent les colonies. Ils ont des retraites qui ont droit à la même pension qu'il, que les enfants de chez nous qui bénéficient de la même situation que les enfants de l'étranger ! »

M. RIVIÈREZ ajoute : « Nous sommes tous des mérités, de culture, de race, de religion, de couleur, de sexe, etc. Il y a en nous des Caribbes, des Indiens, des Éthiopiens, des Blancs, du Noir, du Jaune. Nous sommes la préfiguration de l'homme de demain. Qu'on n'ait pas de nous, sans et des termes pour définir des sous-ethnies, des sous-Dominiques, des sous-Grenadaux, etc. »

M. KALINSKY (P.C., Val-de-Marne) affirme qu'avec la départementalisation le gouvernement « se fonde sur l'attachement de la Polynésie à la France. Il déclare à ce sujet : « Pourquoi les autorités françaises admettent-elles des indépendances répétées dans les affaires intérieures, de la part de représentants politiques ou religieux des Fidji, des Nouvelles-Hébrides, de Papouasie-Nouvelle-Guinée ? »

M. FLORES (R.P.R., Polynésie) insiste sur l'attachement de la Polynésie à la France. Il déclare à ce sujet : « Pourquoi les autorités françaises admettent-elles des indépendances répétées dans les affaires intérieures, de la part de représentants politiques ou religieux des Fidji, des Nouvelles-Hébrides, de Papouasie-Nouvelle-Guinée ? »

M. BOUARD (U.D.R., Morbihan) soutient que le statut de la Polynésie satisfait tout le monde et M. BRUNES (P.C., Hauts-de-Seine) dénonce notamment la démagogie verbale d'une majorité qui, au bout du compte, s'agit d'être lors des votes.

LAURENT ZECCHINI.

AU CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-DE-MARNE

Discussion sur le découpage cantonal

Pour la première fois depuis la confirmation par le tribunal administratif de Paris de l'élection de M. Marc Parva (C.N.I.P.) comme conseiller général du canton de Vincennes-Pontenay-Nord (le Monde du 7 juin), l'Assemblée départementale du Val-de-Marne s'est réunie, lundi 9 juin.

Dès l'ouverture de la séance, M. Mahdi Hacene, secrétaire général de la préfecture, qui remplaçait le préfet, Louis Lalanne, absent, a posé la question préalable. Une fois celle-ci rejetée, il a quitté la salle.

Après l'interruption de séance qui suivit, le débat demandé par les communistes et les socialistes sur l'élection de Vincennes-Pontenay-Nord s'est instauré. Ce débat a porté plus sur le découpage cantonal que sur la « fraude » elle-même, sur ce que certains appellent le « charivari des cantons », que sur le rattachement de documents, l'un des éléments principaux de la contestation du second tour de l'élection partielle du 27 avril.

Pour M. Louis Bayenier (P.C.), maire de Fontenay-sous-Bois et ses amis, tout le mal vient du découpage. « Ce n'est pas le R.P.R. qui vous démentira », a alors déclaré M. Robert-André Vivien, député R.P.R., avant d'ajouter : « Sur les six cantons créés (en janvier 1976), M. Fontenay (maire de l'intérieur) vous en a donné cinq, et l'autre a été pour M. Clouet (P.R.). Vous êtes les complices d'un ministre de l'Intérieur qui vous désapprouve aujourd'hui. » Il s'est également efforcé d'enfoncer un coin entre communistes et socialistes : « Vos reproches devraient s'adresser au P.S., dont les électeurs ont voté, soit oui, soit non, soit pour

M. Parva. C'est un problème que vous réglez entre vous », a-t-il dit.

M. Roland Nungesser, député R.P.R., a répondu qu'il avait demandé une commission d'enquête parlementaire sur les fraudes électorales. « J'espère en voir sortir une réforme du code électoral. »

« Que M. Nungesser en profite pour obtenir un nouveau découpage de ce secteur du département », lui a répondu M. Bayenier, qui, d'autre part, a protesté de nouveau contre le fait que depuis 1976, sur décision de l'administration, cent soixante pensionnaires de la maison de retraite de Fontenay aient été déclarés incapables majeurs, et donc privés de leur droit de vote.

Seul M. Parva, nouvel élu, a abordé le problème de la falsification de documents publics. Il a justifié l'attitude du président du bureau centralisateur du canton de Vincennes, qui avait refusé de proclamer les résultats : « Il se serait fait complice d'un crime de faux en écritures publiques. »

Le débat tant demandé par la majorité de gauche du conseil général avait enfin eu lieu. Depuis le 27 avril, une « drôle de mort » est déclarée entre les élus communistes et ceux de l'intergroupe qui rassemble les conseillers de la majorité. Elle ne pourrait déboucher sur un conseil général que sur un « drôle de débat ».

FRANCIS GOUGE.

Bariani croit en la réunification de la famille radicale en 1980

LE RADIO-CASCOUPER LE DOLBY ET M

PARIS-WA

M. Bariani croit en la réunification de la famille radicale en 1981

M. Didier Bariani a annoncé, mardi 10 juin, que le parti radical — dont il est le président — réunira son congrès annuel du 10 au 12 octobre à Aix-en-Provence et qu'il organisera auparavant, du 30 août au 3 septembre, une « université d'été » à Toulon. Au cours de cette conférence de presse, les dirigeants radicaux ont dit leur espoir dans une réunification du centre gauche et émis de nombreuses critiques sur certains aspects de la politique intérieure et extérieure du gouvernement (voir page 14 leur prise de position sur le projet « sécurité et liberté »).

Les responsables du parti radical se sont déclarés satisfaits de la situation du parti : ils se prévalent du « retour » place de Valois de nombreux militants et élus locaux qui s'en étaient écartés dans les trois dernières années. Ils considèrent que cet accroissement des effectifs (ils revendiquent dix mille adhérents) est la conséquence d'une politique de « discussion par rapport à l'U.D.F. » — sans pour autant que soit remise en cause leur appartenance à celle-ci — et d'un effort de réorganisation interne.

M. Bariani a insisté sur les espoirs qu'il met dans un regroupement du centre gauche après l'élection présidentielle de 1981. Il a indiqué que le récent congrès du M.R.G. lui permet de nourrir ces espoirs, en particulier parce que certaines analyses « lucides » des radicaux de gauche sont très proches de celles de la place de Valois. Le président du parti valoisien a annoncé que, au lendemain de l'élection de 1981, il

UN APPEL POUR LA CANDIDATURE DE M. CHIRAC À L'ÉLYSÉE

Un premier comité d'appel à la candidature de Jacques Chirac à l'élection présidentielle de 1981 vient d'être constitué à l'initiative de plusieurs élus municipaux et de responsables locaux du R.P.R. du Val-de-Marne. Cette association est présidée par M. Michel Lambert, conseiller municipal de Maisons-Alfort, candidat R.P.R. aux élections législatives de 1978 ; son secrétaire est M. Roger Courcier, conseiller municipal de Maisons-Alfort, ancien président départemental de l'U.F.R.

An cours de sa réunion constitutive, le 9 juin, le comité a soutenu la création d'un comité national d'appel et demandé à M. Chirac « de prendre en charge, dès maintenant, l'esprit d'une nouvelle politique et l'appel au renouveau de la France ».

* Résidence du Parc, 72, rue du 11-Novembre, 97000 Maisons-Alfort.

M. Jean Charbonnel, député général du R.P.R. pour la participation, a déclaré à Belfort, le mardi 10 juin, à propos des relations entre gaullistes et P.S. : « Les gaullistes continuent à penser qu'il existe de réelles convergences entre les élections des deux familles politiques, mais ils considèrent aussi que ces convergences ne pourront conduire à un rapprochement entre les deux formations que si le parti socialiste renonce à la stratégie d'union avec le parti communiste qui est aujourd'hui la sienne. C'est donc au P.S. qu'il appartient de se déterminer ».

« Chez les écologistes, les représentants des mouvements qui ont pris position sur les récentes déclarations de M. Jean-Yves Cousteau (le Monde du 11 juin) corrigent les indications qu'ils avaient données et précisent que leur mise au point a été votée par sept voix et deux abstentions (et non par six voix et trois abstentions).

M. Pierre Gérard a été élu, mardi 10 juin, secrétaire général du Front national par le comité central de cette formation, réuni à Paris. L'ancien secrétaire général, M. Alain Renaud, démissionnaire, reste membre du bureau politique.

LA FÉDÉRATION DES SOCIALISTES DÉMOCRATES : 1981 sera l'occasion de condamner la politique de M. Giscard d'Estaing.

Socialisme et liberté, organe de la Fédération des socialistes démocrates, dont le président est M. André Rottier-Frenoux, publiera dans son numéro de juin un éditorial dans lequel est énoncée l'orientation « mitterrandiste » de la politique étrangère de M. Giscard d'Estaing.

La politique sociale et économique du gouvernement en matière de « sécurité », et en la : « En bref, à l'intérieur, la politique économique et sociale de Giscard d'Estaing provoque l'inflation, le chômage et l'érosion des économies des petites gens. Cette politique, qui rend de plus en plus difficiles les conditions d'existence de tous ceux qui travaillent, des retraités et des petits épargnants, menace la paix sociale.

Par ailleurs, la capitulation idéologique, qui inspire la politique extérieure du chef de l'État, met en péril la démocratie de la liberté. Les élections présidentielles de 1981 seront, comme l'espère le comité directeur de la F.S.D., l'occasion pour les Français de condamner sans appel le promoteur de cette politique.

* Fédération des socialistes démocrates, 2, rue Saint-Jacques, 75001 Paris.

UNE LETTRE DE KABOUL

M. Olivier Guillaume et Serge Vasse, archéologues, ainsi que M. Guy Samouy, architecte, résident à Kaboul, nous écrivent :

La publication, dans le Monde du 23 mai dernier (p. 11, 1^{re} col.), d'un extrait d'une pétition intitulée « L'union dans les ruines » appelle les remarques suivantes : le journal ne mentionne pas les noms des signataires, mais cite les professions. Or, pour reprendre les termes mêmes de l'article, outre les enseignants, il n'y avait de « résidents à Kaboul ou y ayant résidé jusqu'au mois de mars » que trois archéologues, deux architectes et deux géologues.

Le fait de mentionner ces professions au pluriel équivaut donc, pour les deux dernières, à désigner nommément les personnes. D'une part, cela est contraire à l'anonymat que semblait souhaiter les responsables de la pétition. D'autre part, et c'est plus grave, aucun des membres de ces trois professions qui se trouvaient encore à Kaboul lors de la publication du Monde du 23 mai, soit deux archéologues et un architecte — tous les autres se trouvant en France — n'a pu signer cette pétition pour la simple raison qu'ils en ignoraient totalement l'existence avant sa publication.

Nous n'osons croire, bien sûr, que certaines personnes aient pu abuser d'un titre auquel elles n'avaient pas droit ; et espérons qu'il ne s'agit que d'une simple erreur.

SEUIL

Du simple contrôle d'identité à la garde à vue, quels sont nos droits : dans la rue, chez soi, en voiture, au commissariat ?

GUIDE DU CITOYEN FACE À LA POLICE

Collection "Histoire immédiate" 192 pages

Recherchez la griffe, n'en payez pas le prix.

Bague "Rétra" or jaune et saphir	480'	Boutons d'oreille or et brillants (brillants 0,16 ct) ...	1750'
Bracelet or jaune maille allongée	550'	Pendentif cœur or et brillants	1790'
Collier assorti	1150'	Bague or jaune, saphir 0,60 ct et brillants	1980'
Bague serpent or jaune	850'	Alliance or et brillants (brillants 0,50 ct) ...	3500'
Alliance "Trianon" 3 anneaux, 3 teintes or	1050'		

Susan de Berg 66 Champs-Élysées
Joailleur Galerie "Point Show"
75008 Paris Tel. 723.50.07

LENTILLES DE CONTACT

Un progrès fantastique pour les yeux sensibles avec les nouvelles lentilles américaines, souples, ultra-minces. Adaptation par spécialistes. Raportez avec vos lentilles le jour même.

Promotion pour les moins de 30 ans : FORFAIT COMPLET Uniquement sur présentation de ce bon avant le 30.6.80. **746 F.**

Laboratoires OSIRIS 21, avenue de Friedland - 8° - Tél. 563.55.99

Le Monde de L'ÉDUCATION

numéro de juin

Malentendu à Dijon : l'université et les industries agro-alimentaires

TOUT SUR LE BAS
Les atlas au banc d'essai
En vente partout : 7 francs

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières

LES BUREAUX
où vous renseignez

LE RADIO-CASSETTE A COUPER LE SOUFFLE:

DOLBY® ET MÉTAL

AIWA

RADIO CASSETTE HI-FI TPR990.

Un sélecteur de bandes métal et un système Dolby® éliminent bruits, parasites et souffle. 2 toits 10W, 4 haut-parleurs, 4 gammes PO-GO-FM-OC, des touches sensibles à effleurement, un indicateur de crête à diodes lumineuses.

Le TPR990 d'AIWA, considéré aujourd'hui comme le meilleur radio-cassette stéréo du monde

Distribué en France par **MADECO-ELECTRONIC** 115-117, rue d'Aguesseau 92100 Boulogne-Billancourt - Tél. 404.8790

DANS LA VOITURE "FEU ORANGE"

Déodorant automobile Oscar de l'exportation. Vous le trouverez dans les grandes drogueries, bureaux de tabac, etc.

ET MAINTENANT "NUAGES" POUR LA MAISON

Pour votre intérieur "nuages" déodorant se suspend ou se pose dans les toilettes, cuisines, bureaux, armoires, etc. Rechargeable.

PARIS-WASHINGTON SUR TWA

Le seul vol quotidien sans escale. Départ tous les jours 13 h 20

Vous plaire, ça nous plaît

TWA

PRIX MONDIAL CINO DEL DUCA 1980

Jorge Luís BORGES

FICTIONS ENQUÊTES
L'AUTEUR ET AUTRES TEXTES
DISCUSSION
L'ALEPH

ŒUVRE POÉTIQUE 1925-1965
LE RAPPORT DE BRODIE
L'OR DES TIGRES
LE LIVRE DE SABLE
QU'EST-CE QUE LE BOUDDHISME ?

Gallimard

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX^e

L'ÉTERNITÉ OU LA PERSISTANCE DE LA VIE

Les penseurs l'ont bien souligné, la même revient toujours, les poètes également qui voient dans le symbole de la "journée" la perpétuelle renaissance des choses. Maintenant, c'est au tour de la science de démontrer que la permanence du monde physique repose sur une énergie en perpétuel mouvement. On peut dire que l'accélération infinie des particules engendre la stabilité de toutes choses. Voilà un paradoxe que l'astrophysique dévoile, la dynamique aboutit à la statique. Tout comme la semence et le fruit sont cause et effet du développement forestier, tel le Phénix renaissant de ses cendres, le globe terrestre se malaxant et renait perpétuellement à partir de minuscules noyaux télesthés.

Si vous désirez participer activement au merveilleux et unique destin de l'humanité entière, devenez membre ou directeur de l'Association d'études pour la Création d'Entreprises, dont l'objectif est de créer des emplois nouveaux en Europe. Envoyer vos lettres et une référence à votre participation objective à M. Alexia, B.P. 256, 75321 Paris, Cedex 17. Tél. : 723 85-26.

POLITIQUE

Un entretien avec

M. Henri Fiszbis, ancien premier secrétaire de la fédération communiste de Paris, répond aux questions de Raymond Barrillon, Patrick Jarreau et André Laurens.

« Vous avez exprimé publiquement vos désaccords avec la direction du parti, tout en conservant vos fonctions de conseiller de Paris et de membre du bureau de la fédération communiste de Paris. N'est-ce pas contraire aux traditions et aux règles du parti communiste, qui ignorent le droit de tendance ?

— Poser la question en termes de tendances ne permet pas d'appréhender la réalité de la vie du parti communiste et surtout ne contribue pas au progrès nécessaire de son fonctionnement. Les tendances n'ont pas cours au parti, parce que les communistes ne veulent pas des batailles de clans, des affrontements organisés autour de dirigeants, véritables coups d'assauts à l'assaut du domaine de la vie démocratique du parti, et notre dernier congrès en a fortement souligné la nécessité, mais je ne crois pas que la solution soit à rechercher du côté des tendances.

« Elle réside, au contraire, dans le nécessaire effort pour adapter le fonctionnement du parti, dans le respect de nos principes d'organisation, aux besoins de la lutte des classes dans notre pays et à notre époque. Mais trop souvent, au nom du rejet des tendances, nous sommes conduits à nier la réalité. Le parti communiste est composé de militants divers — qui, à partir de choix communs, n'ont pas sur toutes choses la même opinion, parce qu'ils ont une expérience, une sensibilité, une vision, une démarche qui leur sont propres. Le parti est constitué d'hommes et de femmes ayant chacun sa personnalité : c'est ce qui fait sa force et sa richesse. Je déplore qu'on ait tant de mal à accepter cette richesse-là, et qu'on donne l'impression de la vouloir éliminer, qu'elle est si fertile. Le centralisme démocratique, c'est précisément le moyen, la majorité ayant tranché, que tout le parti agisse d'un même air cohérent et efficace. Il n'est pas d'objet de permettre la vie et l'action du parti, qui, par définition, n'est pas unanime en toutes choses. Or, son fonctionnement est aujourd'hui fondé, pour l'essentiel, sur l'unanimité. Lorsque la différence s'exprime, le parti l'accepte mal et ne réussit pas à l'intégrer dans sa pratique normale, comme l'a montré l'affaire de la fédération de Paris.

« Est-ce que la situation particulière dans laquelle vous vous trouvez n'incite pas à penser, malgré tout, que l'acceptation de la différence, ou, du moins, qu'il est forcé de la tolérer ?

— C'est l'aspect positif de cette affaire de Paris : la différence s'est exprimée et elle continue de se manifester. J'accepte, sans réserve, que le parti auquel j'ai adhéré librement décide de ce

que, collectivement, nous devons faire, mais personne ne peut décider à ma place de ce que je dois penser, ni de ce que, individuellement, je dois faire ou ne pas faire. Je suis resté membre du bureau de la fédération de Paris et conseiller de Paris. C'est donc en tant que dirigeant et élu communiste que j'exprime mes idées. Je respecte la discipline du parti et j'applique ses décisions. Cela n'implique pas que soit maintenue éternellement la pratique du secret, qui a été mon comportement, comme celui de tout le parti, pendant des dizaines d'années. En prenant la responsabilité de rompre avec cette habitude, j'ai la conviction d'un droit, ce que je dis dans les instances du parti, je ne me sens pas tenu de le cacher aux communistes et à l'ensemble des travailleurs. Il s'agit de la politique, qui concerne tout notre peuple. Les opinions que j'exprime dans cet entretien, je les ai exposées dans les réunions du comité politique, j'y participe, et nous aurons, aux réunions du bureau de la fédération, je pense que c'est en procédant ainsi que je serai au mieux des intérêts du parti communiste et que j'assume pleinement mes responsabilités de militant communiste.

« On a l'impression que vous êtes obligé de dire à l'extérieur du parti parce que la circulation de l'information est insuffisante à l'intérieur.

— Un parti de sept cent mille adhérents ne peut être informé que par des moyens d'expression publics. Il ne peut vivre en vase clos. La voie la plus normale, la plus efficace serait que la presse du parti assure complètement le cas. Je trouve cela nuisible et je refuse de me condamner au silence pour autant. Rien, d'ailleurs, dans les statuts, qui ne le permette. Pour ce qui me concerne, j'ai pour de désaccord ni avec les objectifs du parti, ni avec sa politique telle qu'elle a été définie par les congrès. J'ai, en revanche, un jugement critique sur la mise en œuvre de certaines orientations par la direction du parti. À l'approche de l'élection présidentielle et après la décision du comité central d'insérer dans la perspective de cette bataille, je me sens tenu d'exprimer mes préoccupations.

« Si vous êtes d'accord avec la politique définie par le parti, tout devrait être clair.

— Je pense, au contraire, que de nombreuses questions se posent et qu'un trouble assez profond existe dans le parti. Il serait préjudiciable que tout ne soit pas fait pour assurer la cohésion et l'unité du parti, qui ne peuvent être obtenues que par une discussion franche, ouverte, sans conclusions préétablies. La discussion ne peut certes pas donner raison à tout le monde, et, comme je suis prêt à assumer les décisions démocratiquement adoptées, même si j'ai exprimé, dans la discussion, une autre opinion. Mais cela suppose que chacun ait

pu défendre ses idées et que la conclusion adoptée soit le fruit de la participation de tous.

« Il est vrai que nous disposons, pour répondre aux questions soulevées par l'élection présidentielle, de la stratégie définie par

Des choix importants

« Concevez-vous la discussion comme une méthode pour faire accepter par les communistes les décisions de la direction, ou comme un processus d'élaboration qui, en dehors des congrès, permettrait que la politique du parti soit décidée, non pas par ses organes élus, mais par l'ensemble des militants ?

« Je ne considère pas qu'il faille organiser un référendum au sein du parti chaque fois qu'une question nouvelle se pose. La direction a été élue pour prendre des décisions. Mais, lorsque des questions nouvelles se posent et qu'il n'y a pas une urgence qui justifie des mesures immédiates, on doit créer les conditions pour que les réponses soient élaborées par tous les communistes.

« L'élection présidentielle nous place devant des choix importants. Quelle est la meilleure manière d'avancer, vers le socialisme autogestionnaire que nous voulons pour notre pays ? Comment convaincre les travailleurs que le progrès de ce pays essentiel de ce scrutin ? Comment faire avancer, dans la bataille électorale, l'union de toutes les victimes de la politique du capital, dans leur diversité sociale, politique et spirituelle ? Comment l'élection présidentielle peut-elle hâter l'union de la gauche, l'alliance avec le P.S., y compris au moment, qui est la perspective rapetée, par le vingt-troisième congrès ?

« Les questions d'orientation posées par l'élection présidentielle n'ont pas été abordées par notre congrès. Il faut, aujourd'hui, donner des réponses précises. Qui va le faire ? Est-il concevable que les communistes ne soient pas associés à l'élaboration de la ligne politique de leur parti pour la bataille de l'élection présidentielle ? Un vif mécontentement s'était exprimé, en 1978, du fait de l'absence de toute discussion à la base pour la préparation de la conférence nationale qui avait précédé, en janvier, les élections législatives. Il ne faut pas renouveler cette erreur.

« Je souhaite être bien compris : ce n'est pas le choix du candidat du parti qui me paraît nécessaire, comme, sans doute, la plupart des communistes, que le secrétaire général du parti est naturellement tout indiqué pour être son porte-drapeau. En revanche, je crois qu'il serait aberrant que les communistes ne soient pas associés à l'élaboration de l'orientation politique de la campagne du parti. Le comité central a décidé de convoquer, pour les 11 et 12 octobre, la conférence nationale qui désignera le candidat et qui décidera de la manière dont sera menée la bataille. Les communistes devront-ils attendre la publication du rapport qui sera

présenté à cette conférence pour découvrir les thèmes de la campagne qu'ils auront à mener ?

« La conférence nationale est composée des membres du comité central et de délégués élus par les comités fédéraux. Je pense qu'il faut absolument qu'elle soit précédée par une vaste discussion dans les cellules et les sections. J'ai transmis par l'intermédiaire de ma fédération, des propositions précises, à cet effet, à la direction du parti. J'ai demandé, tout d'abord, que les conférences de section, qui rassemblent les délégués de toutes les cellules et qui doivent, statutairement, avoir lieu tous les ans, se tiennent, cette année, à l'occasion de la conférence nationale et soient consacrées à sa préparation. Je propose qu'on s'efforce de faire participer le maximum de communistes à la discussion dans les conférences de section. S'il apparaît que la date choisie pour la conférence nationale ne permet pas que se tiennent, auparavant, les conférences de section, il n'y a, me semble-t-il, aucun inconvénient à repousser quelque peu la conférence nationale. L'essentiel, c'est de favoriser la discussion à la base. Si elles se tenaient après la conférence nationale, les conférences de section n'auraient rien d'autre à faire que de discuter de décisions déjà prises.

« Je propose, enfin, que la conférence nationale soit préparée par une tribune de discussion dans la presse du parti, conformément aux nouvelles règles qui donnent au comité central le pouvoir de décider. Il ne s'agit pas de refaire le vingt-troisième congrès, mais de trouver de bonnes réponses aux questions que pose sa mise en œuvre. L'adoption de ces propositions créerait les meilleures conditions pour que les communistes apportent un appui conscient et actif à l'élaboration et à la mise en œuvre des décisions.

« Estimez-vous que l'absence de réponses précises aux questions que vous évoquez pose un problème aux communistes ?

« Le comité central vient de réaffirmer que le parti est en bonne santé. Tout dépend évidemment de l'idée qu'on se fait de la « bonne santé » ou de la « mauvaise santé » d'un parti. La situation du parti communiste me semble contraire à ce qu'on peut attendre d'un parti qui se veut être le parti du peuple, mais, dans l'ensemble, je la trouve préoccupante. D'un côté, le parti est engagé dans l'action. Face à l'agression dont sont victimes les travailleurs manuels et intellectuels de la part du pouvoir et des grandes sociétés financières, le parti communiste assume sa mission et sa fonction de porte-parole de la classe ouvrière. Je me réjouis que, dans l'actualité récente, le parti ait joué un rôle capital : il a contribué à ce que les travailleurs repoussent la passivité dont on voulait qu'ils fassent preuve — ce qu'on a appelé le « consensus » : il a favorisé le développement de toutes les initiatives qui touchent de nombreuses catégories de travailleurs. La combativité de ceux qui sont dans l'action — les ouvriers, les employés, les enseignants, les avocats, les magistrats, les médecins, les paysans — a surpris les observateurs et certains organismes politiques ou syndicaux. Une fois de plus, le parti joue un rôle d'avant-garde et influence le mouvement des masses, pas seulement pour défendre ou faire aboutir telle ou telle revendication, mais, également, pour faire bouger la vie politique et sociale et favoriser l'union à la base dans l'action. Les communistes sont résolus à défendre le parti. Cela s'est manifesté avec force lors de la violente campagne anticomuniste à laquelle ont donné lieu les attaques contre Georges Marchais. Ils ont prouvé, dans tous les domaines, d'une grande activité, et le parti exerce de nombreuses adhésions.

« Pourtant, chez un grand nombre de militants, existe un malaise, de l'inquiétude, des désaccords avec certaines positions prises par le parti. Les questions de résolutions ou mal résolutions ne manquent pas, tout particulièrement depuis l'échec de la gauche en mars 1978. Le débat, la libre discussion, la confrontation ouverte entre communistes sur ces questions n'ayant pas pu avoir lieu normalement et jusqu'au bout, les choses se sont plutôt dégradées. Le vingt-troisième congrès a défini des orientations générales qui ont donné satisfaction, je crois, à la grande masse du parti, malgré quelques formulations discutables et quelques ambiguïtés. On pouvait penser que la période de trouble était ainsi dépassée et qu'on allait aller de l'avant. Ces espoirs ont été déçus par de nombreux militants. Des penseurs sérieux de la politique du vingt-troisième congrès sont, maintenant, mis en avant, ou mis sous le boisseau, développés ou abandonnés, voire contredits, et tout cela à la dis-

LA RENAULT DE L'ÉTÉ, PRENEZ-LA AU PRINTEMPS. PAYEZ-LA EN AUTOMNE.



Renault Bail vous propose* un bail avec option d'achat de 48 mois payable en 45 mensualités de 860 F, la première intervenant seulement trois mois après la prise en main du véhicule. Le dépôt de garantie initial de 8.200 F égal à l'option d'achat finale peut être couvert par la reprise éventuelle de votre ancienne voiture.

Modèle présenté : Renault 18 (millésime 1980). Prix clés en main au 18/02/80 : 32.800 F. Cette offre valable du 1/06/80 au 12/07/80 pourra également vous être proposée pour tous les modèles de la gamme Renault 18, millésime 1980. Coût total en cas d'acquisition : 46.900 F TTC. (*sous réserve d'acceptation du dossier)

Renault Bail, Société anonyme au capital de 150.000.000 F. Siège social : 51-53, Champs-Élysées - 75361 Paris-Cedex 08. RC Paris B 702 002 221.

RENAULT 18
RENAULT propose OFF

M. Henri Fiszbis

« Vous avez exprimé publiquement vos désaccords avec la direction du parti, tout en conservant vos fonctions de conseiller de Paris et de membre du bureau de la fédération communiste de Paris. N'est-ce pas contraire aux traditions et aux règles du parti communiste, qui ignorent le droit de tendance ?

« Elle réside, au contraire, dans le nécessaire effort pour adapter le fonctionnement du parti, dans le respect de nos principes d'organisation, aux besoins de la lutte des classes dans notre pays et à notre époque. Mais trop souvent, au nom du rejet des tendances, nous sommes conduits à nier la réalité. Le parti communiste est composé de militants divers — qui, à partir de choix communs, n'ont pas sur toutes choses la même opinion, parce qu'ils ont une expérience, une sensibilité, une vision, une démarche qui leur sont propres. Le parti est constitué d'hommes et de femmes ayant chacun sa personnalité : c'est ce qui fait sa force et sa richesse. Je déplore qu'on ait tant de mal à accepter cette richesse-là, et qu'on donne l'impression de la vouloir éliminer, qu'elle est si fertile. Le centralisme démocratique, c'est précisément le moyen, la majorité ayant tranché, que tout le parti agisse d'un même air cohérent et efficace. Il n'est pas d'objet de permettre la vie et l'action du parti, qui, par définition, n'est pas unanime en toutes choses. Or, son fonctionnement est aujourd'hui fondé, pour l'essentiel, sur l'unanimité. Lorsque la différence s'exprime, le parti l'accepte mal et ne réussit pas à l'intégrer dans sa pratique normale, comme l'a montré l'affaire de la fédération de Paris.

« Est-ce que la situation particulière dans laquelle vous vous trouvez n'incite pas à penser, malgré tout, que l'acceptation de la différence, ou, du moins, qu'il est forcé de la tolérer ?

— C'est l'aspect positif de cette affaire de Paris : la différence s'est exprimée et elle continue de se manifester. J'accepte, sans réserve, que le parti auquel j'ai adhéré librement décide de ce

que, collectivement, nous devons faire, mais personne ne peut décider à ma place de ce que je dois penser, ni de ce que, individuellement, je dois faire ou ne pas faire. Je suis resté membre du bureau de la fédération de Paris et conseiller de Paris. C'est donc en tant que dirigeant et élu communiste que j'exprime mes idées. Je respecte la discipline du parti et j'applique ses décisions. Cela n'implique pas que soit maintenue éternellement la pratique du secret, qui a été mon comportement, comme celui de tout le parti, pendant des dizaines d'années. En prenant la responsabilité de rompre avec cette habitude, j'ai la conviction d'un droit, ce que je dis dans les instances du parti, je ne me sens pas tenu de le cacher aux communistes et à l'ensemble des travailleurs. Il s'agit de la politique, qui concerne tout notre peuple. Les opinions que j'exprime dans cet entretien, je les ai exposées dans les réunions du comité politique, j'y participe, et nous aurons, aux réunions du bureau de la fédération, je pense que c'est en procédant ainsi que je serai au mieux des intérêts du parti communiste et que j'assume pleinement mes responsabilités de militant communiste.

« On a l'impression que vous êtes obligé de dire à l'extérieur du parti parce que la circulation de l'information est insuffisante à l'intérieur.

— Un parti de sept cent mille adhérents ne peut être informé que par des moyens d'expression publics. Il ne peut vivre en vase clos. La voie la plus normale, la plus efficace serait que la presse du parti assure complètement le cas. Je trouve cela nuisible et je refuse de me condamner au silence pour autant. Rien, d'ailleurs, dans les statuts, qui ne le permette. Pour ce qui me concerne, j'ai pour de désaccord ni avec les objectifs du parti, ni avec sa politique telle qu'elle a été définie par les congrès. J'ai, en revanche, un jugement critique sur la mise en œuvre de certaines orientations par la direction du parti. À l'approche de l'élection présidentielle et après la décision du comité central d'insérer dans la perspective de cette bataille, je me sens tenu d'exprimer mes préoccupations.

« Si vous êtes d'accord avec la politique définie par le parti, tout devrait être clair.

POLITIQUE

M. Henri Fiszbin

crédit de la direction, ce qui mécontente souvent même des camarades qui sont d'accord avec les décisions prises.

« Georges Marchais » a affirmé récemment, dans son article : « Vive le vingt-troisième congrès » (1), que nous ne bougeons pas d'un pouce par rapport au chemin tracé par le congrès. Mais ! ce n'est pas si évident. La pratique du parti sur les questions de l'union, les problèmes de l'Alliance, notre attitude à l'égard du mouvement des femmes, le soutien total apporté à l'intervention soviétique en Afghanistan, une vision des pays socialistes qui ne retiennent que des aspects positifs, la dégradation de nos rapports avec les partis se réclamant de l'engouementisme, notre initiative pour la rencontre des P.C. européens à Paris, autant de questions, que je ne veux pas développer, mais à propos desquelles se sont exprimées bien des interrogations. Ces interrogations sont considérées à chaque fois, par la direction, comme dues à l'insubordination des communistes ; il faut donc expliquer. Sans doute, mais le rapport entre la direction et le parti peut-il être un rapport purement

pédagogique ? La vie d'un parti communiste entre deux congrès peut-elle se réduire à un enseignement donné aux communistes par la direction ? Peut-on séparer les communistes entre « ceux qui comprennent » et « ceux qui ne comprennent pas », « ceux d'accord » et « ceux qui ne sont pas d'accord » ?

Les communistes ont des opinions ; certaines d'entre elles sont évidemment plus fondées que d'autres, mais la seule manière d'en décider, c'est la discussion démocratique. Nul ne peut prétendre a priori être seul porteur de la vérité et décider souverainement de ce qui est juste et de ce qui ne l'est pas. La discussion est le seul critère qui vaille en ce domaine. Le parti a besoin que tous les communistes puissent le faire bénéficier de leurs opinions et que leurs avis soient écoutés et entendus. C'est cela qu'il importe, me semble-t-il, de faire avancer aujourd'hui. C'est pourquoi je me refuse à présenter mes propres analyses politiques comme des solutions. Je revendique de la direction du parti qu'elle crée les conditions pour que chacun puisse s'exprimer dans la discussion.

que, chaque fois que l'électorale nationale, nous faisons le maximum pour que le « pas en avant » soit aussi important que possible.

Peut-on estimer que le rapport des forces en France, rendu possible une victoire de la gauche à l'élection présidentielle ? Si oui, à quelles conditions et comment y contribuer ? Peut-on considérer que l'essor des luttes populaires exprime un progrès de la conscience des conditions de changement ? Quelle signification donnerons-nous à l'appel à voter communiste ? Inviterons-nous à voter pour notre candidat, afin que soient levés les obstacles que les positions du P.S. opposent à l'union ? Nous ne tiendrons-nous pas à la proclamation que l'union est la base du seul chemin pour aller vers le changement, quelles que soient les difficultés (3) ? Quelle attitude aurons-nous par rapport au P.S. ? Allons-nous critiquer fermement mais calmement ses positions politiques, qui empêchent effectivement la réalisation d'une union solide, sur une base claire, et sans ambiguïté, tout en ne perdant

jamais de vue que la pointe de notre action est dirigée contre la droite et son pouvoir ? Allons-nous appeler les travailleurs à rendre cette union possible par leur vote comme par leur lutte ? Allons-nous — et ce n'est pas la même chose — continuer à parler de la « bande des trois », affirmant que « l'objectif du P.S. est le maintien des rapports de production capitalistes (4) » ?

Il faut que le parti réponde à ces questions. Il le doit pour le présent et pour l'avenir, pour dépasser les difficultés et les divisions actuelles, pour ne pas se laisser déborder de sa raison d'être et offrir aux luttes et aux aspirations de la classe ouvrière et des forces de progrès les perspectives claires et réalistes qu'elles attendent de nous.

(1) Le Monde du 13 mai.
(2) Le Monde du 23 avril.
(3) Rapport de M. Gustave Aumont devant la commission centrale, tenu le 27 et 28 mai (voir le Monde du 28 mai).
(4) Article de M. Jean Yver dans l'Éclair du 26-27 mai (voir le Monde du 18 mai).

La reconquête du temps : une idée neuve en politique.

La révolution du temps choisi

Préface de JACQUES DELORS

Nous sommes tous malades du temps : il reste une valeur bafouée, une liberté confisquée, une richesse bloquée. Il faut à tout prix le reconquérir. C'est une idée simple. C'est une idée neuve. C'est un véritable projet de société.

Une fâcheuse tendance au civage

Comment cela se passe-t-il lorsque, dans une instance du parti, qu'il s'agisse d'un point de vue différent, ou critique, ou interrogatoire la direction du parti ?

C'est difficilement reçu, et c'est cela qui m'inquiète, car cela a des conséquences redoutables. Il se développe, dans le parti, une fâcheuse tendance à la radicalisation des positions, au civage, des propos critiques sont émis. Des communistes découragés, se sentant impuissants à jouer un rôle constructif et se retirant sans bruit de l'activité militante. C'est le cas de nombreux dirigeants qui étaient et restent disposés à apporter à leur parti toute leur activité, mais qui, faute de pouvoir discuter normalement et s'exprimer librement, se trouvent mis sur la touche. D'autres, décident de quitter le parti, et pas seulement des intellectuels connus : le même phénomène, pour être moins spectaculaire, n'en existe pas moins dans les cellules d'entreprises. Malgré la bonne volonté des camarades qui restent actifs, une base de militants se matérialise, la participation des communistes à la plupart des décisions importantes est faible. Et on ne peut pas expliquer ces difficultés par les défauts de notre travail. C'est le rapport, dans le rapport qui a été présenté à la récente réunion des secrétaires régionaux, « soulignant que de nombreuses cellules ne sont pas actives et ne se réunissent pas, et il a rendu responsable de cette situation le « bureaucratisme » qui existerait en certains endroits (2). Ignorer ainsi les problèmes politiques et culpabiliser le parti ne conduit certainement pas au but proclamé. Il me semble tout aussi dangereux de compter sur le temps et sur la lassitude pour faire disparaître les questions et les remarques. Même si on y parvient, c'est le parti qui sera perdant.

— Votre parti semble se préparer à mener la bataille de l'élection présidentielle seul contre tous les autres. Est-ce votre avis ?

— Je remarque que, ces dernières semaines, toute une série de déclarations du parti et de ses dirigeants réaffirment que notre volonté militante demeure sans faille, que l'objectif reste le

changement le plus tôt possible et que nous voulons la réalisation de l'union de la gauche sur une base de classe et l'accession de ministres communistes au gouvernement. Je suis enclin à considérer qu'il s'agit, de la prise en compte des enseignements de la dernière période : la lutte n'est pas, à elle seule, une réponse à toutes les questions, et le parti communiste s'exprime à de graves difficultés s'il lâche, ne serait-ce qu'un tant soit peu, le drapeau de l'union. Mais il n'est pas possible de rester dans une sorte d'attitude défensive, car il ne subsistent les variations qui ont existé, ces derniers temps, d'un discours à l'autre, et la marge, parfois importante, entre ces discours et beaucoup de nos actes quotidiens. Il est urgent de donner des réponses claires et convaincantes aux questions que se posent les travailleurs.

« La volonté de changement reste une force, d'une vivacité étonnante. On constate au toutes circonstances. Mais les luttes économiques et sociales gagnent dans les consultations électorales. Ce besoin de changement se manifeste dans une certaine mesure, mais c'est une question de volonté que l'on peut appeler. Il n'y aura pas de changement réel sans mise en cause profonde de la domination des grands intérêts. Celle-ci implique l'avènement de la gauche à la direction des affaires politiques. Il n'y aura certes pas de « grand soir » électoral, apportant une solution définitive à tous les problèmes, mais il faut aussi pour avancer obtenir des victoires électorales.

« Oui, ou non, l'élection présidentielle peut-elle être une étape dans cette voie ? Son objet est l'élection du président de la République. Or, dans le rapport présenté au dernier comité central, je lis une phrase qui donne à penser que l'objectif du parti sera uniquement de populariser ses solutions et de rassembler le plus grand nombre de voix possible, le craint que nous n'ayons une attitude trépidante, en retrait, qui contredise les orientations offensives de notre parti. Nous devons nous battre pour que le changement que nous préconisons avance pas à pas dans les luttes quotidiennes, mais il faut aussi

LE CYBER 205 AU SOMMET DE LA PUISSANCE INFORMATIQUE

800 millions d'octets de mémoire centrale
32 millions d'octets de mémoire virtuelle
16 trillions d'octets de mémoire virtuelle
3,2 milliards de bits/seconde en traitement
102,4 milliards de bits/seconde de débit mémoire

Conçu pour résoudre des problèmes d'une nature et d'une dimension nouvelles, le CYBER 205 assure la continuité de l'engagement de Control Data dans la résolution rapide des problèmes les plus complexes tels que la recherche aérospatiale, le génie nucléaire, l'exploration pétrolière ou la météorologie.

Utilisant les technologies les plus avancées et doté d'une architecture d'avant-garde, le CYBER 205 offre des performances à la mesure des enjeux mondiaux.

CD
CONTROL
DATA

Rue de la République, 395, rue de la République, 75012 Paris Cedex 12 - Tél. : 541.71.55

COMME TOUS LES ANS EN ETÉ
LANGUAGE STUDIES
organise des cours d'anglais
à l'UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE
et maintenant également à l'UNIVERSITÉ DE BERKELEY (U.S.A.)

Ces cours intensifs en petits groupes durent 2, 3 ou 4 semaines. Les inscriptions sont ouvertes.

Pour tous renseignements concernant cours et hébergement, veuillez nous téléphoner au 33-1-33-70 ou nous envoyer un bon à l'adresse ci-dessous :

LANGUAGE STUDIES, 334, rue Saint-Hippolyte, 75001 PARIS.
Tél. : 33-1-33-70. Tr. 512.35 LSF PAR.

Nom, Prénom :
Age, profession :
Adresse :

Veuillez renvoyer une documentation sur les cours d'été.

PARIS-BOSTON SUR TWA

Le seul vol quotidien sans escale. Départ tous les jours 11 h 45

Vous plaire, ça nous plaît

TWA

TUBORG. LA BIÈRE DU SOIR.



IMPORTED BY TUBORG BEER CO. INC. NEW YORK, N.Y.

ÉDUCATION

UNE TOURNÉE DE M. BEULLAC DANS LE MORBIHAN

« De l'air frais et salubre dans nos établissements »

De notre envoyé spécial

Vannes. — La mer est calme au Morbihan. Debout sur la plage arrière du bateau des affaires maritimes, M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, explique à quelques journalistes de la région que « les projets d'ouvrages éducatifs et culturels (PACTE) (1), sont l'élément de l'environnement de l'élève ». A l'occasion, à Belle-Ile-en-Mer, le ministre prend le tête du petit cortège officiel (maîtres, sous-préfet, inspecteurs d'académie, etc.) qui gravit rapidement les marches du Palais pour atteindre le collège Stan-Poumlet. Un petit collège qui, malgré ses effectifs réduits (cent dix-sept élèves), vit à l'étroit dans d'anciennes bâtisses militaires non fonctionnelles.

« Où sont les professeurs, où sont les élèves ? » M. Beullac interrompait les présentations de la directrice pour s'engouffrer dans une salle de classe. Pour émus, des élèves de quatorzième continuaient à préparer des panneaux d'exposition pendant que leur professeur de français expliquait le

travail interdisciplinaire fait sur l'environnement et le patrimoine.

Dans cet établissement, un projet a été élaboré en début d'année scolaire, offrant aux élèves l'occasion d'entreprendre un travail socio-économique de l'île et de son avenir. Les enfants sont sortis du collège, rejoignant l'enseignement. Ils sont allés interroger des agriculteurs, des marins, des commerçants. Grâce à l'apport du PACTE et aux 1500 francs de subvention, nous avons pu réaliser une exposition que les touristes pourront voir à la mairie, et nous espérons imprimer un petit guide à leur intention. Les élèves de quatorzième, de cinquième et même « des classes pré-professionnelles (C.P.P.) » ont travaillé, le samedi après-midi et le mercredi, pour étudier si le seul secteur économique encore en développement dans l'île, le tourisme, leur permettrait, à l'âge adulte, de rester au pays.

Nouvelle traversée en vedette — Monsieur le ministre, vous venez signer le livre d'or du collège Stan-Poumlet, n'est-ce pas ?

Devant la porte du lycée d'enseignement professionnel (L.E.P.), quinze personnes sous une tente de toile de la FEN attendent le ministre. Pendant qu'un membre de son cabinet

écoute les doléances des manifestants, M. Beullac se fait expliquer le PACTE. « Nous avons choisi de participer à la restauration d'un château appartenant au conseil général, précise le conseiller, il ne s'agit pas seulement de fabriquer des lussures, puisque ce L.E.P. est spécialisé dans le bâtiment, mais de mettre en relation l'enseignement technique, l'enseignement général (les mathématiques et l'histoire) et artistique. »

« Bravo ! »

An total, cent cinquante élèves sur les quatre ont été concernés par ce projet, lors des études et du relevé sur le terrain, de la préparation et de la fabrication des portes et des fenêtres, ou, enfin, au cours du montage de l'exposition.

La ministre est content, il félicite la documentation qui, avec les clubs « photo et musique », a fait le montage et l'exposition. M. Beullac se déclare impressionné et semble satisfait que ce projet ait été mis en œuvre par des élèves de L.E.P. Il se tourne vers les professeurs. « Il s'agit de donner à nos élèves l'occasion de s'entraîner à la création, le point de la... »

que ce soit dans les domaines artistiques ou scientifiques, si l'on veut former des adultes qui ne se contentent pas de reproduire des modèles mais cherchent des voies nouvelles et savent prendre leurs responsabilités. » Pour le ministre, les PACTE qui ont été engagés dans près de deux mille cinq cents des sept mille lycées et collèges ont amené « élèves, professeurs, parents à se rencontrer et à travailler ensemble. Ils font passer un courant d'air frais et salubre dans nos établissements ».

La quatre-vingt-quatrième rencontre entre M. Beullac et la réalité scolaire était terminée. Les enseignants que je vois chaque semaine dans les établissements, par leur compétence et leur activité, semblent différents de ceux que l'on a tendance à décrire à Paris, remarque le ministre.

SERGE BOLLOCH.

(1) Institué par une circulaire du 20 septembre 1979, les projets d'activités éducatives et culturelles se sont substitués aux « 10 % pédagogiques » créés en 1973 (le Monde du 21 septembre 1979). Ces projets sont soumis aux conseils d'établissement par un ou plusieurs professeurs et leur réalisation est programmée pour l'ensemble de l'année. Les projets ne dépendent d'aucun contrôle extérieur sauf si leur mise en œuvre nécessite des moyens particuliers. Un dossier est alors adressé au recteur.

Témoignage d'une maîtresse auxiliaire suppléante

« Il ne s'agit pas d'être angoissé »

Organisée sur l'initiative de cinq syndicats d'enseignants du second degré (syndicats nationaux : enseignements de second degré et de l'éducation physique affiliés à la FEN, Syndicat national des enseignants techniques et professionnels - C.G.T., Syndicat national des collèges - indépendant), la quinzaine d'action dans les lycées et collèges (« le Monde » du 23 mai) a mis l'accent, à la fin du mois de mai, sur les problèmes des maîtres auxiliaires.

Nous publions ci-dessous un extrait du témoignage que nous adresse Mme Brigitte Maurer, maîtresse auxiliaire suppléante à Paris depuis 1973.

« Depuis la dernière rentrée de septembre 1979, j'ai effectué six remplacements, dans six établissements différents de la banlieue parisienne. J'ai eu toutes les classes, à l'exception des premières (et je voudrais savoir combien d'enseignants se sentaient d'attaque pour passer, du jour au lendemain, d'une classe à une terminale). Mais — chance ! — je n'ai été nommée que sur des classes de lettres, discipline correspondant à ma formation universitaire, et j'ai échappé au remplacement de « français-maths-travaux manuels », qui se profilait à l'horizon. J'ai eu quatre collèges pendant quatre... »

« Et, pendant cinq heures, sans livres, sans préparation, improviser des leçons sur les compléments circonstanciels, l'adjectif ou la troisième conjugaison latine, face à des élèves qui gesticulent le moindre de vos... »

« Et qui vous interrompent à tout propos pour dire : « Avec M. ou Mme W... on ne faisait pas comme ça... » Quinze jours ou trois semaines s'écoulent sans que vous ayez eu le temps de vraiment connaître les élèves et de faire œuvre pédagogique. Puis, un mardi soir, vous quittez le collège. Votre suppléance est terminée. Deux jours plus tard, le jeudi matin, vous serez renommée ailleurs. Entre-temps, il y aura eu le mercredi, jour de repos des enseignants. Mais ce mercredi-là n'apparaîtra pas sur votre feuille de paie : le hasard fait-il mai les choses, n'est-ce pas ? »

(2) Téléphone et voiture ne sont pas vraiment obligatoires, mais ils sont néanmoins nécessaires.

CORRESPONDANCE

Faut-il nationaliser l'ESSEC ?

Après la publication d'un article dans le Monde du 28 mai (« Faut-il nationaliser l'ESSEC ? »), la direction de l'ESSEC a reçu de nombreux lecteurs des avis et des conseils. Nous vous en faisons un résumé.

Des informations, diffusées à l'initiative d'un parti politique et reprises dans certains quotidiens, ont fait croire que l'ESSEC était en train de demander sa nationalisation.

L'ESSEC est une institution privée et entend le rester. C'est pourquoi, comme toute entreprise, elle connaît les mêmes problèmes, elle emploie actuellement à résorber, par une compression de ses coûts de fonctionnement, un déficit d'ailleurs très inférieur à celui évoqué et dont les causes résident essentiellement dans une insuffisance de ressources.

L'ESSEC rappelle à ce sujet que, malgré les démarches entreprises auprès des pouvoirs publics depuis plus de dix ans, l'enseignement supérieur privé de caractère professionnel ne bénéficie à ce jour, contrairement aux autres ordres d'enseignement (primaire et secondaire, d'enseignement régulier légal d'ailleurs), de ce fait, les établissements qui en relèvent doivent vivre avec des droits de scolarité déjà élevés et le poids d'une taxe d'apprentissage, dont la part réservée, en particulier, à l'enseignement supérieur ne cesse de se réduire.

Ainsi, se trouve mise en question, avec leur liberté, l'existence même des grandes écoles privées dont la contribution à la formation de cadres de haute qualité est pourtant reconnue. Au-delà des difficultés financières de l'ESSEC, il y a là un problème qui appelle, d'urgence, une solution législative ou réglementaire susceptible d'assurer la survie de ces établissements, en respectant leur caractère propre.

« Un nouveau président à l'École des parents — M. Christian Prieur a été élu président de l'École des parents et des enseignants (E.P.E.). Ancien directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie, directeur du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles, M. Prieur remplace M. Jean de Marillac, élu président de la Fédération nationale des écoles des parents et des enseignants.

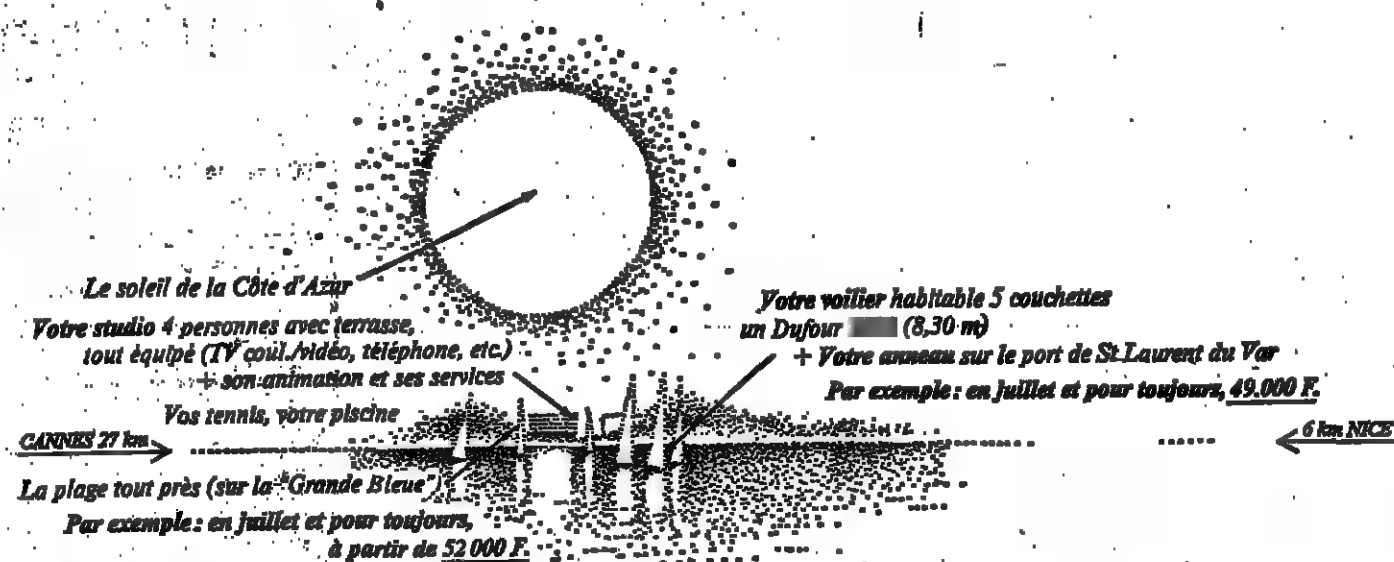
Reconnue d'utilité publique, l'E.P.E. est une association de pédagogie familiale qui a pour but d'assurer toutes les activités d'information, de réflexion et de formation auprès du groupe familial. Elle organise notamment un service gratuit de renseignements par téléphone (Inter-Service-Parents, tél. : 788-51-52).

APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

COURS SPECIAUX PETITS
* Idéal confortable et économique le même logement.
* 5 heures de cours par jour plus de 10 heures de pratique.
* Petite groupe (maximum 10 étudiants).
* Enseignement des langues (français, anglais, espagnol, allemand, italien, japonais, russe, chinois, arabe, etc.).
* Possibilité de séjourner dans une famille anglaise.
* Séjour de 4 semaines, 8 semaines, 12 semaines, 16 semaines, 20 semaines, 24 semaines, 28 semaines, 32 semaines, 36 semaines, 40 semaines, 44 semaines, 48 semaines, 52 semaines.
* Renseignements :
RESEAU ANGLAIS
CENT, 2, rue de la République
Tél. : 788-51-52
ou : 788-51-53
ou : 788-51-54
ou : 788-51-55
ou : 788-51-56
ou : 788-51-57
ou : 788-51-58
ou : 788-51-59
ou : 788-51-60
ou : 788-51-61
ou : 788-51-62
ou : 788-51-63
ou : 788-51-64
ou : 788-51-65
ou : 788-51-66
ou : 788-51-67
ou : 788-51-68
ou : 788-51-69
ou : 788-51-70
ou : 788-51-71
ou : 788-51-72
ou : 788-51-73
ou : 788-51-74
ou : 788-51-75
ou : 788-51-76
ou : 788-51-77
ou : 788-51-78
ou : 788-51-79
ou : 788-51-80
ou : 788-51-81
ou : 788-51-82
ou : 788-51-83
ou : 788-51-84
ou : 788-51-85
ou : 788-51-86
ou : 788-51-87
ou : 788-51-88
ou : 788-51-89
ou : 788-51-90
ou : 788-51-91
ou : 788-51-92
ou : 788-51-93
ou : 788-51-94
ou : 788-51-95
ou : 788-51-96
ou : 788-51-97
ou : 788-51-98
ou : 788-51-99
ou : 788-51-00

Si vous rêvez de posséder une résidence sur la Côte d'Azur à 2 pas de la plage, sur un port de plaisance, avec, en option, un grand voilier habitable,

ne rêvez plus, regardez!



ne rêvez plus, écrivez-nous!

Avec 5.050 F à la réservation et un crédit de 80 % sur 7 ans, vous pouvez :
- votre rêve et celui de votre famille
- un studio (4 personnes) + un voilier (5 personnes)
- un anneau sur le port + tous les avantages de la Côte d'Azur,
- juillet et pour toujours, à partir de 101.000 F

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ TÉL. _____
Je désire recevoir sans engagement des précisions sur :
- la région et son environnement ☐
- le programme HISTOIRE-MARINE ☐
- les périodes : JUIN/JULIET/ AOÛT/ SEPTEMBRE/ "3 saisons" (été/hiver) ☐
- le studio 4 places (65 m²) ☐
- le 2 pièces 8 places (49 m²) ☐
- le voilier habitable 5 couchettes ☐
- les services para-hôteliers et l'animation ☐
- l'organisation juridique de la formule ☐
- les différentes modalités de paiement ☐
- le montant des charges communes ☐
- la gestion locative par Sogétour et si j'utilise pas ma période ☐
- la location à "titre d'essai" ☐

Je désire prendre rendez-vous avec le responsable du programme ☐
Je désire visiter le programme ☐
Cacher la ou les cases qui vous intéressent. Ce document n'est pas contractuel. Valable jusqu'au 30 juin 1980.

Hôtel Marine

une réalisation du Groupe SAINRAP ET BRICE
Renseignements et ventes :
SOGÉTOUR
90, Champs-Élysées 75008 Paris
tél. (1) 552 15 01

COURS MINERVA SAINT-LAZARE

Enseignement privé
à 100 mètres de la gare
Saint-Lazare
75, rue d'Anjou,
75008 PARIS.
Tél. : 367-34-63.
3^e, 2^e, 1^{re}, terminales
Classes à petits effectifs
Laboratoire physique
soins naturels

HISTORIENS ET GÉOGRAPHES

Le numéro 278 le point sur la campagne menée depuis 1976 par l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie (A.P.H.G.) pour la défense et la rénovation de l'histoire et de la géographie dans les lycées et collèges.

Adresses :
Jean PETROT, Garder le cap...
Robert TISON, sur l'enseignement de l'histoire et de la géographie...
Robert FOISSIER, l'environnement au Moyen-Âge...
François AUDIGIER, Recherches en humanités...
Alain REYNAUD, Georges ROQUES, Un essai d'analyse urbaine...
Daniel-Jean JAY, La... et le monde ouvrier.

« Association des Historiens et Géographes »
adressé à :
HISTORIENS - GÉOGRAPHES
c/o Helié
B-P. 31, 91001 EVRY CEDEX.
Pour mieux connaître l'A.P.H.G., ses combats et ses propositions pour que l'enseignement de l'histoire et de la géographie retrouve sa place dans l'enseignement technique et agricole, pour tous renseignements concernant adhésions et abonnements, écrire à l'adresse ci-dessus.

La vidéo gagne du terrain

ISABELLE HUPPERT

LEO MONORI

JAN NOWICKI

UN FILM DE
MARTA MESZAROS

SAUMONT D'ARLON

LES FERTILIÈRES

SELECTION
OFFICIELLE
FESTIVAL
CANNES 1980

musical

ENTASMES 76-80

ENTASMES 76-80

Cinemas

[illegible][illegible]

L'amant
le mieux
payé
de Hollywood
pris
dans une
affaire
de mœurs
et de
meurtre.



American Gigolo

Paramount Pictures présentent une production Freddie Fields - un film de Paul Schrader
Richard Gere dans "American Gigolo" - Lauren Hutton - Producteur exécutif Freddie Fields
Produit par Jerry Bruckheimer - Musique composée par Giorgio Moroder
Écrit et réalisé par Paul Schrader
Le chemin "Dolby" est protégé par Dolby - Son original du film enregistré sur disque et cassette Dolby

**LA VARENNE Paramount - COLOMBES Club - BOUSSY ST ANTOINE Buxy
ORLY Paramount - VERSAILLES Cyrano - CRETEIL Artel - NOGENT Artel
ARGENTEUIL Alpha - POISSY UGC**

Des marges (*)

[illegible][illegible]

HERITIERS, film non

[illegible][illegible]

(339-22-44); Miramar, 14°
 (339-32); Mistral, 14° (339-
 22); Magic-Convention, 15°
 (339-44); Caméo, 9° (245-
 22); Murat, 16° (651-
 22); Secretan, 19° (308-
 22).
 NOS-MOI L'AMOUR.
 américain de C. Vinomat
 (v.f.). U.G.C.-Mar-
 se (225-18-48); U.G.C.-
 de Lyon, 12° (343-61-29);
 ral, 14° (338-32-43); Pa-
 renon, 14° (329-82-11); CH-
 roché, 12° (632-46-01);
 rade, 19° (206-71-23).
 ARNO, film italien de
 Martino (v.f.); Bez-
 (335-83-93); Ermitage, 7°
 (25-71); Mistral, 14° (338-
 22); U.G.C.-Gobelins, 12°
 (32-44).

Iron Finger, de F. Fukuda: 21 h.;
 Fantômes japonais, de K. Toyoda.
 LUND 17 JUIN
 15 h.: Les maîtres de la
 classe, de C. Autant-Lara: 17 h.:
 Les maîtres de la classe, de C. Autant-Lara.
 japonais, de M. Szarvas: 19 h.: cinéma
 japonais, de Les Funérailles en
 de T. Matsumoto. 17 JUIN

Les exclusivités
 L'ALBUM DE MARTIN SCORSESE
 (A. v.o.): de B. de Bala, 8 (337-
 87-10).
 APOCALYPSE NOW (A. v.o.) *:
 Transférer, 8 (272-84-54).
 AU-DELA DE LA GÉNÈSE (A. v.o.) *:
 Q. Quintessen, 8 (338-40-10). Am-
 bassade, de G. Gershwin, 13 (335-
 14) (233-59-11). de V. D. O.G.C.

J. VALLÉE (CRAQUEUR (Fr.): U.G.C.-
 Océan, 8 (325-71-08). Biarritz, 8
 (702-88-23). Caméo, 8 (246-58-48).
 LE JOUEUR DE LA FIN DU MONDE
 (A. v.o.): Paramount-Opéra, 8
 (745-56-91).
 JOURNAL D'UNE MAISON ** CORRECTION (Fr.): 13: Paramount-
 Matinée, 8 (336-40-40). Métropole,
 9 (882-75-90). Paramount-Gala, 12
 (880-16-03). Paramount-Mont-
 parnasse, 12 (880-16-03).
 12: Paramount-Mars, 11 (800-34-25).
 KRAMER CONTRE KRAMER (A.
 v.o.): Quintette, 8 (334-35-48).
 Le monde, 8 (335-25-35). (v.o.):
 Imperial, 8 (742-72-35). Opéra, 8
 (501-11-89). Montp., 8 (332-18-45).
 Pathé, 14 (332-18-45). 15: 8 (881-
 86-73).
 ELIAS (A. v.o.): Paramount - Métro,
 17 (788-34-36).

MARIGNAN PATHÉ == - QUINTETTE vo - GAUMONT HALLES vo
 RICHELIEU GAUMONT vf - CINÉMONDE == - LEVITTATINE
 PATHÉ == GAUMONT CONVENTION vf - GAMBETTA vf - FAUVETTE vf
 BELLE-ÉPINE Pathé vf - CHAMPIGNY Métropole vf - EVRY
 ENGINHE Le Français vf - VALÉRY Complex vf - VERSAILLES Cyrano vf
 ROSNY Artel vf - RUEJ Artel vf

Frères, Rebelles, Hors-la-loi

LONG RIDERS

Le Gang des Frères J...

FESTIVAL DE CANNES 1973

THE LONG RIDERS

DAVID CARRADINE - KEITH CARRADINE - ROBERT CARRADINE
JAMES KEACH - STACY KEACH DENNIS QUAD - RANDY QUAD
MICHAEL GUNN - MICHAEL GUNN RY COODER
TIN ZINNEMANN - WALTER HILL
BILL BRYDEN, STEVEN PHILLIP SMITH, STACY & JAMES KEACH
JAMES ET STACY KEACH TECHNICOLOUR

SECRET

Les chansonniers

Les chansonniers

THEATRE DE LA REPUBLIQUE (278-44-55), 21 h., mat. dim. 15 h. 30 : Sans... avec... con... dialogue... plus possible.
DEMAISON (606-10-...), (Mer.), 21 h., mat. dim. 15 h. 30 : Pétrole... éne (derr. le 14).
Comédies musicales
BOUFFES-PARIISIENS (236-80-24), V. S. Mar. 21 h. : ... Mer. Sam. et Dim. 15 h. : Phil-Phi.
RENAISSANCE (208-18-00), à partir du 14. V. S. 20 h. 45. Sam. 14 h. 30. Dim. 14 h. 30 et 18 h. 30 : Un de la Canebière.

Les music-halls

BOBINO (324-74-84) (D. L.), n. h. 45 :
 Pipin's odeurs.
DU NORD (239-34-30) (D.),
 20 h. 30 : **SAVANA MARIN**
 CENTRE D'ART CELTIQUE
 97-62, n. h. 11, 12, 13, 14, & 20 h. 30 :
COMEDIE CAUMONTAIN (742-48-41)
 (D. L. mer.), 23 h. m. s. d. n. s.
 10 h. 30 : **SAVANA MARIN**
 Fochs.
DUSOIS (584-73-08), n. h. 11, 12, 13,
 14 : **SAVANA MARIN**
FIAP (589-92-15), le 13, & n. h. 20 :
 P. Maeter.
GALEEN PARNASSE (232-16-15)
 (D. L.), 20 h. 30 : **P. Abrial**
GALEEN PENTURE-PAIANCE (20-09),
 n. h. 17 : **SAVANA MARIN** & tradi-
 tionnelles & Roumaine (à partir
 n. h. 17)
JARDIN DE BEAUBOURG, n. h. 11,
 23 h. : **Rutys**, J.-H. Dupré, Les
 Marchandises & n. h. 20 :
 J. Monon, J. Chelton.
OLYMPIA (742-23-45), n. h. :
 23 h. à la partir du 17.
LA FOLIE (276-11-89),
 n. h. 12, & 23 h. : **J. Vassé**.
PORT DE SAINT-MARTIN (607-21-37)
 (D. L.), n. h. 12
 & Splendid.

THEATRE D'EDGAR (322-11-03) (D.),
20 h. 45 : Tallia.
THEATRE LUCERNAIRE (544-57-34)
(D.), 22 h. : Les Femmes Bana-
nieres, 22 h. 30 : Lafaille.
THEATRE MONTFARNASSE (320-
89-00), 22 h. 30 : Daniel Laine.
THEATRE 13 (226-47-47), les 12, 13,
14, 15, 20 h. 30 : Mammouth Lounge.

Jazz, pop, rock, folk

[illegible]

GOLF BROUOT (?70-47-38). Je 14
6-22 H. EUST.
VILLE (34-84-13), le ■■■■
Economyette (■■■■) (folk d'A-
■■■■)
OLYMPIA (742-13-98). ■■■■ ■■■■

PALACE (248-10-87), le 11 et 20 h :
Golf et Tennis Club
Golf et Tennis Club 13 20 h :
J. White & P. Black ; le 15 et
16 h : J. White & P. Black ; le 16 et 20 h : M. D.
V.P.S., le 17 et 18 h : M. D.

PALAIS DES SPORTS (838-60-90), le
11 et 20 h : J. White & P. Black ;
Zappa 19 h ; le 17 h : Fleet Town
Mae ; le 17 et 21 h : Devo ;
le 21 h : J. White & P. Black ;
614-Rock City (807-49-93),
le 11 et 20 h : J. White & P. Black ;
Waves.

PITCO JOURNAL (312-58-00). 20 h :
The New Sensations Band ; le
15 et 16 h : New Orleans Wanderers ; le
15 et 16 h : The New Sensations Band ;
Quintessence ; le 17 h : Trio de Trompe-
tes ; le 17 et 18 h : Quintessence ;

La danse

CINEMA (1985-01-06), 20 h. ■
■ L.: Kolyssatan.
CEYTEX SAOÛT, 12 h. ■
■ L.: Ceytex en mouvement.
ESPACE MARAIS (178-76-14) (L.).
18 h. ■ 30 D. Dupuy (Jusqu'en 14).
GOSWAMI (181-22-01), 8 h.: Poon
Goss Gans Company (Jusqu'en
14).

THEATRE OBLIQUE (353-02-96)
(D., solt, Mar.), 20 h. ■ mat. Dim.
■ L.: Q. B. Hachon.

MARCELLE (388-34-44), 12 h. 14,
18 h. ■ 20 h. ■: Théâtre de la danse
Marmel.

THEATRE NOIR (1797-85-14) (D.,
L.), 20 h. 30 : Jacques Legier.

Pourquoi la France déteste-t-elle Malthus ?

La France... l'Union soviétique, l'un... pays du...
...et... l'Essai sur...
principe de population sont plus...
universellement détestés. L'U.R.S.S.,...
l'enseignement... Marx...
Lénine, rejette a priori...
malthusien, l'idée qu'il...
tendance naturelle... popula-
tions... plus vite...
optimisme révolutionnaire...
tionnaire postule... travail...
développement... forces
productives... régime socialiste
entendu. En France, domine de
façon... aussi déterminée et non
officielle, un antimalthusianisme

Debré, sur le monde patriotique, **Une doctrine contestataire**

Sauvy, pour des raisons économiques, Pierre Chaunu, dans un style plus religieux, mais bien plus fervent, soutiennent la lutte de natalité contre. Ils ont eu un parfait succès avec la loi française, qui précise : *« Toute propagande tendant à retarder l'âge de qui n'a nullement été abrogée »* ne peut en 1974, lors de la légalisation de l'avortement en France, être considérée comme de la libéralisation de la contraception. On s'écartera de la conclusion de la loi de 1969 « n'ailleurs pas empêché l'effondrement de la natalité », France comme dans le reste du monde occidental développée.

Dans ce contexte de crise démographique et de traditionnelle hostilité nationale au malthusianisme, la tenue à Paris, du 10 au 12 mai, d'un colloque « Europe hier / aujourd'hui », organisé par des Français, FR, a FR participation britannique, a pu paraître une provocation, FR s'il s'est agi en fait d'une confrontation purement scientifique « universitaire, sans arrière-plan militant » (2).

Cette réunion a été accompagnée d'un colloque sur la publication d'un **Annuaire** biographique et d'une première édition française de la **Revue de la Démocratie**, revue de **principe** de population, de la plus polémique, la plus laïque, la plus anti-française d'après moi.

Car **Marx** Mathus qui n'est ni **Marx** la France et non l'inverse. Publié en **1910**, au lendemain du **Terror** jacobin, ce **la** **Revue** d'une guerre totale contre la **France** et contre la France napoléonienne. **Revue** sur l'Etat, sur la philosophie, sur **Lumières** qui inspire les révolutionnaires, et **Revue** leur en un critique radicaux. Condorcet, **Revue** un **Annuaire** de l'histoire, des progrès, l'esprit humain, **Revue** autant que **Revue** Godwin, la

(1) Let du 28 décembre 1967, art. 3.
 (2) Congrès international de démographie historique : Malthus hier et aujourd'hui. UNESCO, 1968, II, 102 pages en français, 78007 francs.
 Avec la participation de M. Godelier, P. Laslett, P. Maillard, E. Korten, E. van der Walla, M. Perrot, X. Charbit, M. Flinn, J. Wolff, N. Keyfitz.

noir ■ Malthus. D'où l'image persistante d'un pasteur démographe, réactionnaire ■ pessimiste, ■ le spectre de la famine ■ l'espoir ■ progrès.

William Petersen, démographe américain, veut redresser ■ Malthus, ouvrage brillant, ■ représentatif ■ schématique, ■ d'un homme était d'un idéologue dépressif ■ résigné : un réformateur libéral, progressiste, un personnage du dix-huitième donc, mais incapable, la ■ utopistes de son temps, ■ nier l'existence ■ certaines contraintes naturelles ■ économiques.

Une doctrine contestataire

Palais souligne que, jusqu'à Malthus, les autorités « populationnistes ». Du croisement **« multiphasé »** biblique au mercantilisme coibentien, le pouvoir, religieux ou politique, toujours plus d'hommes, pour témoigner la puissance de l'Eglise ou de l'Etat. La doctrine de Malthus est contestataire. Elle est, dans le domaine démographique, l'équivalent de celle d'Adam Smith en économie politique : un rejet de l'Etat, une affirmation de l'individu et de son autonomie. Pour Malthus, le famille doit d'être un pion dans le jeu des puissances, une ration-

nellement pour son propre bien-être en limitant sa fécondité. Et, s'il s'oppose à l'assistance des déshérités par l'État, c'est parce qu'il estime qu'elle n'aboutira qu'à une multiplication de la misère, le nombre des pauvres s'alonge et hausse au niveau légèrement supérieur au sub-
 Petersen tire inutilement
 interprétation le sens du
 néo-libéralisme américain actuel,

Le maître d'œuvre de Pierre Chaunu, convaincu, Histoire et Imagination, La Transition est paradoxalement l'ouvrage où l'auteur, lorsque celui-ci affirme le lien entre libéralisme et mathématiques d'une part, autoritarisme et populisme d'autre part, le fait avec une abondance de citations et une conclusion du complot contre la natalité, Chaunu, ras de nos maîtres historiques, emploie, malheureusement, aujourd'hui, un langage violent et intolérant, fatigué ou fati. Les jeunes ne sont actuellement en âge de procréer, mais qui se se reproduisent pas assez et assez bien, pour lui, pas assez, pas assez, d'ailleurs, d'un retour à un état d'équilibre, d'un

« génocide ». Le régime semblait, qui la limitation de l'impérialisme était une idéologie impérialiste qui fut l'humanité », « la politique d'impérialisme d'agression et l'extermination ».

nation = **un** qui voyait dans « les
 lesquels **monopoles américains**...
 du cannibalisme » pour
 d'un **plan démoniaque** d'ex-
 termination **paupies** ». A
 Chanu **la chute** la
 à un
 en provenance **Etats-Unis**,
 relayé **amplifié** par la Républi-
 allemande,
 européen du malthusianisme
 ricain,

l'association trop simple libérale-malthusianisme, alors que le malthusianisme n'est qu'un réalisme démographique généralisé.

Le point de vue de la population est d'ailleurs parfait, et la théorie de la population est absolument mathématique. On a prouvé que si la population est à un niveau constant, la population prédéterminée, la population stationnaire permet d'atteindre ou de réaliser la fin de l'histoire, la fin de l'histoire, c'est-à-dire l'Etat chinois, qui ne peut pas pour un moment du libéralisme à l'anglo-saxonne, une politique économique nauséabonde, organisée en ménage, cret qui assés réaliste. Mais les allocations familiales inversement proportionnelles au nombre d'enfants, ou quoi faire Michel Debré.

Le remarquable français
sur le dix-neuvième
(dix-neuvième-vingtième siècle) mo-
narchique à la gauche révolution-
naire française des années 1830-1848
millia avec passion pour le
des années 1830-1848
contre les ténements, embaumés
alors du libéralisme britannique.
Peterson a donc parfaitement
raison d'affirmer que « les
français du dix-neuvième adop-
tent l'anglais ».
considérant qu'une population
est une dépendance
« la nation ». On ne fera
pas
Malthus
droit, non plus qu'au
suisse.

Leur doctrine de population est leur propre. Elles ne pas les simples des idéologies politiques. Elles ne sont pas non plus les simples de la. Au même bu Malthus s'emploie les idéologues français, les populations françaises s'embarquent résolument dans l'aventure malthusienne, imitant leur fécondité avec un siècle d'avance les nations européennes. C'est que'elle fut, la première, que la France. Malthus. Les doctrines sociales sont plus négations, représentations et réalité.

EMMANUEL TODD.
sur le principe de population, traduction d'Eric Vilquin, Institut démographique.

A LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Une vie inconnue, une pensée déformée

[illegible]

de ne pas avoir l'un ou l'autre fondement de l'économie politique, avec Adam Smith et David Ricardo, et de faire de Keynes, le plus grand des économistes de nos jours, ses contemporains comme pour les nôtres, le responsable de l'erreur sur le principe de population. Les éditions suivantes ont corrigé ces erreurs, mais les expressions *1817* et *1890* ont fait disparaître — 1798, 1807, 1817, 1828... — comportent des variantes, des addenda qui sont autant de reproches directs ou indirectes aux furieuses attaques, maintes fois justifiées, dans Mathews fut l'objet. Ainsi le trop célèbre *banquet* du banquet (où sont refusés « par *la* ») n'est pas complet, ne figure pas dans la *compte* des *la* mais *la* silvantes.

L'exposition est trop dense, dans l'espace ~~francien~~ qui lui est ~~cédé~~ — elle comporte un total de ~~dix-neuf~~ quatorze numéros, — pour qu'il soit possible de ~~réviser les points de la série de tous les~~ contestataires, qu'ils ~~aient~~ éprouvés, comme George Ensor ou John Weyland, ou poètes

[illegible]

l'initiation au nombre
 tout.
 libérale.
 France au début
 siècle au illustré par la partie
 la plus spirituelle et la plus
 l'exposition. Un hommage
 particulier rendu à la mémoire
 Paul Robin (1837-1913). Con-
 tait une série de conférences
 sur l'avenir du socialisme.
 français, signataire
 brochures.
 d'ardent propagandiste Paul
 Humbert.
 journaux, de libelles, d'affi-
 numéros de l'Assiette de Beurre
 leurs caricatures féroces, et
 de la débauche.
 Doué, Jean-Baptiste Clément.
 Les ! C'était chanter trop tris-
 encourage par une in-
 croyable de «répopulateurs»
 par leurs ouvrages, la répression
 de la débauche.
 Béranger, par la terrible du
 juillet 1920. on peut lire
 la publication au
 Journal officiel.

JEAN-MARIE DUNOYER.
★ Bibliothèque nationale, Salon
Jusqu'au 26 juin.

HISTOIRE

Il y a trente-six ans...

LE MASSACRE

D'ORADOUR-SUR-GLANE
M. [redacted] Plantier, [redacted]
aux anciens combattants.
a présidé le [redacted] 10 juin
cérémonies annuelles [redacted] mas-
sacre d'Oradour-sur-
(Haute-Vienne), perpétré en 1944
par une unité de la division Das
Reich et qui fit six cent qua-
rante-deux victimes, dont deux
cent cinquante-quatre enfants.

Un livre interdit de vente

(De notre correspondant.)

Limoges. — En janvier dernier, M. Constans, député communiste de Haute-Vienne, protestait auprès du ministre de la culture pour la communication de l'autorisation de diffusion d'un livre de l'écrivain d'Oradour-sur-Glane, intitulé « Faysard ».

Mme Constans avait demandé nettement de faire reconnaître le village-martyr d'Oradour, scandaleusement contraire à la « politique » historique qui s'est imposée aux habitants d'Oradour.

En réponse, le ministre de la culture et de la communication a déclaré qu'il a donné au sujet de la destruction de l'ouvrage en cause dans l'enceinte même du village d'Oradour. Ses instructions ont été immédiatement exécutées. Le livre a été retiré du comptoir de la bibliothèque nationale et les documents historiques. L'enquête, par ailleurs, a prescrit sur la responsabilité éventuellement en cause. — M. S.

[illegible]

AVEC LA NOMINATION D'UN NOUVEAU RESPONSABLE

La direction du contre-espionnage est réorganisée au SDECE

■ direction du contre-espionnage (C.E.I.) a été réorganisée au Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), les services secrets français. Un nouveau chef de ce service, le colonel Jean-Albert Singland, a pris ses fonctions. La section « sécurité » du C.E.I. de l'action passée — jugée « dépréciée » — pendant ces jours — vivement critiquée par ■ nombreux agents, ■ officiellement disparu. Dans le même temps, de jeunes officiers, aux méthodes de travail — à l'état d'esprit différencié — les précédentes, ont été recrutés.

la direction du renseignement (SRI) et s'occupe de remettre à l'extérieur des informations de tous ordres et dont le nouveau chef, le colonel Alain de Gauguier, de Marolles, avait été désigné à l'automne dernier (1979). Le CSE est l'une des grandes directions opérationnelles internes au SDECE. Sous la tutelle administrative du ministère de la Défense, le SDECE est en réalité un organisme interministériel que M. Alexandre de Marenches dirige depuis dix ans maintenant avec l'assurance de rester jusqu'à l'élection présidentielle de

De nombreuses servitudes professionnelles, plus ou moins bien acceptées de ses membres, passent sur le C.R.E. ainsi qu'il résulte de l'ingénue, et c'est-à-dire, la lutte contre les infiltrations étrangères, et le contrôle permanent des sources utiles, etc. Le R.R. manipulation d'agents d'influence, d'intoxication et de « désinformation » (2) de l'opinion publique, le génère de Jan-zy et le colonel de la 1^{re} division d'agents du S.D.R.C.E. (agents et informateurs) de tous ceux qui leur semblaient s'écarter d'une ligne communément admise.

Le C.E. coopère ainsi avec la Direction de la surveillance du territoire (D.S.T.) et avec la Direction des renseignements militaires sur le sol national. Il a organisé un groupe opérationnel spécialisé dans l'antisubversion (G.O.S.A.). André Barman, président du C.E., a des activités débordant, parfois, sur celles d'autres organismes relevant, par exemple, du ministère de l'Intérieur. Il est, en outre, très actif dans le milieu de la presse et il en existe parmi les membres

Dans leurs critiques, les agents du SDSCIS concernés n'ont pas hésité à dénoncer, au même titre que le C.E., même du C.E. et l'existence, en son sein, de la section « sécurité » (en abrégé la section S) animée par le colonel André Barman. Au sein adjoint, le lieutenant-colonel de Saint-Rémy.

Le colonel Camus est, bien involontairement, l'un des héros de la série de romans de l'écrivain Albert — du livre que Gilles

Perrault a consacré l'affaire Eugène Rousseau, ce chef de file du mouvement de la gauche de 1970 de trahison et d'intelligence avec des agents yougoslaves, et libéré dix-huit mois après une condamnation à quinze ans de prison par la Cour de sûreté de l'Etat. Le capitaine Albert, un maniaque du contre-espionnage qui aurait fait avouer père et mère avait été chargé par son commandant de la surveillance de « baroques », « légères », « nantes » ou « ... » par l'auteur du livre sous le titre

Progressivement la section S
est à l'émancipation et, si
qui, prenant une relative
autonomie, elle agit en son
français, est devenu un Etat dans
l'Etat. Des membres du S.R. ont
été nommés à la tête de sections
plus profonde envers leurs col-
lègues de l'autre direction :
certaines ont été chargées de
l'étude et du développement du
contact, les hommes du renseignement
tolèrent mal le contrôle besogneux

rior a recruté une nouvelle généra-
tion de jeunes officiers qui
ont repris les traditions de l'ancien
et qui, ayant été formés à d'autres
méthodes de travail, sont, au
départ, de moins, plus proches
des milieux collectifs, plus
systématiquement méfiants et
moins empêtrés dans l'excès de
détail que les anciens. Ils ont
perdu de tradition, des services secrets.

Cette militarisation de l'en-
chaîne au S.D.E.C.E. reste néan-

La 1^{ère} mission consiste à remettre le C.E. sous l'autorité de la direction générale du SDECE, à laquelle il n'aurait plus à se soustraire.

Avec le départ de ces responsables, la section A du service des Cnamx, qui n'a pas été remplacée, la section S a été dissoute. Sera-t-elle reconstruite ?

Sensation. Le temps que s'apaisent les ressentiments ? Il ne semble pas que ce soit à l'heure actuelle l'occupation de la direction générale du SDCEM, même si les services français, de ceux qui ont quitté le pays ou de ceux qui restent, en font leur production, ce cessant, depuis les cinq dernières années notamment, de subir de très nombreuses critiques ou des menagements internes.

Le SDCEM éprouve l'obligation d'attirer des fonctionnaires civils de quarante à quarante-cinq ans, et de recruter aussi un directeur adjoint au chef de service, qui sont, à 70 %, monopolisés par les militaires. Les derniers recrutés, les moins bien préparés à leurs fonctions. Mais leur prédominance aux postes clés est une garantie positive. Elle évite du même coup la rareté des civils — risque de détourner le SDCEM vers des missions de type militaire — et assure la continuité des missions avec les « bureaux »

Un ancien du S.R.

Un nouveau chef du C.E. a été désigné : le colonel Jean-Albert Singlard, colonel et ex-202, sera l'assistant technique et officier de réserve actif en 1948 dans l'armée active au dont le colonel remonte à 1978.

d'exploitation du renseignement militaire.

JACQUES ISNARD.

(1) Un tel traitement maniplé des informations à l'étranger.

Il y a certainement une dissimulation de la vraie situation des renseignements militaires par un adversaire.

Le budget de la recherche civile devrait s'accroître de 18. % en 1981

Le projet de budget pour 1981 prévoit un effort exceptionnel dans le domaine de la recherche scientifique et pour les grands programmes de développement, indiquant, dans un communiqué, le conseil des ministres du 4 juin. Les premières précisions rendues par le ministre de l'Agriculture, dans un contexte budgétaire général serré, la recherche scientifique et technique bénéficiera d'une priorité nette : les autorisations de programme de l'enveloppe globale de 1981, inscrites dans le projet qui sera soumis au vote du Parlement, croîtra de 20 % en francs courants. Et l'ensemble du budget civil de recherche de 1981 devrait atteindre quelque 12,5 %.

La recherche scientifique, 55 à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, et 38 à l'Institut national de la recherche agronomique. C'est mieux que ce que prévoyait les décisions du conseil des ministres de la recherche, publiées à l'Élysée en juillet 1979 (au moins 30 postes nouveaux par an). Pour les Ingénieurs, techniciens et administratifs, le nombre de postes nouveaux sera de 100, mais les procédures de transformations d'emploi (permettant l'avancement des personnels) semblent suspendues. Les négociations en cours sur le statut des organismes de recherche.

Le budget de la recherche pour

Après l'arbitrage du chef de l'Etat, la plupart des demandes de crédits ont été satisfaites. L'Etat supprime le premier ministre chargé de la recherche, ont été satisfaites. Et le projet de budget, en particulier, semble préserver l'équilibre financier, la stabilité mentale et appliquée sur les actions de développement proprement dites, qui échappent des décisions de coordination du secrétaire d'Etat.

Le projet prévoit, comme le demandait M. Aigrain, la création de 410 postes de chercheurs, dont 240 au Centre national de la

A l'Académie

ÉLECTION DE DEUX NOUVEAUX CORRESPONDANTS

[illegible]

**UN GROUPE DE TRAVAIL DU SÉNAT
SE PRONONCE POUR LE MAINTIEN
DU SERVICE MILITAIRE « DANS SA FORME ACTUELLE »**

huit signataires de la majorité et de l'opposition, chargés par la commission des affaires étrangères et des forces armées du milieu, se sont déclarés, mardi 10 juin, « convaincus de la nécessité des mesures militaires, étant entendu que des amendements pourraient être apportés à son projet ».

Les membres de ce groupe de travail, constitué il y a dix jours, déposèrent leurs conclusions à l'antenne. On sait que, parallèlement, le ministre de la Défense de l'Assemblée nationale a désigné un rapporteur, M. Yves Lantien, député R.P.R., pour examiner la même sujet (cf. *Monde* du 7 juin).

Les huit signataires sont MM. Michel d'Allières (rep. ind.), Jean-Louis Laroche (rep. ind.), Yves Lantien (R.P.R.), Jean-Louis Laroche (R.P.R.),

● La société américaine Bell-Helicopters vient d'acheter la première qu'elle avait engagée pour faire annuler l'achat en 1979 de quatre-vingt-dix hélicoptères SA 359 Dauphin de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIA) française pour les garde-côtes américains. Le tribunal fédéral du district de Washington a rendu un jugement qui annule l'achat de vente et commandant la société Bell aux dépens. Le constructeur américain devra lui verser une somme de 10 millions de dollars, par le département américain au Buy American Act, loi qui oblige le gouvernement à acheter en priorité des produits américains. A.F.P.

MÉDECINE

MÉDECINE

l'Académie

LA RÉSURGENCE DES SALPINGITES

Si les chiffres concernant la fréquence des salpingites (infections des trompes utérines) augmentent pas de ceux relevés en Suède (où l'infestation est diagnostiquée dans plus de la moitié des cas chez les femmes âgées de 20 ans ou moins), en assiste malgré tout depuis cinq ans, en France, à une resurgence des infections des trompes. Cette augmentation est plus inquiétante qu'elles atteignent des femmes de plus en plus jeunes. C'est ce qu'on soulève à l'Académie, lors de la séance du mardi 10 juin, les professeurs Jacques Varangot et Roger Henriot (université de Paris).

On assiste en outre à une inversion dans la fréquence des étiologies. Autrefois, les salpingites étaient provoquées par des responsables de 60 % des salpingites, l'avortement provoqué devenant responsable d'une moindre responsabilité du stérilet, parfois responsable d'une gonococcie, peut parfois être évo-

qué, après un traitement, comme responsable d'une pyosalpinx.

précédé d'une prière à village, à 10 heures, à la messe, le mardi 10 et mercredi 11 juin à la messe de la banque Vernes, à Boulogne-Billancourt (Haute-de-Seine). Des malfaiteurs ont refusé de pénétrer dans la salle des conférences pour assister à la messe, après avoir contrainst le sous-directeur de l'agence à les suivre. Le montant exact du butin ne pourra être connu avant plusieurs jours.

Mardi 10 juin vers 20 h. 30, M. Jack Mart, sous-directeur de l'agence de Boulogne de la banque de France, a été agressé, rue des Agnettes à Gennevilliers (Hauts-de-Seine). Un inconnu affirmant qu'il venait d'être agressé par un malfaiteur, qu'il désirait établir un constat amiable. Dès que l'homme fut entré, un complexe arriva, armé, sous le prétexte d'un malfaiteur. L'un des quatre indivi-

COLOGNE-BILLANCOURT

A...BOULOGNE-BILLANCOURT

Des dizaines de coffres d'une banque sont vidés de leur contenu

COFFRES de coffres **MAISON** la plupart des **MAISON** limitent le montant des **MAISON** dont peuvent bénéficier les clients **MAISON** des coffres **MAISON** après déclaration auprès de la compagnie d'assurance de la banque. Au-dessus d'un certain plafond, souvent fixé à 100 000 francs, les caissiers doivent indiquer la valeur de ses dépôts et, en général, payer une prime d'assurance spéciale.

FAITS DIVERS

SPORTS

Jeux olympiques

**LE C.I.O. NE PRENDRA PAS
LA RESPONSABILITÉ
D'ACCEPTER DES ENGAGEMENTS
INDIVIDUELS POUR MOSCOU**

Reuni à Lausanne les 9 et 10 juin, la commission exécutive du Comité international olympique a décidé de ne pas accepter, de sa propre autorité, aucun engagement individuel de sport pour les Jeux de Moscou. Le Comité international olympique a donc refusé de leur accorder leurs prérogatives aux comités olympiques nationaux. Seuls les comités qui se sont prononcés pour le boycott ont été autorisés à faire inscrire leurs athlètes à prendre part aux Jeux d'été. La commission exécutive a décidé de maintenir à Moscou la prochaine session du C.I.O., qui aura lieu le 18 juillet, mais toujours au cours de la session, le 11 juillet, qui doit être la dernière du président actuel, le président du C.I.O., à la condition que les deux tiers des membres du Comité international olympique soient présents. Dans le cas contraire, la session serait ajournée et prolongée jusqu'à l'élection du président pourrait intervenir, après les Jeux de Lausanne. Lord Killarney, dans cette hypothèse, accepterait que son pays soit dirigé par un président qui se constituerait comme essentiel que les Jeux du congrès du C.I.O., prévu en 1951 à Baden-Baden, soient conduits par le nouveau président.

La République d'Allemagne risque au demeurant de provoquer une autre crise dans le mouvement olympique international. L'Union soviétique a l'intention, les dirigeants du C.I.O. ont fait le rapport dans un pays n'ayant pas boycotté les Jeux de Moscou.

Vol à voile

LA TROISIÈME COURSE TRANSEUROPEENNE

La course pézanne de vol à voile, organisée par l'Ouest, a pris le départ le 8 juin, de l'aérodrome d'Angers (Maine-et-Loire). Les parcours de 1300 kilomètres sur 12 jours ont été parcourus par deux concurrents (dont cinq Français, trois Néerlandais, un Allemand et pour la première fois, un Américain, M. J. J. van der Meulen, de Rotterdam, Libelle-94) et Schweinfurt (R.F.A.), puis à Sisteron (Alpes-de-Haute-Provence) avant le retour à Angers qui doit avoir lieu au cours du 12 juin.

Pour des raisons financières — toutes les dépenses engagées lors de la course sont à la charge des participants — les organisateurs ont choisi de réduire d'une semaine la durée de l'épreuve.

CLASSEMENT
APRÈS TROIS JOURS DE JEU

Le Hollandais Gerardus Kuipers, 40 ans, né à Amsterdam (1400 kilomètres), a gagné les deux premiers tournois. Les autres joueurs étaient parvenus à Saint-Dizier (400 kilomètres). Les deux autres, le Jeune du Hainaut, 20 ans, né à Bettem, et le D.G.-302, de l'Allemagne Sud, Babel, étaient à Troyes (350 kilomètres), dans la soirée du 9 juin.

■ **La Transat en solitaire.** — Après le Canadien Michael Birch, mardi 10 juin, c'est le Français Jean-Claude Parisi qui a dû abandonner mercredi. Alors qu'il occupait la quatrième place du classement, son moteur s'est arrêté.

■ **Charles-Henrich.** — Le ministre de la Défense a demandé au gouvernement de reconnaître la contribution que le congrès a fait à la défense pour que le congrès ait le droit de boycotter les Jeux de Moscou.

■ **Le cas contraire.** — Le cas contraire, le congrès serait exceptionnellement prolongé, dit le président du congrès, intervenu, après les Jeux, à Lausanne. Lord Kilsnin, dans cette hypothèse, accepterait que son départ soit différé, mais il a précisé qu'il « a considéré comme essentiel que les Jeux du congrès du C.I.O., présidé par moi à Baden-Baden, soient conduits par le congrès présent ».

■ **La République.** — La République d'Allemagne risque d'abandonner le mouvement olympique international. L'Union soviétique a déclaré qu'elle ne participerait pas aux Jeux de Moscou.

ELECTIONS

Lors de la séance du mardi 10 juin, deux correspondants nationaux ont été élus dans la quatrième division : MM. Marius Boudry, physicien, chimiste et naturaliste ; les professeurs Louis Gerstner (Rouen) et Gérard Renoux (Tours).

Deux correspondants avaient été élus, dans cette même division, lors de la séance du 3 juin : les professeurs Louis Bertrand (Montpellier) et Henri Gastard (Marseille).

Aucune estimation précise du montant du vote ne peut être donnée. On ignore jusqu'au nombre exact de coiffes qui ont été ouvertes. La banque indique que « moins d'un quart des trois cent soixante-dix coiffes » qui se trouvent au total ont été ouvertes. Les autres étant le cambrioleur. ON AVANCE le chiffre d'en

La bombe à neutrons

M. BAILLOT (P.C.F.) : l'abandon de la stratégie de dissuasion.

Responsable de la commission de la défense au P.C.F. et représentant de la France au Comité européen. M. Louis Balliot écrit notamment, à propos de la bombe à neutrons dans l'*"Humanité"* du mercredi 14 juin :

« Le président de la République, l'U.D.F., qui se prononce clairement pour l'adoption du projectile à neutrons, précise :

« L'organisation de la défense en Europe doit être conçue pour livrer bataille, avec le soutien d'armes nucléaires tactiques »

« Et, dans le cadre de « la bataille de l'atome », défrayée des 1976 par le président de la République et le général de Gaulle, le problème de la guerre prend une signification. Il s'agit d'abandonner la stratégie de la dissuasion, c'est-à-dire du refus de la guerre au profit du conflit qu'il faut à tout prix faire à son profit »

« L'acceptation. Rendre la guerre acceptable parce qu'elle ne serait plus apocalyptique, voilà où on veut aboutir avec toute la campagne actuelle.

« Les communistes, qui réaffirment la nécessité de doter la France d'une véritable défense nationale, refusent de laisser entraîner leur pays dans la voie de la course aux armements à la remorque de Carter et de FOTAN sous prétexte de moderniser l'armement de la France »

Le Monde

Service des Abonnements
des Bureaux de la Rédaction
74-76, PARIS - CITEZ 98
C.C.P. Paris 4297-13

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
282 F	522 F	762 F	1002 F

— FRANCE — D.O.M. — T.O.M. —

POUR PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE POSTALE

307 F	607 F	907 F	1207 F
-------	-------	-------	--------

ÉTRANGER
(par mandat-poste)

X. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	326 F	566 F	726 F
II. — SUISSE-TUNISIE	326 F	566 F	726 F

Par vole aérien
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (trois virements) ven-
dront à l'éditeur ce qu'ils lui ont
à leur demande.

Chaque abonné d'adresse diti-
nelle ou provisoire (deux
semaines en plus) nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant d'être supprimé.

Joindre la somme demandée
d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de
réviser tous nos noms, prénoms et
capitales d'impression.

OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA
PROP. COMM. CAPITAUX

La ligne	La ligne T.C.
57,00	67,00
14,00	16,46
39,00	45,86
39,00	45,86
105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSÉES
OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA

La ligne	La ligne T.C.
33,00	38,00
9,00	9,40
25,00	29,40
25,00	29,40
25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Membre du Groupe HAY, premier consultant mondial en RESSOURCES HUMAINES, en très forte expansion en France, recherche, dans le cadre de sa politique de régionalisation le

Directeur de sa nouvelle succursale HAY Nord

Opportunité unique pour un candidat de formation supérieure (D. Centrale ou Docteur en psychologie ou en sociologie), ayant une expérience réussie de consulting management, de chef d'entreprise ou de Directeur Ressources Humaines d'une grande société, connaissant bien la région du Nord.

Veuillez adresser votre C.V. à Monsieur GIRAUD, Directeur Général de HAY FRANCE - 13, rue Alphonse de Neuville - 75017 PARIS.

UN CONSEILLER EN GESTION INDUSTRIELLE

Se spécialiser : assurer la promotion des P.M.I. de la Région et notamment :
- assurer des actions collectives
- diriger et analyser les besoins des P.M.I. et y apporter après diagnostic des solutions
- aider à l'implémentation sur de nouveaux marchés au plan national et international.
PROFIL RECHERCHÉ :
- formation supérieure technique accompagnée de réelles notions de gestion et marketing
- expérience en entreprise nécessaire
- connaissance courante de l'allemand vivement souhaitée.

Rémunération : à débiter.
Adresser lettres manuscrites, C.V. photo et prétentions sous réf. 677 au
CEFAGI 87 - 89 Avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16

Filiale régionale de l'un des leaders du bâtiment en France, nous renforçons notre structure pour faire face à notre expansion rapide et cherchons :

un directeur de travaux un directeur d'agence Sud-Est - 250 000 F +

Ces deux postes débouchent à terme sur une direction générale

Nos dirigeants sont à la fois des animateurs, gestionnaires, négociateurs. Ils ont déjà l'expérience de la direction de chantiers importants en entreprise générale et de la négociation d'affaires à haut niveau.

Pour un premier contact, écrivez (réf. 576 LM) ou téléphonez (7/828.94.80) à nos consultants, Mme G. DILL ou R. BERGOLD.

ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON

PARIS - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

d'un ingénieur électromécanicien DIPLOME

(indépendant 30 ans)
Cherchez sous la responsabilité du Directeur Général de l'activité technique électrique et électronique (CA 25 millions de francs).

La mission consiste :
- l'organisation industrielle (conception, méthodes, rationalisation et standardisation des fabrications)
- la gestion industrielle et matérielle des produits
- la coordination des études et fabrications
- la coordination de l'activité commerciale et choix des nouveaux produits.

Nous nous intéressons particulièrement aux candidats dont le passé professionnel sera des années de la construction d'équipements électriques et électroniques et dont la personnalité sera celle d'un responsable dynamique capable de motiver les équipes et piloter.

De solides possibilités d'évolution seront offertes à un élément de valeur.
Adresser C.V. + prétentions de salaire à : No 62.386 - CONTESTE PUBLICITE, 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Directeur Administratif et Juridique

expérimenté en Droit Maritime 208.000 F

Un groupe français (C.A. 250 M) à vocation internationale spécialisé dans le domaine du transport et de travaux maritimes crée ce poste. Le titulaire sera chargé de coordonner l'activité des services administratifs, de mettre en place les procédures, d'en contrôler l'application. Il conseillera les autres divisions sur les plans administratifs et juridiques et participera à la gestion de l'entreprise.

Age de 35 ans minimum, et possible Docteur en Droit. Il faut avoir une expérience des responsabilités analogues par exemple dans une société de navigation. Anglais indispensable. L'importance de la tâche permet d'offrir une carrière intéressante (contacts internationaux) et stable. Prenez le pouvoir au Havre.

Ecrire avec C.V. et photo sous référence 2868 à Ph. VINCHON 65, Avenue Kléber 75116 Paris

CORT

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Quelques années d'expérience en déviant pour partie à pourvoir dans le cadre de ses activités microélectroniques hybrides.
Au sein de l'équipe « Composants » des Services Qualité-Fiabilité, des ingénieurs assure la responsabilité des activités relatives aux microcomposants sous forme de pastilles (« penses »). Solides connaissances de la physique et de la technologie des semi-conducteurs microscopiques. Anglais apprécié.

Adresser C.V., références et prétentions à : CHOUZET, Service du Personnel, B.P. 1014 - 39010 VALENTIGNEY, sous la réf. n° 108.

UN JEUNE BTS COMPTABLE

4 à 5 ans d'expérience, méthodique, organisé, possédant une bonne connaissance des règles comptables et de fiscalité.

Env. C.V. photo n° 2 2019 à REGIE-PRESS, 85 bis, rue Béhague, 75004 Paris, qui transmettra.

CHEF DU SERVICE INFORMATIQUE ET DE L'ADMINISTRATION DES VENTES

Convierait à l'informatique et diplômé en équivalent, bon analyste, bon statisticien, ayant une expérience d'une importante administration des ventes informatiques de produits de grande diffusion ; sachant commander personnellement les ventes ; capable de contrôler des d'informations sur le terrain ; d'analyser l'exploitation de fichiers d'un million d'adresses, de gérer des dizaines de milliers de ventes. Alternance envisagée.

RESPONSABLE TECHNIQUE PUBLICITE ET CATALOGUES

Près du Directeur du Marketing, bon maquettiste, bon graphiste, il aura à concevoir et mettre en forme les annonces magazines, les catalogues, les imprimés divers de la société ; il sera responsable des études photos et des relations avec les imprimeurs et des techniques des rendements. Alternance envisagée.

Convierait à l'informatique de la presse magazine ou de publicité ; qualités de rédacteur publicitaire indispensables.

FEMME CHEF DE CATALOGUE PUERICULTURE

Convierait à femme formation supérieure, ayant fait avec succès ce poste dans société de V.P. ou ayant expérience d'achats ou de chef de groupe puériculture dans grande magasin, hypermarché ou centrale d'achat. Alternance envisagée.

LES 3 POSTES SONT A OCCUPER DANS L'ORDRE.
Envoyer lettre manuscrite expliquant votre candidature + C.V. complet et détaillé + 2 photos à : Groupe des Consultants - Moulin du Colombier, Arvisy 69350 Oullin-la-Rochelle.

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS D'ENVERGURE INTERNATIONALE ET LEADER EN ELECTRONIQUE recrute le

directeur général de sa filiale MAROCAINE

En relation avec le siège situé en région parisienne, il dirigera, organisera et coordonnera l'ensemble des activités d'une entreprise indépendante.

Le candidat de nationalité marocaine sera diplômé de l'enseignement supérieur et devra justifier d'une expérience réussie dans un poste similaire.

Ses capacités d'organisation et d'animation seront aussi importantes que ses compétences de gestionnaire.

Le niveau de rémunération sera à la mesure de l'expérience du candidat retenu.

Si vous êtes intéressés, adressez votre C.V. détaillé et prétentions sous No 62.135 à CONTESTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 en précisant la référence DFM qui transmettra. Discrétion absolue.

GROUPE BANCAIRE à vocation multinationale souhaite proposer à un JURISTE DE BANQUE

pouvant attester de 5 à 10 ans de carrière réussie dans la profession, de participer à son expansion. Conseiller permanent des exploitants, il devra également avoir des qualités de négociateur et être disponible pour des missions à l'étranger.

Adresser C.V. manuscrit sous référence 9546/JN à A.M.F. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS. Discrétion d'usage assurée.

CHEF COMPTABLE AGREE

ayant plusieurs années de professionnelle supervision comptable et fiscale et connaissance des méthodes de gestion.

Env. C.V. photo et prétentions à l'Agence RH 37.234, rue Royale 112, 8-100 Bruxelles qui transmettra.

OFFICE MILITAIRE NATIONAL POUR LES INDUSTRIES STRATEGIQUES (ONNIS) ORGANISME ETATIQUE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE MALGACHE recrute :

JEUNES INGENIEURS GEOLOGUES DEBUTANTS INGENIEURS GEOLOGUES ou GEOLOGUES

ayant quelques années d'expérience, de préférence en géologie, de la part de la géologie.

INGENIEURS GEOPHYSICIENS

de nationalité malgache. Disponibles de suite. Avenir assuré. Adr. C.V. et prétentions, à : A.P. 9 bis ANTANANARIVO MADAGASCAR.

L'UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES

annonce l'ouverture d'un mandat de professeur de géologie à la faculté de sciences.

Le titulaire sera chargé de l'enseignement de cette discipline et assurera la direction d'un laboratoire de recherche et d'un laboratoire pédagogique.

Les intéressés sont priés de présenter leur candidature avec C.V. avant le 15-10-80 au recteur de l'U.L.B., av. F.D. Roosevelt 31, B-1050 BRUXELLES.

Importante société industrielle recrute

ANALYSTE-PROGRAMMEUR CONFIRME

Capable de réaliser complètement une application.

- D.U.T. et 3 ans d'expérience :
- COBOL
- TRÉFLETT (sous C.I.C.S.), sur matériel IBM 370
- sur très haute vitesse.
- connaissance de la gestion commerciale pendant 3 années.
- lieu de travail : Saint-Amand.

Adresser C.V., références et prétentions à : FICHOUX, 14, rue d'Alsace (N° 34, 22) 75004 PARIS, qui transmettra.

Groupe d'Organisations Professionnelles et Interprofessionnelles de Haute-Normandie recrute

JURISTE-CONSEIL D'ENTREPRISES

pour poste de Chef de Service « Contentieux-développement », notamment domaine du Droit de Travail (information, conseil, assistance aux entreprises adhérentes).

Expérience des relations sociales dans l'entreprise industrielle indispensable, connaissance de la fiscalité appréciée.

Ce poste, particulièrement intéressant dans la variété des fonctions et des contacts, suppose un esprit ouvert et un goût de l'analyse approfondie, et une sensibilité des réalités de l'entreprise.

35 ans minimum - en Droit.
Envoyer C.V. manuscrit et photo sous n° 6139 à CONTESTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer fidèlement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce à laquelle ils s'adressent, ainsi que l'adresse, sous le n° d'ordre de « Monde Publi » ou d'une agence.

Locafrance

Le leader du crédit-bail mobilier pour son agence à REIMS

Attaché Commercial

SA MISSION :
- Assurer au sein d'une équipe dynamique les relations avec les responsables des entreprises de la région.
- Développer le réseau de commerce actuel par des actions de prospection appropriées.

SON PROFIL :
- Formation commerciale supérieure, E.C.
- Goût de la proposition et de la négociation commerciale et financière.
- Expérience professionnelle de quelques années dans le domaine.

Adresser C.V., photo et prétentions : Département Formation et Recrutement 10, avenue de la Grande Armée 75016 PARIS

USINE METALLURGIQUE de la région LITTORAL NORD de la FRANCE, recrute

VENDEUR (SE) QUALIFIE

Ecrire au S.N. 10, rue de la République, 75007 PARIS CEDEX 07.

MANQUE TARBIAUD LIMOGES recrute

pour succéder au Directeur de ses agences d'ANGOULEME et de BRIVE. Cadre classe V, 35 ans env. Gradé classe IV, 20 ans env. ayant bonne connaissance de l'industrie et des probl. administratifs. Adr. C.V., photo et prét. à : Banque TARBIAUD, Dir. du Person. B.P. 1001 Limoges Cedex.

ASSISTANT DE DIRECTION DE PERSONNEL

Seul poste à pourvoir. (Article 4 bis).

PRATICIEN

Quelques années d'expérience dans le service du Personnel ; Préférer de la région.

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à : 62.04 CONTESTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75015 Paris.

	la ligne	la ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	57,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	14,46
IMMOBILIER	14,00	14,46
AUTOMOBILES	39,00	45,96
AGENDA	39,00	45,96
CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	la ligne	la ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	57,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	14,46
IMMOBILIER	14,00	14,46
AUTOMOBILES	39,00	45,96
AGENDA	39,00	45,96

REPRODUCTION INTERDITE

MSL international

73, boulevard Haussmann 75008 PARIS - Tél. (1) 266.04.93.
94, rue Servient Le Mercure 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.

Chef de produit Composants électroniques

HF

Paris

La société française OHMIC, filiale du groupe américain BOURNS, distribue, entre autres, les produits fabriqués par P.M.I. sa filiale et réalise dans ce domaine un chiffre d'affaires en augmentation annuelle de 50 % depuis plusieurs années. Pour lui permettre d'assurer dans les prochaines années, la même progression, elle recherche un responsable produits. Dépendant du directeur commercial et aidé par un assistant, il assurera le développement de la gamme de produits P.M.I. (assistance à la force de vente, gestion interne, relations avec les services fabrication, budget publicité, etc.). Agé d'au moins 35 ans, ingénieur ou diplômé, parlant anglais, connaissant les circuits intégrés, il aura l'expérience d'une fonction similaire où il aura prouvé ses qualités d'homme de marketing. Ecrire à Yves Blanchon - Réf. M 9310 (Paris).

Cadre Commercial Banque de dépôts

Lyon

Une banque de dépôts française, implantée à Lyon, recherche pour accroître son développement un cadre commercial de classe VI. Sous la responsabilité du directeur général, il sera chargé d'acquiescer une clientèle nouvelle auprès des PME et autres entreprises. Il gèrera les dossiers existants et recherchera pour chacun la formule de financement la mieux adaptée. Il étudiera et proposera les dossiers accompagnés de son avis. Il conseillera les clients pour les problèmes de change et de relations internationales (réglementation, crédit documentaire, et garantie bancaire). Il proposera à ses clients les services particuliers : analyse financière, informatique, conseils en gestion... Ce poste est pour un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation commerciale, ayant un sens du risque calculé et très motivé par l'analyse et le montage de tous dossiers bancaires. La rémunération pourra atteindre 145.000 F. pour un homme de valeur. Ecrire à Pierre Rigollier - Réf. M 10220 (Lyon).

Délégué Commercial

100/120 000 F +

France et Export

Une société française réalise un chiffre d'affaires supérieur à 100 millions de F. en fabriquant et distribuant une gamme de produits chimiques très spécifiques destinés à différentes industries. Ses principaux départements fonctionnent suivant le principe de centres de profit indépendants. Elle recherche actuellement pour le secteur "Photochimie" un délégué commercial qui, principalement à l'étranger, sera chargé de suivre une clientèle existante (industrie de la photo, des arts graphiques, de l'électronique) et de rechercher de nouveaux débouchés pour les produits mis au point (essentiellement composés organiques). Il disposera d'un budget et de l'appui technique des ingénieurs chimistes de la société. Le candidat, 30 ans minimum, aura une formation commerciale et marketing, et une expérience de la vente, principalement à l'exportation, de produits techniques. Il pratiquera couramment l'anglais et, si possible, l'allemand. Ecrire à A. Leclercq - Réf. M 8131 (Paris).

Déclaration totale assurée

SERI RENAULT INGENIERIE

Pour compléter une équipe dynamique travaillant en contact à haut niveau avec un grand nombre de spécialistes, nous recherchons un :

attaché de direction commerciale

Sous la responsabilité du Directeur Commercial, il aura pour mission :

- L'identification des affaires.
 - L'assistance à la préparation des offres.
 - La négociation des contrats.
- Les clients dont il sera responsable appartiennent, en FRANCE et en EUROPE aux domaines suivants :
- Automobile,
 - Aéronautique,
 - Armement,
 - Electronique,
 - Mécanique.
- Le candidat que nous recherchons :
- Est de formation TECHNIQUE (BTS minimum) et possède le goût de la négociation.
 - Est fort d'une EXPERIENCE MINIMALE de 5 ans dans la vente et les affaires d'investissement.
 - A l'aisance dans les contacts, une bonne présentation.
 - Possède facilité de qualité d'expression, volonté d'aller au fond des choses, rigueur dans l'approche des problèmes et une relation avec le client.
 - Est disponible.
 - Est allemand apprécié.
- La rémunération prendra en compte la personnalité et l'expérience du candidat.

Adresser lettre manuscrite avec Curriculum Vitae détaillé, photo et prétentions à :

Seri
Renault Ingenierie

Service du Personnel de la
SERI RENAULT ENGINEERING
B.P. 19 - 2 Avenue du VIII Etang
78390 - BOIS D'ARCY

Recrutements de chefs de produit Pourquoi des difficultés?

Comme pour les ingénieurs, les informaticiens et les commerciaux, HAVAS CONTACT a voulu en savoir plus sur les recrutements de Chefs de Produit.

Nous avons interrogé pour cela les protagonistes de ce marché : Chefs de produit de différents secteurs et les responsables de leur recrutement - Responsables marketing - Spécialistes du recrutement.

Leurs réponses sont susceptibles de mieux orienter la communication entre les entreprises et les candidats à ce produit qu'elles recherchent.

Un bulletin "Chefs de Produit" destiné aux responsables du recrutement de chefs de produit rassemble ces données.

Pour l'obtenir, il leur suffit de nous appeler
HAVAS CONTACT
622.06.96/07.90
poste 232
ou de nous écrire :
156, bd Haussmann,
75008 PARIS, à l'attention du Service Marketing.

Société GRAVURE CHIMIQUE située à MELUN, responsable technico-commercial

Fonction technique (BTS) et domaine moules. Il aura la responsabilité de développer la production et de gérer la relation commerciale de la société sur la France entière. Si vous êtes dynamique et que vous avez une expérience commerciale (5 ans minimum), le goût des déplacements et des contacts à tous niveaux. Envoyez en enveloppe CV, référence et prétentions sous référence 80081.

capic 18 rue Volney
75002 PARIS

BUREAU D'ETUDES BATIMENT

Filiale important groupe immobilier recherche pour Paris

INGENIEUR ou CADRE TECHNIQUE

avec expérience opérations individuelles, conception T.C.E., V.B.D., direction de travaux.

La fonction consiste à assister le Chef de Service dans le rôle de maître d'ouvrage délégué pour les

Adresser C.V. et prétentions à M. Gervais, ARZEMO, 106 bd Haussmann, 75008 Paris.

analystes analystes programmeurs expérimentés

FILIALE importante du groupe ouvre un important GROUPE D'ASSURANCES recherche des analystes (réf. 8993 A) et des analystes-programmeurs (réf. 8993 AP) avec 1 à 5 ans d'expérience en informatique, pour travailler sur d'importants systèmes utilisant IMS et DL1 pour gérer en temps réel des bases de données et un réseau de télécommunications.

Le candidat actuellement en poste se compose de :


DEUX DEUX 13000 K chaudière, UN 3033 - 13000 K, UN 370/168 AP - 8.000 K, 1000 terminaux de télécommunications.

Envoyer CV, en précisant la référence du poste, au Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11, 92081 PARIS La Défense.

COLLABORATEUR

Mission : prendre en charge et optimiser les moyens de recherches, assurer la sélection de la fonction exigée, 1ère expérience de la fonction exigée, Poste à Paris courts déplacements en Province.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé + photo + réf. à A.M.P. 40, rue Olivier-de-la-Mer, 75015 PARIS (qui transmettra)



Pour un grand...
DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

Vous avez une formation supérieure (Ecole Normale Supérieure, Sciences Politiques...), vous avez l'esprit Marketing, le goût des relations publiques et vous êtes attiré par l'univers de l'édition. Vous travaillez actuellement dans un groupe de presse, dans une agence de publicité à un niveau de chef de groupe. Notre Direction Générale vous propose d'entrer dans notre groupe d'édition qui a une très grande notoriété. Vous aurez en charge les plans de lancement des ouvrages et la coordination des différents services de production : édition, promotion et publicité, presse, fabrication. Vous réaliserez les études prospectives et vous participerez aux projets de diversification. Votre rémunération sera fonction de vos compétences. Envoyez CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1116 (à mentionner sur l'enveloppe) à notre département recherche et dirigeants.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTec

Un(e) Commercial(e) d'avenir pour un métier passionnant

Haut Niveau de Salaire

CONSEILLER DE DIRECTION dans le domaine des RESSOURCES HUMAINES, notre société jouit d'une excellente réputation dans tous les secteurs d'entreprises. L'équipe (15 personnes) est jeune, les méthodes particulièrement performantes, l'ambiance humaine et agréable. Pour amplifier son action nous cherchons un(e) commercial(e) (homme, 30 ans) souhaitant s'acquiescer une formation de l'enseignement supérieur, disposant déjà d'1 à 3 années d'expérience commerciale réussie, motivé(e) par la prospection et le contact avec la clientèle. Il lui sera confié le développement des entreprises d'entreprises qui nous ont encore la possibilité de collaborer avec nous, les négociations jusqu'à leur terme puis le suivi de la clientèle sur le plan commercial de manière très autonome.

Envoyer CV et prétentions : PUBLIPRESS 31, Bd Bonne Nouvelle
75002 Paris Cedex 02 - qui transmettra - Discretion totale assurée.



REGIONS COMMUNICATION
(Réseaux de quatre grands Groupes de Presse Régionale)
recherche

UN CHEF DE PUBLICITE

Ses fonctions : assurer le développement publicitaire et la promotion du Groupe Centre France (La Montagne), vendre l'espace des titres aux agences et aux annonceurs. Son profil : âgé d'au moins 25 ans et diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce). Une première expérience professionnelle dans le rôle de Chef de Publicité ou de la vente serait un atout. Basé à Neully, ce poste permettra à un(e) candidat(e) de valeur des possibilités d'évolution de carrière intéressantes. Adresser CV et prétentions à : M. SIBOLD - Direction des Relations Humaines - 136, avenue Charles-de-Gaulle - 92200 NEULLY-SUR-SEINE.

INGENIEUR DEVELOPPEMENT THERMIQUE de haut niveau

sommes un important Groupe français aux activités diversifiées. C.A. de 2500. Une de nos principales activités concerne la production et l'exploitation de produits énergétiques (fuel, gaz, etc.). Pour accompagner le nouveau développement du charbon dans l'industrie, nous recherchons un ingénieur développement thermique. Placé auprès du Directeur Général Adjoint, chargé des questions d'énergie, il aura à intervenir auprès des industriels (clients) et des organismes de recherche pour leur apporter des conseils techniques, logistiques et financiers leur permettant de prendre des décisions quant au choix de leur source d'énergie. Le poste s'adresse à un ingénieur A, et M., E.N.S.I., âgé de 35 ans maximum, ayant une expérience pratique de thermicien et un goût des contacts commerciaux, ayant été, par exemple, chef d'installation d'installations importantes ou ingénieur de projets ou d'affaires chez un fabricant de chaudières industrielles. Voyages fréquents de courte durée. Un ingénieur compétent dans sa branche aura des opportunités saines de carrière dans le cadre de ce Groupe en expansion. Ecrire avec CV, photo et prétentions : réf. 2657M à D. DANGER 65, Avenue Kléber 75116 Paris.

CORT MEMBRE DE SYNTec

Ingénieurs Logiciel

Grandes Ecoles ou Universités

Un important constructeur de MATERIEL DE PERI-INFORMATIQUE, son marché, INGENIEURS LOGICIEL pour participer au développement de l'activité BUREAUTIQUE. Les candidats posséderont 1 à 2 ans d'expérience de systèmes temps réel sur mini ou micro-ordinateur, ou seront débutants avec une formation informatique. Ils maîtriseront moins l'assembleur et un langage évolué. Une expérience en TRAITEMENT DE TEXTES serait un atout important. Lieu : REGION PARISIENNE SUD. d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence M 2 à MEDIA 81, 2, Bd de la Chapelle, 75018 Paris qui transmettra. éventuellement sur l'enveloppe le nom de la société avec laquelle vous ne désirez pas entrer en contact. Il sera répondu à toutes les candidatures.

Accédez à l'analyse-programmation

en pratiquant l'informatique rapide

La formation est assurée par un professeur expérimenté, diplômé de l'Université de Paris. Elle est destinée à tous ceux qui souhaitent acquiescer une formation pratique et rapide en informatique. Elle est organisée en modules de 10 heures chacun. Les modules sont : 1. Les bases de l'informatique. 2. La programmation en langage C. 3. La programmation en langage Pascal. 4. La programmation en langage Fortran. 5. La programmation en langage Basic. 6. La programmation en langage Cobol. 7. La programmation en langage Algol. 8. La programmation en langage Lisp. 9. La programmation en langage Prolog. 10. La programmation en langage Perl. Le coût de la formation est de 100.000 F. Ecrire à : M. J. L. 10, rue de la Chapelle, 75018 Paris.

analystes

programmeurs

débutants

GIE

AGENCE DE RECHERCHES

ASSISTANT DE GESTION

ANALYSE-PROGRAMMEURS

	La ligne	La ligne 12
OFFRES D'EMPLOI	57,00	57,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

accédez à l'analyse-programmation en pratiquant l'informatique répartie

Vous travaillez au sein d'une petite équipe dans une entreprise moyenne (C.A. 800 MF) pratiquant l'informatique répartie. Cette entreprise implante des transactionnels dans des usines de province, gère du siège (Périphérie 17), sur un 3032/MVS, les fonctions centralisées.

Vous avez une formation DUT, deux à trois ans d'expérience, la pratique du temps réel et du COBOL. Venez assister un chef de projet dans le développement d'applications à taille humaine.

Notre consultant, J. THILLY, vous remercie (n° 3809 LM) à Carrières de l'Informatique.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - ULLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

PUBLIVAL

vous prie de noter
sa nouvelle adresse
(à partir du 16 juin 1980)

534.64.24

27, Route des Gardes
92190 MEUDON

(Télécopieur : 534.88.22)

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL IMPORTANT

fabriquant et commercialisant produits grande consommation, d'une ligne et recherche prépondérante pour faire face sa croissance

CHEF DE PRODUITS

Diplômé Grandes Ecoles Commerce souhaitant après une pré expérience professionnelle réussie, confirmer au sein d'une équipe jeune et pratiquant des techniques modernes de marketing, la délégation des responsabilités.

Lieu du poste : Banlieue Sud-Est Paris.
Si vous êtes intéressé, adresser C.V., photo et lettre à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, sous référence.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE

2 INGÉNIEURS-ÉLECTRONICIENS

LE PREMIER :
— sera chargé de l'étude de logiciels programmés et de la mise au point de sous-ensembles de systèmes, mémoire de masse et gestion.
— aura une formation en électronique générale, il devra de bonnes connaissances en micro-processeurs et si possible une expérience de 1 à 2 ans dans ce domaine.

LE SECOND :
— sera chargé de l'étude de jonction à des réseaux de transmission des données et de la mise en œuvre de logiciels.
— possèdera de bonnes connaissances en systèmes logiques et micro-processeurs ; une expérience de 1 à 2 ans d'étude en transmission de données est souhaitable.
— connaissance de la langue anglaise.

Lieu de travail :
Région de TRAPPES
Banlieue SUD-OUEST

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. 10.

MASONEILAN

Spécialiste mondial des ventes de réglage recherche pour son Service «Elaboration des devis et gestion des commandes à l'exportation» au siège à Neuilly S/Seine

ingénieurs diplômés

Spécialités :
— Mécanique, mécanique des fluides, métallurgie.
— Anglais parlé, écrit indispensable.

Préférence sera donnée aux candidats ayant expérience en Ventes de réglage.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à :
Mme Piquet - MASONEILAN
107 avenue Charles de Gaulle
92521 Neuilly

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE

INFORMATICIEN DE GESTION

Dans le cadre d'une petite équipe organisation informatique, il sera chargé des fonctions suivantes :
— maintenir techniquement des applications déjà développées afin d'en assurer la maintenance (corrective et évolutive). Pour cela il devra avoir une expérience d'applications transactionnelles développées sur mini-ordinateur et connaître la Cobol ;
— assurer l'exploitation sur mini-ordinateur et être le correspondant d'utilisateurs internes et externes.

La connaissance du matériel Hewlett Packard 3000 serait un atout.

Lieu de travail :
Région de TRAPPES
Banlieue SUD-OUEST

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. 10.

afnor

INGENIEUR-DOCUMENTALISTE

Profil :
— formation pluridisciplinaire
— expérience Thésaurus et Systèmes Automatisés
— excellente connaissance de l'Anglais indispensable.

Fonctions : la responsabilité, en collaboration avec une équipe d'indexeurs, de la gestion documentaire d'un Thésaurus à caractère technique d'audience internationale.

Adresser C.V. et photo s/ff. à :
afnor - 15, rue de la République - 92080 Paris La Défense.

FILIALE chargée de la mise en œuvre des SYSTÈMES INFORMATIQUES d'un très important GROUPE D'ASSURANCES recherche des

analystes

(réf. 8996 A)
Maîtrise d'informatique, Ecole d'ingénieur ou équivalent,

programmeurs

DUT informatique ou équivalent. (réf. 8996 P)

débutants

pour travailler au développement de systèmes informatiques utilisant les bases de données et le télétransmission.

Formation complémentaire assurée :
• Matériel : IBM sous
• Langage utilisé : Assembler.

Envoyer C.V., en précisant la référence du poste choisi, au Service du Personnel, Tour Franklin, Cédex 11, 92081 PARIS La Défense.

GIE

UN CENTRE DE RECHERCHES

situé dans un cadre agréable de la banlieue Sud de Paris recherche des candidats pour des postes de collaboration

UN ASSISTANT DE GESTION

ayant de bonnes connaissances en informatique.

Il participera aux activités suivantes :
• Rédaction et suivi de contrats clients ;
• Elaboration de documents divers de gestion ;
• Ordonnancement d'activités administratives.

Références à appeler : 100/94
Adresser C.V., photo et prétentions à :
CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

CRÉDITS COMMERCIAUX

Société leader dans sa branche recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Jeunes diplômés ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Pour participer à la mise en place d'une informatique de gestion dans un environnement basé de données sur système IBM 360 - 3008-702.
Formation complémentaire assurée.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
M. CLASSE - CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

UN CHEF DE PUBLICITÉ

avec un potentiel de C.I.

Capable de traiter des budgets grande public et des clients généralement importants en leur offrant des services complets ou à la carte.

Homme dynamique formé aux techniques du marketing moderne, il possède une expérience acquise en agence américaine et doit être capable de travailler en équipe.

Il n'attend pas la trentaine pour réaliser ses ambitions : nous lui offrons d'arriver rapidement à la Direction Générale. Il est capable de prouver concrètement ses capacités.

Il sera très vite jugé sur ses résultats et obtiendra un complément de rémunération en conséquence.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
0243 à M. R. 1, rue de la République - 75008 PARIS qui transmettra (discrétion assurée).

UN CHEF DE PUBLICITÉ

CONTROLE BAILEY

Importante Société de Contrôle et régulation industriels

INGÉNIEURS-ANALYSTES

POUR ÉTUDES ET RÉALISATION DE SYSTÈMES TEMPS RÉEL

Expérience logiciel et matériel SOLAS demandée.

Téléphone : 03-22-46 ou envoyer C.V. et photo au Service du Personnel, 5, avenue Newton - 91121 ST-JEAN-DE-LEVAL.

Importante Société Française d'Études et de Construction de Chaudières

située à VILLEJUIF (78) recherche

INGÉNIEUR OU UNIVERSITAIRE

spécialisé de bonnes connaissances en sciences physiques et mathématiques dans les domaines thermiques et hydrauliques.

Les tâches principales seront le développement et la mise au point de programmes (en FORTRAN) et l'assistance technique auprès des utilisateurs.

Anglais lu et parlé indifféremment.
— Expérience de quelques années appréciée.

Adresser C.V. 66 et photo sous réf. 23424 à :
SWISS - B.P. 200 - 75008 PARIS Cedex 08, q. 10.

Un des premiers groupes privés d'Assurances, recherche

PROGRAMMEUR EXPERIMENTE(E)

FORMATION DUT INFORMATIQUE

La connaissance du matériel et logiciel CH Honeywell Bull modèle 6600 un atout supplémentaire.

Salaires liés à l'expérience et à la compétence. Poste basé à Puteaux (92).

Avantages sociaux.
Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V., photo et prétentions à :
réf. 5314 à AXIAL Publicité, 91, Fbg Saint-Hippolyte - 75008 Paris, qui transmettra.

110.000 +

2 agents technico-commerciaux

POUR DEVELOPPER NOS ACTIVITES EN FRANCE

Nous sommes un très important Groupe Britannique, fabricant de matériels pour la distribution.

Vous avez 30 ans minimum, une formation d'ingénieur ou équivalent et l'expérience de la vente de matériels électriques, vous parlez anglais, vous êtes disponible pour les nombreux déplacements, notre offre vous intéresse.

À Paris, votre mission sera la promotion des ventes auprès des grossistes (architectes, bureaux d'études, industries et industries). En liaison avec la Direction Europe du Groupe et les usines vous participerez à la mise en place et à l'entretien d'un réseau de distribution.

Adresser C.V. à :
Recrutement sous la référence 20 M 115

CP

DEUTSCHER JOURNALIST

mit Agentur Erfahrung von internationaler Presseagentur als Redakteur in Paris gesucht.

Gute Deutsch- und Englischkenntnisse Voraussetzung. Spanisch ein Plus.

Angebote unter HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 Paris, se réf. 21.150, qui transmettra.

ROCHE BIOELECTRONIQUE

recherche son

RESPONSABLE INFORMATIQUE DE GESTION

Responsabilités et objectifs :
— la maintenance et l'exploitation des systèmes en place
— prendre en charge les nouvelles applications
— le bon fonctionnement du système.

Le candidat retenu possèdera une expérience et aura de bonnes connaissances en gestion et d'analyse programmation (Gap II temps réel impératif COBOL souhaité).

— la gestion d'un centre informatique situé à Montigny / Bretonneux disposant d'un IBM 30 pour la gestion d'un NCR 54-30 les applications comptables.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
Renée BOURG - B.P. 71
78194-TRAPPES Cedex.

GROUPE DE SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES ET FINANCIÈRES

recrute

ANALYSTE

pour travailler en responsabilité de son service informatique

Les candidats âgés de 28 ans minimum devront avoir une formation supérieure (ingénieur ou universitaire), ainsi qu'une expérience professionnelle de quelques années.

Préférence 4331 DOS/VSE
Langage : COBOL
(GAP - CICS - DL/I)

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
PUBLICITE ROGER ELIT
101, rue Réaumur, 75002 PARIS.

C.I.E.F.O.P.

Centre Interentreprises d'Études, de Formation et de Perfectionnement

FORMATEUR EN INFORMATIQUE

INGÉNIEUR ou DIPLOMÉ ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
niveau débutant, intéressé par animation et actions de formation

Adresser C.V. et prétentions à :
Mme BADER, Service du Personnel C.I.E.F.O.P., 23-25, boulevard Vincent-Auriol, 75012 PARIS.

L'immobilier

ANNONCES	Le m/m col.	T.E.
CYRUS D'EMPLOI	120	98,80
IMMOBILIER D'EMPLOI	25,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

PROPRIÉTÉS
LE CHEVREUSE
MAISON DE PARIS
moulin historique avec

chambrées, 4 plans +
garage, 2 salles de bain
et dépendances. Mises à
jour en chénières, 14 juil.
1997, prix Versailles.
Région Parisienne.
contacter :
EMPTON & SONS
150 Franklin Roosevelt,
Paris-8°
N. 225-50-35

Saint-Tropez
Sous-domaine : 404.
Sous-villa avec
merveilleux vue mer.
75-72-73 - 232-64-81.

terrains

FEUCHEROLLES
DE LA POMMERAYE
3 TERRAINS
1. 500 m2, gds foyards
arborés, tennis, espace
jeu.
2. 1.200 m2, gds foyards
arborés, tennis, espace
jeu.
3. 1.200 m2, gds foyards
arborés, tennis, espace
jeu.
T.T.V.A. 10% inclus.
DE LA TERRASSE,
ESNET. - 976-05-90.

terrain pour week-end
à 10 minutes de la mer.

PLAQUE
Investissement
URO MEDIEVAL
RRAINS + BATIM
Production
à 45.000 F.
TER S.A., maison
rigord, (S.P.) 23
ergence - (59) 57-35-75

COUPE NEGOFIA
rigord
articles, pour créations
SSEMENTS. Paiement
au meilleur prix.
RUE MATHURINS
5 (P) 24-5742

FERRES (91)
BOIS, vue latérale
Facade 25 m, 430.000 F
Facade 30 m, 460.000 F
FERRE - (91) 63-16

DISSY-SUR-SEINE
briques barreaux & béton
6 m2. Facade 28 m
Entièrement viabilisé
T.V.A. incluse
S.A. LE PIRASSI
Vallée - 977-45-76

ANNOIR du 15
état, cft, très gdes de
ox, rivière sur 1,5 ha
00. Doc. + photo s/dam
EZET 03500 SAULCET
(20) 45-88-70

ORNAND les Ombres
 74130 T. (30) 03-50-0
 TERMINUS 1° N.N.
 vacances, parc, parking
 15 F net, soit 90 F net
 vue Mègève 15-30 juillet
 plex, grand standing
 2 s. de bns, cab. toil
 à manger, terrass
 vue exceptionnelle
 EL.: 709-27-56.

Voies spéciales
MAROC
TUNISIE
50 F.A.R. en jute
lions terrestres mini.
S.A. Banque, l'ic. A 804
S.A. Banque, 2° - 261-53-2

ements touristiques.
0-57-15 de 10 h. à 17 h.
pendance Ambassade
des Etats-Unis
82 Paris Cedex 08.

kilomètres de PARIS
JUILLET - AOUT
ta 7 p., jardin, calme
Téléphone : 576-16-5

IE bord mer l'océan villa
URDIN 22 pl. J.-Jaures
EMOURS. (6) 428-41-5

ARTICLES DE PÊCHE
Mar - Rivière
AQUARIOPHILIE
CHASSE ET LOISIRS
du Général-Lecier
Blancourt - sur - Essonne
la gare

1

SOCIAL

La réglementation du droit de grève

Pour F.O., il s'agit d'un « mauvais prétexte pour retarder la discussion du fond sur la durée du travail ». La C.G.C. « considère que le sujet est trop important pour permettre que le déroulement de la négociation puisse être perturbé par les humeurs du C.N.P.F. ».

Le droit de grève reste l'arme des travailleurs dans un régime démocratique. Celui-ci ne doit être limité qu'à bon escient. Mais les « barreaux » qui bloquent dans une certaine mesure, en fait, la discussion, sont bloqués.

diminution, par rapport ■■■
précédentes ■■■ milliards
1977). En ■■■, selon
C.D.E., cette aide a, en
représenté 1,1 % du
I.B. des pays membres ■■■
PEP (2 % en 1977) contre
3 % pour les pays industriels.

cofreth 46, rue Letort - 75883 PARIS - Cedex 18 - Tél. 257.11.70

La C.G.C. [] entreprise [] la
G.C. [] la réunion [] gé-
néral de [] 7 []
se poursuit, a dit M. Marchelli. []
[] [] [] [] [] []
[] établis [] la base, []
tiennent localement [] régionalement
et [] [] [] [] [] []
[] grandit [] la []
d'un candidat [] la présidence
[] la République. Il pourrait []
entre un million [] un million et demi
de voix, [] M. Marchelli, qui
ne [] prononcé sur le « report »
[] la C.G.C. [] second tour. Il []
indiqué qu'il [] [] []
[] « candidature », [] il entend
consacrer [] [] [] [] [] []
Celle-ci tiendra [] congrès, à
Limos, le 18, 20 et 21 juin. Indé-
pendamment [] questions syndi-
cales [] professionnels, le congrès
votera [] la présentation d'un can-
didat : C.G.C. à l'Ebride.

PROGRAMME et BILLETS
SERIC - 19, Rue Bergère - 75009 PARIS
Tél. : 246 35.53

☎ 01 58 03
✉ 20, Cité Trévise 75 009 Paris



signé : Philippe-M. DENIS.

SOCIAL

AFFAIRES

La soixante-sixième conférence internationale du travail

L'Autriche relance l'idée d'un « plan Marshall » en faveur des pays démunis

notre correspondant

Genève. — Au Palais des Nations, la soixante-sixième conférence internationale du travail rassemble, jusqu'au 25 juin, six cents délégués et conseillers techniques représentant les gouvernements, les employeurs et les travailleurs de cent vingt-sept pays. Cette session est marquée par le retour, après une absence de trois ans, des États-Unis : le représentant gouvernemental, M. Ray Marshall, secrétaire américain du travail, a annoncé le dépôt d'un projet de résolution sur le travail des enfants. D'autre part, le Zimbabwe est devenu vendredi 6 juin le cent quarante-proisième membre de l'Organisation inter-

nationale du travail aux termes d'un vote unanime de la conférence annuelle de l'O.I.T. à Genève. En l'humanité président de la conférence, le ministre autrichien des Affaires sociales, M. Weissenberg, a rappelé que les tensions sociales sont génératrices de tensions politiques. Appliquant le terme de « glaciation » à la situation politique dans le monde, il a estimé dans son discours que « la politique sociale internationale dépasse de loin son objectif premier qui est d'améliorer les conditions de vie des masses laborieuses : elle est en fait un élément indispensable au maintien et au renforcement de la paix mondiale ». Déplorant l'écart croissant entre pays riches et pays démunis, il a demandé si une formule inspirée du plan Marshall — plan qui a aidé l'Europe ruinée par la seconde guerre mondiale — ne devrait pas être mise en œuvre pour les pays les plus démunis. Un tel plan « adapté bien sûr à la situation d'aujourd'hui contribuerait à nous

rapprocher de notre but commun : assurer la satisfaction des besoins essentiels des populations déshéritées ».

L'ordre du jour de la conférence comprend, entre autres, l'élaboration de normes applicables au travail aux problèmes de retraite des travailleurs âgés qui sont près de cinquante millions dans le monde. À des problèmes concrets de négociations collectives non révisés par les instruments internationaux en vigueur, à l'égalité de chances et de traitement pour les travailleurs des deux sexes, notamment pour ceux qui ont des responsabilités familiales, et au statut des travailleurs migrants victimes de discrimination dans de trop nombreux pays industrialisés, l'adoption d'une « norme-cadre » de sécurité et d'hygiène des milieux de travail est soumise à l'examen des participants. La conférence discutera le rapport du directeur général du bureau international du travail, M. Blanchard, qui met l'accent sur la formation professionnelle des millions de jeunes devant s'ajouter, au cours de la prochaine décennie, à la population active.

ISABELLE VICHNIAC.

DIMINUTION DU POUVOIR D'ACHAT DES RETRAITES EN 1980

Le pouvoir d'achat des retraités de la sécurité sociale, qui s'était amélioré à peu près régulièrement depuis 1945, diminuera pour la première fois cette année.

Les retraites, attribuées selon le système de la répartition, sont indexées sur les salaires de l'année précédente. Les derniers ont été, en 1979, de 10,5 % en moyenne. Les salaires de 1980, les quelques dizaines de milliards de retraites dépendant de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des salariés recevront des majorations (en deux fois) de 10,5 % au total, alors que la hausse du coût de la vie risque d'approcher 13 %.

L'indexation sur les salaires, favorable aux retraités pendant plus d'un tiers de siècle de croissance relativement forte, ne l'est donc plus en période d'activité ralentie et de chômage persistant.

Les salariés de Limoges ont fait grève le lundi 10 juin pour obtenir davantage de sécurité dans l'exercice de leur métier. Les employés de la poste ont obtenu, en contrepartie, des avantages matériels et sociaux. Les salariés de la poste ont obtenu, en contrepartie, des avantages matériels et sociaux. Les salariés de la poste ont obtenu, en contrepartie, des avantages matériels et sociaux.

Les salariés de Manufrance manifestent contre l'attitude des banques à l'égard de leur entreprise

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Pour la septième fois en deux ans, les salariés de la Société nouvelle Manufrance ont cessé le travail. Le problème de redressement de l'entreprise reste entier. Ses fonds propres sont insuffisants, sa survie est donc liée au soutien par les banques. Celles-ci, réticentes depuis les difficultés qui ont secoué Manufrance, c'est pourquoi la quasi-totalité des quelque mille huit cents salariés s'est rassemblée mardi 10 juin sur la place où sont installées les principales banques nationales (B.N.P., Crédit lyonnais, Société générale) qui, selon l'intersyndicale, « refusent de travailler avec Manufrance ».

Dans leurs tracts, les syndicalistes exigent des facilités bancaires immédiates et une allocation d'attente de l'ordre de cinquante millions, ce qui est un appel aux pouvoirs publics. C'est d'ailleurs le sens de la démarche de la délégation du comité d'expansion de la Loire, conduite par son président,

M. Bazin, maire et conseiller général de Chazelles-sur-Lyon, qui devait être reçue mercredi au ministère de l'économie.

Le redressement de Manufrance (quatre-vingt mille commandes enregistrées un mois après la parution du catalogue, progression de 50 % du chiffre d'affaires en avril et mai par rapport à la même période de 1979), le dossier paraît solide.

De son côté, la MACIF (Mutuelle d'assurance commerciale et industrielle de France), actionnaire à 30 %, si l'État venait à son tour en aide à la banque, à accorder sa garantie à une avance que pourrait consentir la Société Manufrance à la nouvelle.

Le conseil d'administration de Manufrance se réunira à quelques jours de l'assemblée générale des actionnaires, convoquée pour le 16 juin. Mais la halle est de nouveau dans le camp du gouvernement. — F. C.

Manifestation cégétiste le 12 juin à Paris. — L'union régionale C.G.T. de l'Île-de-France appelle à une manifestation le 12 juin, à 11 heures, à Paris, de la place Denfert-Rochereau à l'Hôtel de Ville. La C.G.T. a décidé de faire du 12 juin, jour de grève de vingt-quatre heures à l'occasion d'une puissante journée de lutte pour le respect du droit de grève, l'acquisition des militants C.G.T. qui participent au même jour devant le tribunal de Nanterre et la défense des revendications (SMIC à 3 100 F, garantie de l'emploi, défense de la protection sociale, du temps de travail à trente-cinq heures sans perte de salaire). De son côté, la Fédération C.G.T. des travailleurs de la métallurgie appelle aussi ses adhérents à observer des arrêts de travail jeudi.

Proposition de loi sur le travail temporaire. — M. Couste, député du Rhône (appartient R.P.R.), a déposé une proposition de loi, fruit d'une concertation avec le gouvernement, sur le travail temporaire. Les travailleurs temporaires, à la suite de son rapport remis au gouvernement en juin 1979 (Le Monde du 13 juin 1979). Cette proposition qui reprend seulement quelques points essentiels du rapport, devrait, selon M. Couste, être examinée rapidement par les députés.

CONJONCTURE

LES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES CONTINUENT À BAISSER

Les prix des matières premières importées par la France (hors pétrole) ont baissé de 2,5 % en mai par rapport à avril. En un an (mai 1979 comparé à mai 1978), les prix ont baissé de 1,9 %.

Les prix des matières premières alimentaires ont baissé de 0,7 % en mai et de 0,3 % en un an (mai 1979 comparé à mai 1978), ce qui fait notamment des cours des oléagineux.

Les prix des matières premières industrielles ont baissé en mai par rapport à avril (- 0,3 %), mais ont augmenté par rapport à mai 1979 (+ 0,2 %), ce qui fait notamment des textiles (+ 1,6 % en un an).

NOUVEAU REPLI DE L'OR LÉGER RAFFERMISSEMENT DU DOLLAR

Le cours de l'once d'or, qui était revenu, mardi 11 juin, à 225,50 dollars, a encore baissé mercredi 12 juin, passant à 225,00 dollars, à environ 225 dollars. Ce repli, qui fait suite à un bond de 100 dollars la semaine dernière, est dû à la baisse des réserves d'or de l'OPEP à Alger, moins désastreuses pour les consommateurs qu'on ne le redoutait.

Le dollar s'est légèrement raffermi, repassant à 4,1235 F contre 4,1205 F à Paris, à 1,7530 DM contre 1,7520 DM sur la place de Francfort et à 217 yens contre 216,50 yens sur celle de Tokyo. Outre les interventions des banques centrales, il y a eu sur le marché, des achats de M. Wallach, l'un des administrateurs du FED américain, selon lesquelles les taux à moyen et à long terme pourraient être appelés à remonter outre-Atlantique.

Après-demain

Offre en dossier complet sur : POUR UN MEILLEUR EMPLOI DE L'ÉNERGIE

Envoyer 20 francs (timbres 1 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dalart, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 60 F pour abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Professeur Günter O. Eser, Membre du Conseil d'Administration, Lufthansa.

Vous me dites que vous aurez le terminal de fret le plus grand et, technologiquement, le plus moderne du monde, Prof. Eser. Combien vous coûtera-t-il ?

Nous dépenserons plus de Dm200 millions pour la construction de ce terminal car nous avons prévu à juste titre une augmentation rapide de nos marchés internationaux. Nous avons besoin d'être particulièrement bien informé en ce qui concerne les tous derniers développements dans ces marchés.

Comment recueillez-vous de telles informations auxquelles vous pouvez vous fier ?

En lisant le Financial Times

Europe's Business Newspaper

Le Financial Times est imprimé en facsimilé à Francfort depuis janvier 1979. Cette édition internationale est maintenant disponible en kiosque en France depuis le 2 juin 1980.

Veuillez m'adresser à titre gracieux quelques exemplaires du Financial Times ainsi que vos conditions d'abonnement.

Nom _____
Fonction _____
Société _____
Adresse _____

Tél. _____ Tél. ex. _____
Activité de votre société _____ CODE LMI2

Financial Times (Europe) Ltd, 36 rue du Sentier - 75002 Paris. Nouvelle adresse à partir du 23 06 80. Centre d'Affaires Le Louvre, 168 rue de Rivoli - 75044 Paris Cedex 01.

AGRICULTURE

La Commission européenne réduit de 40 % l'aide aux exportations de produits laitiers

Les producteurs français condamnent « la politique du pire »

La Commission européenne a réduit d'environ 40 % depuis le mardi 10 juin les subventions aux exportations (restitutions) de beurre, de poudre de lait et de lait concentré. Il s'agit en l'occurrence de faire des économies en attendant que l'Assemblée européenne et le conseil des ministres de la Communauté adoptent le budget communautaire pour 1980. Il s'agit également, dit-on de source proche de la Commission, de mettre à profit la montée des cours mondiaux (1). Les trois fédérations laitières (producteurs, coopératives et industrielles) françaises ont protesté contre cette décision « unilatérale », estimant que la Commission jouait « la politique du pire ». « En bloquant les exportations de produits laitiers hors de la C.E.E., la Commission entend provoquer la reconstitution des stocks, alors que ceux-ci sont actuellement quasi inexistants en France et très modérés dans la Communauté », écrivent les fédérations laitières.

Ainsi que la collecte a augmenté de 8 % en France pour les quatre premiers mois de l'année, cet excédent n'a pas pesé sur le marché, estime-t-on chez les producteurs. Les stocks français de beurre (public et privé) ne s'élevaient au 1^{er} juin 1980 qu'à 34 042 tonnes contre 79 978 tonnes en juin dernier ; ceux de poudre de lait à 100 tonnes seulement contre 6 255 tonnes il y a un an. Sur le plan communautaire, étaient stockés fin mai 265 000 tonnes de beurre et 153 000 tonnes de poudre de lait contre respectivement 400 000 et 450 000 tonnes l'an passé.

Du côté français, on précise que cette mesure, prise sans

consultation du comité de gestion représentant les États — procédure plutôt rare — se traduira par une baisse brutale des exportations à la rentrée prochaine, alors que déjà la faiblesse des cours mondiaux, contrairement à ce qu'on indique à Bruxelles, a fait échouer à la Communauté les dernières grandes adjudications pour les ventes sur pays tiers, au profit de la Nouvelle-Zélande surtout.

La tentation est grande chez les producteurs d'expliquer cette décision de la Commission par le dépit qu'elle aurait ressenti en voyant que, malgré la hausse de la collecte et la refus des ministres de l'agriculture de taxer les producteurs, la situation du marché et les stocks restent convenables, contrairement à l'analyse qu'elle développe depuis des mois.

J. G.

(1) Les restitutions combinent théoriquement la différence entre le cours mondial et le cours européen, et le premier augmente les restitutions diminue.

LE MODEP EST FAVORABLE A UNE MODIFICATION DE LA POLITIQUE COMMUNAUTAIRE AVEC DES PRIX DIFFÉRENCIÉS

« La période qui suivra les élections présidentielles démontrera que les propos du président de la République annonçant une pause dans l'élargissement de la C.E.E. ne sont pas sérieux », a déclaré, mardi 10 juin, M. Ingendaes, secrétaire général du MODEP (Mouvement de défense des exploitations familiales). Pour ce mouvement, il faut « que la Grande-Bretagne s'intègre ou se démette » et, d'autre part, « bloquer la négociation, afin que ni la Grèce, ni le Portugal, ni l'Espagne, ne rejoignent la C.E.E. ».

En revanche, le MODEP est favorable à une modification de la politique commune, qui comprendrait l'adoption de mesures nationales pour maintenir le pouvoir d'achat des agriculteurs, la mise en place d'une politique nationale des matières grasses de la C.E.E., « seule susceptible de régler la question de la prétendue surproduction de lait ». Le MODEP souhaite un marché moins libéral, plus organisé, avec des plans de production et des calendriers d'importation et d'exportation. Les prix communitaires devraient être fondés sur les coûts de production et des « quotas » pourraient être instaurés pour les productions excédentaires, au-delà d'un seuil représentant un revenu minimum par exploitant. Enfin, les accords du GATT, de Lomé, et les accords méditerranéens devraient être réduits.

L'agitation paysanne

L'ESPAGNE ET LA GRÈCE SONT ACCUSÉES DE SUBVENTIONNER LEURS EXPORTATIONS DE POMMES DE TERRE

Le ministre de l'Agriculture a adopté des mesures de soutien pour les producteurs français de pommes de terre, dont les prix ont baissé de façon sensible ces derniers jours. Dix millions de francs ont été débloqués. M. Méhaignerie se rendra, probablement, en Grèce pour discuter de l'attitude des responsables hellènes accusés comme les Espagnols de subventionner leurs exportations de pommes de terre. La mesure actuelle serait due en effet à la concurrence exercée par la production grecque sur les marchés allemand et britannique. M. Walker, le ministre anglais a d'ailleurs indiqué, mardi 9 juin, les importations de pommes de terre en provenance d'Espagne et de Grèce, à la demande des fermiers britanniques.

En France, à proximité de Remoulins (Gard), les chargements de quatre camions de légumes, en provenance d'Espagne, et de trois autres de vins d'Italie ont été déversés sur la chaussée de l'autoroute A 9, par une cinquantaine d'agriculteurs. Enfin, le Boerenbond, principal syndicat des agriculteurs belges, a décidé d'organiser une manifestation nationale pour protester contre l'insuffisance de la hausse des prix agricoles.

VENDRE et ACHETER en CHINE

LISEZ LE « TRADE DIRECTORY OF CHINA » EDITION EN QUATRE LANGUES + de 700 P.

Je désire recevoir exemplaires du « Trade Directory of China » au prix de 125 \$ ou 550 F. Total

A l'attention de Monsieur
Société
Adresse
Tél. Télax

SICE 70, rue de Tocqueville 75017 Paris

Investisseur recherche
pour achat total ou partiel
IMMEUBLES LOCATIFS
Paris, grandes villes de Province.
Construits ou en cours de construction ou terrains à bâtir correspondants.
Adresser les dossiers sous référence 7131 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 - qui transmettra

AVIS DE L'ELECTRICITE D'HAÏTI

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres international va être prochainement lancé pour les travaux de réalisation à partir de matériel HT mis à disposition de l'Entrepreneur, de 5 tranches d'extension de notre Sous-Station à 69 KV de VARREUX dans la zone de Port-au-Prince.

Il est précisé que :

- l'ouverture publique des offres est fixée au : 8 SEPTEMBRE 1980 à Port-au-Prince
- le financement des travaux objets de l'appel d'offres est assuré dans le cadre des crédits accordés par l'Association Internationale de Développement (AID - Banque Mondiale) et par la Communauté Européenne (CEE).

Le dossier d'appel d'offres qui comprendra tous les plans pour exécution sera dès le 7 Juillet 1980, à la disposition des Entrepreneurs intéressés qui pourront les retirer

contre cent dollars (100 US)

à EDH - B.P. 1753
Port-au-Prince
Téléphone 2-46-00

contre quatre cent trente francs français (430 FF)

à SOFRELEC C/o SOGELERG
25, rue du Pont des Halles
94856 RUNGIS CEDEX - FRANCE
Télax : 204 174 F - Téléphone : 687-34-55.

Le HP 250: simple, évolutif et polyvalent.

Le HP 250, c'est une gamme de petits ordinateurs de gestion que propose Hewlett-Packard. Ce système mono-console est évolutif. Vous pouvez lui adjoindre, selon vos besoins, jusqu'à 5 consoles permettant une exploitation simultanée en multiprogrammation. Chacun des utilisateurs peut disposer d'une partition-mémoire de 32 ou 64 K octets grâce aux unités de stockage de masse allant jusqu'à 53 M octets en ligne.

Et, pour une application en gestion décentralisée, le HP 250 est connectable, sous protocole synchrone BSC (émulation 2780) à un ordinateur central.

Son prix de base est de 195.000 F*.

Jusqu'à présent, il était pratiquement impossible de concevoir un ordinateur de gestion à la fois peu cher et très sophistiqué, personne n'ayant trouvé le moyen d'utiliser simplement un système puissant.

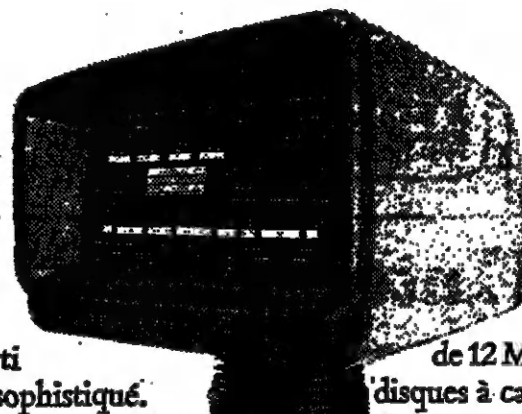
Nous y sommes parvenus : l'utilisation du HP 250 est la simplicité même. Et pourtant, sa vitesse, son système d'exploitation et son système de gestion de base de données lui permettent d'effectuer aussi bien des travaux en temps réel que du traitement par lots. Ainsi, sans informaticien chevronné, vous pour-

rez tirer le meilleur parti d'un système rapide et sophistiqué.

Notre ordinateur est très facile à programmer. Grâce au BASIC gestion de HP, au logiciel IMAGE/250 (logiciel de gestion de base de données) et à ses compléments QUERY/250, FORMS/250 et

REPORT WRITER/250, vous disposez d'un ensemble d'outils polyvalent pour tirer le meilleur parti de votre ordinateur en un minimum de temps.

Dans le même ensemble très esthétique, vous trouverez notre processeur rapide et la mémoire principale, ainsi qu'une unité de disque souple d'1,2 M octet. En fonction de vos besoins, vous pourrez y ajouter 1 disque Winchester



de 12 M octets et/ou deux disques à cartouche amovible de 20 M octets chacun.

Les huit touches de fonction "personnalisables" sont extrêmement précieuses ; leur libellé apparaît au bas de l'écran pour guider l'opérateur ou le programmeur. Le clavier du HP 250 est identique à celui d'une machine à écrire. Il est complété par un bloc de 10 touches numériques. Ainsi, après avoir positionné l'écran à sa convenance, l'opérateur pourra travailler confortablement.

* Prix TTC, au 1/5/80 d'un système avec mémoire 32 K octets, 1 console, 1 disque souple 1,2 M octet, 1 disque Winchester 12 M octets, imprimante incluse.

hp HEWLETT PACKARD

Pour tous renseignements complémentaires sur le HP 250, renvoyez le coupon ci-dessous à : Hewlett-Packard France, B.P. 70, 91401 Orsay Cedex. Tél. 907-78 25.

Je désire recevoir des informations complémentaires sur le HP 250.

☐ envoyez-moi une documentation sur le HP 250,
☐ contactez-moi pour un rendez-vous.

Nom :
Fonction :
Société :
Adresse :
Tél. :



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

11 JUIN

Irregularité

La tendance a été hésitante mercredi à la Bourse de Paris où l'indice de tendance, après avoir initialement très légèrement fléchi, reflétait, en fin de séance, une plus-value de 0,22 %.

Cette hésitation traduisait l'attente des investisseurs par les marchés financiers après la conférence de l'OECE. En effet, la tenue de la conférence, l'annonce de la conclusion de la conférence, pour prendre la moindre initiative.

De ce fait, les cotations ont été effectuées très rapidement et les effets des cours ont été dans l'ensemble modestes.

Les cotations financières attendaient d'autre part, avec une certaine impatience la cotation de la Banque de France, dont l'introduction avait été reportée à 3 juin et ce jour, tant la demande, et à une huitaine de jours, avait été importante. Aujourd'hui, selon les professionnels, environ 5 millions de titres étaient demandés contre 3 millions précédemment.

Malgré les résultats publiés hier par Michelin (un bénéfice net consolidé en 1979 de 13 % en 1978), le titre de cette société pneumatique, a progressé à 810 F (+1,5 %). Il est vrai que les marchés financiers avaient, ces deux derniers jours, anticipé ces résultats.

En revanche, les Nouvelles Galeries ont progressé de 7 %, la Roux Colas de 5 %, la SICO de 4 %, Raditechnique et P.L.M. de 3 %. Bonne tenue également de Thomson-Brandt, du Printemps et de Frérot.

Les cours de l'or ont été très irréguliers à Paris après la vague de prises de bénéfices intervenues mardi sur le marché américain.

Le lingot d'un kilo a gagné 5 F à 70 005 F tandis que le napoléon a gagné 3 F à 632 F.

La parité est revenue à 597,4 dollars contre 600 la veille dans un marché particulièrement dérivé de 5,5 millions de francs.

LONDRES

Les cotations de l'indice de tendance ont été très irrégulières, reflétant, en fin de séance, une plus-value de 0,22 %.

Cette hésitation traduisait l'attente des investisseurs par les marchés financiers après la conférence de l'OECE. En effet, la tenue de la conférence, l'annonce de la conclusion de la conférence, pour prendre la moindre initiative.

De ce fait, les cotations ont été effectuées très rapidement et les effets des cours ont été dans l'ensemble modestes.

Les cotations financières attendaient d'autre part, avec une certaine impatience la cotation de la Banque de France, dont l'introduction avait été reportée à 3 juin et ce jour, tant la demande, et à une huitaine de jours, avait été importante. Aujourd'hui, selon les professionnels, environ 5 millions de titres étaient demandés contre 3 millions précédemment.

Malgré les résultats publiés hier par Michelin (un bénéfice net consolidé en 1979 de 13 % en 1978), le titre de cette société pneumatique, a progressé à 810 F (+1,5 %). Il est vrai que les marchés financiers avaient, ces deux derniers jours, anticipé ces résultats.

En revanche, les Nouvelles Galeries ont progressé de 7 %, la Roux Colas de 5 %, la SICO de 4 %, Raditechnique et P.L.M. de 3 %. Bonne tenue également de Thomson-Brandt, du Printemps et de Frérot.

Les cours de l'or ont été très irréguliers à Paris après la vague de prises de bénéfices intervenues mardi sur le marché américain.

Le lingot d'un kilo a gagné 5 F à 70 005 F tandis que le napoléon a gagné 3 F à 632 F.

La parité est revenue à 597,4 dollars contre 600 la veille dans un marché particulièrement dérivé de 5,5 millions de francs.

NEW-YORK

Les cotations de l'indice de tendance ont été très irrégulières, reflétant, en fin de séance, une plus-value de 0,22 %.

Cette hésitation traduisait l'attente des investisseurs par les marchés financiers après la conférence de l'OECE. En effet, la tenue de la conférence, l'annonce de la conclusion de la conférence, pour prendre la moindre initiative.

De ce fait, les cotations ont été effectuées très rapidement et les effets des cours ont été dans l'ensemble modestes.

Les cotations financières attendaient d'autre part, avec une certaine impatience la cotation de la Banque de France, dont l'introduction avait été reportée à 3 juin et ce jour, tant la demande, et à une huitaine de jours, avait été importante. Aujourd'hui, selon les professionnels, environ 5 millions de titres étaient demandés contre 3 millions précédemment.

Malgré les résultats publiés hier par Michelin (un bénéfice net consolidé en 1979 de 13 % en 1978), le titre de cette société pneumatique, a progressé à 810 F (+1,5 %). Il est vrai que les marchés financiers avaient, ces deux derniers jours, anticipé ces résultats.

En revanche, les Nouvelles Galeries ont progressé de 7 %, la Roux Colas de 5 %, la SICO de 4 %, Raditechnique et P.L.M. de 3 %. Bonne tenue également de Thomson-Brandt, du Printemps et de Frérot.

Les cours de l'or ont été très irréguliers à Paris après la vague de prises de bénéfices intervenues mardi sur le marché américain.

Le lingot d'un kilo a gagné 5 F à 70 005 F tandis que le napoléon a gagné 3 F à 632 F.

La parité est revenue à 597,4 dollars contre 600 la veille dans un marché particulièrement dérivé de 5,5 millions de francs.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

MICHELIN. — Le groupe a annoncé ses résultats consolidés pour 1979 : le chiffre d'affaires est de 25,9 milliards de francs contre 25,7 milliards de francs en 1978. Le bénéfice net consolidé est de 13 % en 1979, contre 12 % en 1978. Le chiffre d'affaires par action est de 25,9 milliards de francs contre 25,7 milliards de francs en 1978. Le bénéfice net consolidé est de 13 % en 1979, contre 12 % en 1978.

INDICES QUOTIDIENS

(Coteur, base 100 à 20 déc. 1979)

9 juin 10 juin

Valeurs françaises 100,5 100,5

Valeurs étrangères 100,5 100,5

Cote des AGENTS DE CHANGE (Base 100 à 20 déc. 1981)

Indice général 100,5 100,5

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) 216 217

Taux de marché monétaire

Effet privé, à 11/8 ... 12 3/8 %

BOURSE DE PARIS - 11 JUIN - COMPTANT

VALEURS	%	% de	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
3 %	20	20	3 %	20	20	3 %	20	20	3 %	20	20
4 %	20	20	4 %	20	20	4 %	20	20	4 %	20	20
5 %	20	20	5 %	20	20	5 %	20	20	5 %	20	20
6 %	20	20	6 %	20	20	6 %	20	20	6 %	20	20
7 %	20	20	7 %	20	20	7 %	20	20	7 %	20	20
8 %	20	20	8 %	20	20	8 %	20	20	8 %	20	20
9 %	20	20	9 %	20	20	9 %	20	20	9 %	20	20
10 %	20	20	10 %	20	20	10 %	20	20	10 %	20	20
11 %	20	20	11 %	20	20	11 %	20	20	11 %	20	20
12 %	20	20	12 %	20	20	12 %	20	20	12 %	20	20
13 %	20	20	13 %	20	20	13 %	20	20	13 %	20	20
14 %	20	20	14 %	20	20	14 %	20	20	14 %	20	20
15 %	20	20	15 %	20	20	15 %	20	20	15 %	20	20
16 %	20	20	16 %	20	20	16 %	20	20	16 %	20	20
17 %	20	20	17 %	20	20	17 %	20	20	17 %	20	20
18 %	20	20	18 %	20	20	18 %	20	20	18 %	20	20
19 %	20	20	19 %	20	20	19 %	20	20	19 %	20	20
20 %	20	20	20 %	20	20	20 %	20	20	20 %	20	20

MARCHÉ A TERME

Composantes	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compt.	Composantes	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compt.
100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
101	101	101	101	101	101	101	101	101	101	101	101
102	102	102	102	102	102	102	102	102	102	102	102
103	103	103	103	103	103	103	103	103	103	103	103
104	104	104	104	104	104	104	104	104	104	104	104
105	105	105	105	105	105	105	105	105	105	105	105
106	106	106	106	106	106	106	106	106	106	106	106
107	107	107	107	107	107	107	107	107	107	107	107
108	108	108	108	108	108	108	108	108	108	108	108
109	109	109	109	109	109	109	109	109	109	109	109
110	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110	110
111	111	111	111	111	111	111	111	111	111	111	111
112	112	112	112	112	112	112	112	112	112	112	112
113	113	113	113	113	113	113	113	113	113	113	113
114	114	114	114	114	114	114	114	114	114	114	114
115	115	115	115	115	115	115	115	115	115	115	115
116	116	116	116	116	116	116	116	116	116	116	116
117	117	117	117	117	117	117	117	117	117	117	117
118	118	118	118	118	118	118	118	118	118	118	118
119	119	119	119	119	119	119	119	119	119	119	119
120	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120	120

Composantes	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compt.	Composantes	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compt.
121	121	121	121	121	121	121	121	121	121	121	121
122	122	122	122	122	122	122	122	122	122	122	122
123	123	123	123	123	123	123	123	123	123	123	123
124	124	124	124	124	124	124	124	124	124	124	124
125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
126	126	126	126	126	126	126	126	126	126	126	126
127	127	127	127	127	127	127	127	127	127	127	127
128	128	128	128	128	128	128	128	128	128	128	128
129	129	129	129	129	129	129	129	129	129	129	129
130	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130	130
131	131	131	131	131	131	131	131	131	131	131	131
132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132
133	133	133	133	133	133	133	133	133	133	133	133
134	134	134	134	134	134	134	134	134	134	134	134
135	135	135	135	135	135	135	135	135	135	135	135
136	136	136	136	136	136	136	136	136	136	136	136
137	137	137	137	137	137	137	137	137	137	137	137
138	138	138	138	138	138	138	138	138	138	138	138
139	139	139	139	139	139	139	139	139	139	139	139
140	140	140	140	140	140	140	140	140	140	140	140

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	MARCHÉ LIBRE DE L'OR	COURS	COURS
141	141	141	141	141	141
142	142	142	142	142	142
143	143	143	143	143	143
144	144	144	144	144	144
145	145	145	145	145	145
146	146	146	146	146	146
147	147	147	147	147	147
148	148	148	148	148	148
149	149	149	149	149	149
150	150	150	150	150	150
151	151	151	151	151	151
152	152	152	152	152	152
153	153	153	153	153	153
154	154	154	154	154	154
155	155	155	155	155	155
156	156	156	156	156	156
157	157	157	157	157	157
158	158	158	158	158	158
159	159	159	159	159	159
160	160	160	160	160	160

